

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

L'EUROCOMMUNISME

ESPAGNOL

AU BORD

DE LA

RUPTURE



POUR LA PAIX ET
LE SOCIALISME,
CONTRE LA
REMILITARISATION
DE L'IMPERIALISME



TUNISIE

LES LIMITES DE LA LIBERALISATION

SOMMAIRE DU NUMERO 114 DU 7 DECEMBRE 1981

3	EDITORIAL	L'agression impérialiste se concentre sur la révolution nicaraguayenne	INPRECOR
4	AMERIQUE CENTRALE ET CARAIBE	Aux côtés des révolutions de l'Amérique centrale et de la Caraïbe	Secrétariat unifié de la IV ^e INTERNATIONALE
5	HAITI	Des « boat people » qui n'intéressent pas Washington	Vincent KERMEL
7	ROUMANIE	Crise économique et action ouvrière	Ernest MANDEL
9	—	Une affaire de famille	INPRECOR
10	POLOGNE	Solidarité à la recherche d'une orientation	Jacqueline ALLIO
12	—	Une proposition pour un plan d'urgence	Josef KUSMIEREK
14	ETAT ESPAGNOL	L'échec de l'eurocommunisme espagnol	Angel MUNOZ
15	CATALOGNE	Le PSUC au bord de l'écèlement	Joan FONT
17	—	Entretien avec Leopoldo Espuny, membre du Comité central du PSUC	Pep ROCA
20	BELGIQUE	Le « jeu parlementaire » de la bourgeoisie en panne après les élections du 8 novembre	François VERCAMMEN
22	TCHAD	François Mitterrand et les USA appuient l'intervention d'une force inter-africaine « neutre »	Claude GABRIEL
22	—	De l'intervention au retrait libyen	INPRECOR
23	—	Les fractions en présence	INPRECOR
24	TUNISIE	Les élections du 1 ^{er} novembre illustrent les limites de la libéralisation	R. MASSIGNON
25	—	La campagne du Groupe marxiste révolutionnaire (GMR)	INPRECOR
26	—	La levée de l'interdiction du Parti communiste tunisien (PCT)	« MAL AMAL »
28	COLOMBIE	Mobilisations ouvrières et échéances électorales	Jean-Pierre BEAUVAIS
30	REARMEMENT	L'offensive de remilitarisation de l'impérialisme et le combat contre l'austérité, pour la paix et le socialisme	Secrétariat unifié de la IV ^e INTERNATIONALE
35	BRESIL	Mario Pedrosa (1900-1981) : un symbole du combat anti-dictatorial	INPRECOR
36	PAYS-BAS	400 000 contre les missiles nucléaires à Amsterdam le 21 novembre	Robert WENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC», compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 180 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 200 FF ; Afrique et Amériques : 230 FF ; Asie : 245 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

[illegible][illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

L'agression impérialiste se précise en Amérique centrale

LES forces social-démocrates et les gouvernements dominés par elles en Europe n'auront que très faiblement réagi à la campagne de mensonges et de falsifications lancée par l'impérialisme pour préparer et couvrir son escalade contre-révolutionnaire en Amérique centrale et dans la Caraïbe, et les mesures d'intimidation contre Cuba.

Au moment où il apparaît de plus en plus évidemment qu'au Salvador la dictature a « perdu le contrôle d'environ un quart du territoire salvadorien au profit des forces de la guérilla » (*Washington Post*, 10 novembre 1981), l'administration Reagan oriente directement ses attaques contre le Nicaragua et les forces révolutionnaires salvadoriennes.

Dès le 12 novembre, devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américains, le secrétaire d'Etat Alexander Haig accusait le Nicaragua de « s'orienter vers un gouvernement totalitaire » et de construire une armée qui « ne peut être qu'une force d'agression et d'expansion de la politique marxiste-léniniste dans l'hémisphère ».

Alexander Haig présente comme une « force d'agression » l'Armée populaire sandiniste (APS) que le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a dû construire pour défendre la révolution contre la véritable force d'agression séculaire que représente l'armée US pour les peuples d'Amérique centrale. Affirmer sa solidarité — comme l'a fait le FSLN — avec les luttes des peuples salvadorien et guatémaltèque contre des dictatures sanguinaires, voilà ce que les représentants de l'impérialisme présentent comme un acte d'agression. Le « régime totalitaire » qui existerait au Nicaragua, c'est, pour Alexander Haig, un régime qui se bat pour assurer l'alphabétisation des masses, améliorer la santé, organiser une réforme agraire, un régime largement et activement soutenu par la population.

C'est d'ailleurs, à propos de Cuba, ce qu'est contraint de reconnaître le journal du capital américain *Wall Street Journal*. Dans un très long reportage publié le 16 novembre 1981, ce quotidien, peu suspect de sympathies pro-cubaines, reconnaît, au-delà d'une note cynique sur la « répression politique » : « Le Cubain moyen vit ces temps derniers bien au-dessus du niveau de vie du Tiers Monde. Il souffre de la répression politique, mais il accepte cela comme le prix de ses acquis économiques. Il soutient fermement la politique intérieure et étrangère de son gouvernement. »

Malgré les dénégations et les protestations des dirigeants cubains et nicaraguayens contre les falsifications impérialistes, celles-ci se poursuivent de plus belle. L'*International Herald Tribune* du 24 novembre rapportait par exemple les propos tenus la veille par le général Alexander Haig qui s'inquiétait du « glissement vers le totalitarisme » du Nicaragua et critiquait « l'important afflux d'armement sophistiqué » en provenance de l'URSS et de ses alliés. Le secrétaire d'Etat américain considérait comme vital que « les Etats voisins aussi bien que les forces de la liberté au Nicaragua » reconnaissent le danger que constitue « l'énorme structure militaire » de ce pays.

Ces mises en garde américaines ne sont pas des paroles en l'air. Le blocus du Nicaragua s'organise concrètement. Ainsi, Ronald Reagan vient de parvenir à retarder un prêt de 30 millions de dollars par l'Inter American Development Bank (IADB). Parallèlement, un plan destiné à provoquer des affrontements militaires entre le Honduras et le Nicaragua grâce à l'appui de mercenaires a été rendu public le 10 novembre. Y sont compromis de grands propriétaires fonciers honduriens qui encouragent l'entraînement d'ex-membres de la Garde nationale somoziste dans leurs grands domaines de la région d'El Paraiso, comme Guillermo Sevilla, membre de la Fédération nationale des agriculteurs et éleveurs du Honduras (FENAGH) et Pedro Sevilla, membre de la direction de la FENAGH et du Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP).

L'objectif de toute cette campagne de propagande anti-communiste est bien évidemment de créer dans l'opinion publique américaine les conditions propices à l'acceptation d'une intervention impérialiste directe en Amérique centrale, qui reste l'objectif principal des Etats-Unis.

Elle est aussi destinée à obtenir une adhésion, dans la perspective de la réunion de décembre de l'Organisation des Etats américains (OEA) des bourgeoisies latino-américaines. Ces dernières sont partagées et oscillantes sur les moyens à mettre en œuvre pour bloquer les développements révolutionnaires en Amérique centrale. Pour l'administration Reagan, ces hésitations sont embarrassantes.

Certes, les bourgeoisies latino-américaines sont inquiètes de la radicalisation du processus révolutionnaire en Amérique centrale. Elles savent cependant ce que pourrait leur coûter, sur le plan intérieur, un appui ouvert à une intervention impérialiste directe contre le Nicaragua deux ans seulement après que l'OEA se soit refusée à suivre Washington dans cette voie en 1979. Ainsi, le président vénézuélien Luis Herrera Campins, dont le gouvernement soutient inconditionnellement la dictature salvadorienne, affirmait lors d'une réception à la Maison Blanche, en parlant du Nicaragua, qu'« aussi longtemps qu'il subsiste quelque espoir raisonnable pour qu'une société pluraliste se réalise ici, nous maintiendrons notre attitude de coopération » (*Financial Times*, 19 novembre 1981). Ce à quoi Edwin Meese, conseiller présidentiel américain, devait indirectement rétorquer que le gouvernement du Nicaragua est « un danger pour les autres pays de l'Amérique centrale, et c'est pourquoi c'est un sujet d'intérêt non seulement pour les Etats-Unis mais aussi pour d'autres pays d'Amérique latine ».

Le soutien diplomatique d'autres Etats du continent américain, tout comme la participation directe de forces impérialistes à toute action contre le Nicaragua et le Salvador semblent considérés comme indispensables à leur succès par les stratèges impérialistes. *The Guardian*, du 23 novembre, précisait à ce sujet que « l'investissement de forces d'autres pays latino-américains fait partie des options à l'étude, mais les officiels disent que, pour que n'importe quels efforts militaires conjoints soient efficaces, les Etats-Unis doivent y être investis ». C'est d'ailleurs le sens des propos du général Alexander Haig qui a répliqué à un parlementaire lui demandant de démentir la participation actuelle ou à venir des Etats-Unis à une aventure militaire contre le gouvernement nicaraguayen : « Non, je ne pourrais pas vous en donner l'assurance ! »

Aussi les Etats-Unis se préparent-ils à la mise en place d'une solution permettant d'associer d'autres armées à une intervention contre-révolutionnaire dans la région. Le journal argentin *La Nación* notait, début novembre, que « l'idée qui commence à attirer l'attention des dirigeants américains est de former un corps expéditionnaire de troupes latino-américaines qui, après avoir obtenu un consensus des différentes armées, pourrait être légitimé par l'OEA ».

L'option la plus favorable pour Washington étant, comme l'a précisé le général Wallace Nutting, commandant en chef des forces américaines à Panama, l'intervention sous la forme d'une action conjointe de « toutes les nations de l'hémisphère » (*Financial Times*, 19 novembre 1981).

Ainsi donc, et quelles que soient les différentes modalités envisagées par Washington pour faire reculer la révolution en Amérique centrale et dans la Caraïbe, la perspective d'une action militaire contre le Nicaragua, contre les forces du FMLN et contre Cuba, occupe toujours une place centrale dans la stratégie impérialiste.

C'est dire si la menace reste permanente. La mobilisation pour s'y opposer se devra donc de l'être aussi jusqu'à la victoire révolutionnaire en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Aux côtés des révolutions d'Amérique centrale et de la Caraïbe

Résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

La bourgeoisie américaine, en collaboration avec ses alliés d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, prépare de nouvelles initiatives militaires, qualitativement supérieures, contre les luttes d'ampleur croissante menées par les ouvriers et les paysans d'Amérique centrale et de la Caraïbe.

Des porte-parole de l'impérialisme américain aussi représentatifs que le secrétaire d'Etat Alexander Haig ou le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger ont déclaré que les mesures concrètement envisagées comportaient :

- l'utilisation, au Salvador, de troupes venues d'Argentine ou d'autres régimes dictatoriaux d'Amérique latine, combinée avec une augmentation du nombre des conseillers militaires américains et avec de nouvelles et massives livraisons d'armes à la Junte ;

- la mise en place d'un blocus maritime et terrestre du Nicaragua et l'extension des actions militaires menées par l'armée hondurienne et par les unités somozistes opérant à partir du territoire hondurien ;

- une « démonstration de force aérienne » contre Cuba et la « mise en quarantaine » des navires cubains afin de stopper les prétendus envois d'armes au Salvador.

Les chefs d'états-majors des armées latino-américaines ayant des « intérêts communs au niveau de leur défense » avec l'impérialisme américain se sont réunis à Washington, début novembre, pour débattre de ces plans. Les représentants du gouvernement nicaraguayen ont été exclus de la réunion.

Des manœuvres navales nord-américaines devant se prolonger durant quatre semaines et mettant en œuvre plusieurs dizaines de navires de guerre et des centaines d'avions ont débuté le 30 octobre. La phase finale de ces manœuvres baptisées *Readex* doit se dérouler dans les îles Vieques, à proximité de Puerto Rico.

Les actions militaires déjà planifiées ne sont évidemment pas exactement connues mais leurs cibles sont évidentes :

- les ouvriers et les paysans du Salvador qui, ces derniers mois, ont considérablement amplifié leurs actions visant à mettre à bas la Junte militaire ;

- les ouvriers et les paysans du Nicaragua qui continuent à progresser dans la défense de leurs intérêts et la satisfaction de leurs besoins opposés aux profits de l'impérialisme et de la bourgeoisie nicaraguayenne ;

- les travailleurs de Grenade qui s'organisent et se mobilisent pour l'établissement d'un nouvel ordre social capable de satisfaire les besoins les plus urgents du peuple ;

- les ouvriers et les paysans de Cuba qui, après vingt-deux années de pressions permanentes de l'impérialisme — incluant blocus économique, sabotages et guerre chimique —, refusent de se laisser acheter ou intimider ; ils continuent à réaffirmer avec courage leurs droits et leurs devoirs internationalistes, aidant ainsi leurs frères de lutte de la Caraïbe et d'Amérique centrale qui défient l'impérialisme et combattent pour prendre en main leur destin.

Au cours de ces dernières semaines, les représentants des Etats-Unis ont méticuleusement préparé les bases politiques de leur escalade agressive au travers d'une campagne de mensonges et d'accusations calomnieuses contre les gouvernements de Cuba et du Nicaragua, considérés comme la « source » des armes et de l'aide utilisées par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) au Salvador. Cette campagne a connu un nouveau développement à partir des actions spectaculaires réalisées par le FMLN le 15 octobre avec la destruction du pont d'Or, d'importance stratégique, sur la rivière Lempa. Il a été dit qu'une telle action ne pouvait avoir été réalisée que par un commando spécial composé de troupes cubaines acheminées en avion jusqu'au Nicaragua et infiltrées ensuite au Salvador. Malgré les exigences répétées formulées par les gouvernements de Cuba et du Nicaragua que Washington apporte les preuves de telles accusations, les autorités nord-américaines ont continué à les répéter sans la moindre preuve. Et de nouvelles accusations sont portées chaque jour. Le 8 novembre, par exemple, des porte-parole de l'armée salvadorienne ont affirmé que des avions peints en rouge et noir (les couleurs sandinistes du Nicaragua) avaient été vus livrant du ravitaillement aux unités du FMLN.

Derrière les préparatifs menaçants de Washington, il y a une réalité mainte-

nant évidente : tout ce qui a été tenté précédemment pour briser la montée révolutionnaire en Amérique centrale a échoué.

Malgré l'aide considérable reçue par la dictature sanguinaire, malgré le massacre de déjà plus de 11 000 personnes au cours des premiers mois de 1981, les militaires salvadoriens ont été incapables de s'opposer aux progrès du FMLN. Washington est désormais convaincu que la décomposition du régime salvadorien ne peut être enrayée, et l'insurrection populaire écrasée, sans une augmentation de l'intervention militaire extérieure.

Malgré deux années d'incessantes pressions politiques et économiques sur le Nicaragua, pour que soit abandonnée la politique de défense des intérêts des travailleurs aux dépens de ceux de la bourgeoisie nicaraguayenne, la direction sandiniste a réaffirmé avec force son orientation et accentué la mobilisation des ouvriers et des paysans pour garantir leur victoire. Le fait que le peuple nicaraguayen soit en train de construire rapidement, non seulement une puissante armée professionnelle, mais aussi une milice populaire, occupe une place centrale dans les préoccupations de Washington. Les dirigeants américains sont maintenant convaincus qu'ils n'ont pas d'autres moyens de s'opposer à la création d'un Etat ouvrier au Nicaragua qu'en organisant une intervention militaire.

Malgré les puissantes pressions de l'impérialisme américain contre Cuba, le gouvernement cubain a refusé de renoncer à son droit d'être du côté de ceux qui luttent pour rompre les chaînes de la domination impérialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe. Conscient que l'Etat ouvrier cubain est la cible ultime de l'effort de l'impérialisme américain pour renverser la progression de la montée révolutionnaire dans la région, le peuple cubain a répondu massivement aux menaces de Washington. Il s'est organisé et s'est mobilisé de multiples fois pour réaffirmer sa volonté d'aider à étendre la révolution socialiste dans la région.

Mais l'impérialisme ne peut pas permettre l'établissement d'un Etat ouvrier au Nicaragua ou dans quelque autre pays, sans utiliser tous les moyens à sa disposition, y compris une intervention militaire directe pour l'empêcher. Aujourd'hui, vu la progression de la montée révolutionnaire en Amérique centrale et l'impact de la



Manifestation à Paris en février 1981. (DR)

Révolution nicaraguayenne, non seulement sur le Salvador mais aussi sur le Guatemala et sur d'autres pays, Washington ne peut tolérer le renversement de la Junte militaire au Salvador sans épuiser toutes les possibilités pour l'empêcher. Quand tous les autres moyens auront échoué, l'impérialisme n'hésitera pas à procéder à une escalade dans sa propre intervention militaire.

Ce point a déjà été atteint.

Les événements actuels rappellent d'autres périodes de l'histoire, comme la veille de l'invasion de la Baie des Cochons à Cuba en avril 1961 et les événements qui ont mené à la provocation du golfe du Tonkin précédant l'escalade de l'agression des Etats-Unis au Vietnam en 1964.

Aussi la nouvelle campagne de menaces, de fausses accusations menée depuis Washington et les menaces qui en découlent doivent-elles être prises très au sérieux. La décision des gouvernements nicaraguayen et cubain de mettre leur pays en état d'alerte militaire est justifiée. Le danger est réel.

Les fauteurs de guerre impérialistes ne pourront être définitivement mis hors d'état de nuire que lorsque les travailleurs de leurs propres pays se seront emparés du pouvoir ; mais d'ores et déjà leurs projets peuvent être entravés. C'est pourquoi une mobilisation massive est importante maintenant, avant qu'ils n'agissent.

Le mouvement ouvrier, les organisations de solidarité, le mouvement contre le surarmement, tous ont la responsabilité de dénoncer le contenu réel des nouveaux projets de Washington et d'organiser contre eux la mobilisation la plus large.

C'est le moment d'agir, maintenant !

Secrétariat unifié (SU)
de la IV^e INTERNATIONALE
15 novembre 1981.

Des "boat people" qui n'intéressent pas Washington

Vincent KERMEL

Le 26 octobre, les corps de 33 réfugiés haïtiens étaient rejetés par la mer sur une plage de Floride. Après deux mois d'un terrible voyage, l'embarcation les transportant avait sombré à quelques encablures des côtes américaines. Cet événement tragique n'est pourtant pas exceptionnel. En juillet dernier, par exemple, sur 250 candidats à l'émigration embarqués sur un rafiôt, 160 seulement accostèrent aux Etats-Unis. Les survivants devaient raconter comment, pendant les vingt jours du voyage, 16 personnes avaient été assassinées par les seconds du capitaine et comment beaucoup d'autres étaient mortes de faim, de soif et d'insolation.

Misère et répression font qu'un million de Haïtiens, sur les 5 millions que compte le pays, se trouvent à l'étranger. 50 000 d'entre eux se sont installés aux USA dans les deux dernières années, dont près de 20 000 sont probablement arrivés clandestinement à bord d'embarcations de fortune.

Aux multiples risques de ces voyages qui mettent les candidats à l'exil à la merci des pirates qui les organisent pour près de 9 000 francs français par personne, vient s'ajouter celui d'être refoulé par les autorités américaines moins empressées à donner l'asile à ces réfugiés qu'elles ne l'ont été pour ceux qui quittaient le Vietnam ou Cuba.

Depuis plusieurs mois déjà, les réfugiés haïtiens qui fuient la dictature de Baby Doc se voient refuser l'asile politique et sont parqués aux Etats-Unis dans de véritables camps de concentration, comme celui de Krome où, en août dernier, une révolte a éclaté contre les conditions d'hébergement. A cette occasion, 125 Haïtiens, considérés par les fonctionnaires du Service d'immigration et de naturalisation (INS) comme des meneurs, ont été emprisonnés à la prison fédérale de Otisville à New York.

Le 29 septembre, Ronald Reagan a décidé de mettre un terme à l'immigration clandestine haïtienne. Affirmant que les réfugiés haïtiens ne « chercheraient qu'à améliorer leurs conditions économi-

ques », les USA leur refusent le statut de réfugiés politiques. Et, le 10 octobre, le garde-côtes *Hamilton*, aidé d'avions et d'hélicoptères, prenait place dans le « passage du Vent », entre Haïti et Cuba, pour intercepter ces réfugiés. C'est en pleine mer que des officiers américains font le « tri » entre réfugiés politiques et économiques, escortant ceux qui sont considérés comme faisant partie de la seconde catégorie jusqu'à Port-au-Prince.

Déjà, en novembre 1980, un rapport effectué pour la Commission économique du Congrès américain notait que « la politique américaine est beaucoup plus dure avec les réfugiés des pays non communistes, comme Haïti, qu'avec ceux quittant le Laos ou le Vietnam » (le Monde, 25 juillet 1981). Depuis lors, les choses n'ont fait qu'empirer, parallèlement à l'escalade impérialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe et au nouveau tour de vis de la dictature de Jean-Claude Duvalier qui faisait condamner, fin août, 25 personnes — dont le dirigeant démocrate-chrétien Sylvio Claude, arrêté en novembre 1980 — à 15 ans de travaux forcés.

Ces événements marquaient en quelque sorte le resserrement des relations entre Haïti et son protecteur et bailleur de fonds américain (depuis 1973, 186 millions de dollars d'aide ont été accordés par les USA).

Pourtant, pas plus tard qu'en décembre 1980, un document du Conseil inter-américain de sécurité, rédigé par Philipp Abbott Luce, conseiller très écouté du secrétaire d'Etat Alexander Haig, faisait le procès de la corruption de la dictature haïtienne.

Il est vrai que, dans ce pays dont le budget est financé aux deux tiers par l'étranger, la corruption est en quelque sorte, comme le pouvoir, une affaire de famille. Un récent rapport du Fonds monétaire international (FMI) précisait à cet égard que, sur les 22 millions de dollars attribués en décembre 1980, « 20 millions de dollars étaient prélevés sur le budget gouvernemental et utilisés à des fins inconnues » (le Monde, 12 juin 1981).

Philipp Abbott Luce proposait donc ouvertement de chercher la relève de Baby Doc parmi les réfugiés haïtiens aux

Etats-Unis, « dévoués au capitalisme, capables d'unir la population haïtienne contre le gouvernement Duvalier », et cela au moyen « d'un coup d'Etat indigène, qui ferait entrer Haïti dans le XXe siècle, et pourrait, de surcroît, montrer au reste de l'Amérique latine que l'avenir n'appartient pas aux communistes cubains » (le Monde, 12 février 1981).

Mais, quelques mois plus tard, très préoccupée par l'évolution de la situation en Amérique centrale et dans la Caraïbe, l'administration Reagan se tournait vers d'autres conseils. Un rapport soumis en mai 1981 à la Commission des Affaires étrangères venait infirmer les conclusions du Conseil interaméricain de sécurité en affirmant : « Il n'y a pas de solution de rechange viable à Jean-Claude Duvalier » (le Monde, 12 juin 1981). Entre-temps, Baby Doc s'était en effet empressé de faire le vide autour de lui en réprimant tous ceux qui auraient pu constituer une relève à sa dictature.

Dès lors, rien ne pouvait s'opposer à l'accord de refoulement des réfugiés haïtiens que Washington considère pour sa part comme un « grave problème national créant un danger pour la sécurité et le bien-être » des citoyens américains.

Cette politique honteuse, qui bafoue les droits les plus élémentaires à l'asile politique dont se revendiquent pourtant démagogiquement les autorités américaines, a déjà suscité de nombreuses réactions. Tout d'abord aux USA, où le NAACP (Association nationale pour la promotion des gens de couleur) réclame la reconnaissance du statut de réfugiés politiques pour les Haïtiens qui fuient la dictature des « tontons macoutes », et condamne la politique de Ronald Reagan comme « un assaut barbare à la liberté humaine ».

Mais la vision quasi quotidienne d'un navire de guerre américain ramenant les candidats haïtiens à l'exil jusque sur les quais de Port-au-Prince est aussi de nature à outrager le peuple haïtien, dont le pays fut en 1804 la première république noire indépendante. Ainsi, un éditorial d'une violence inhabituelle de l'hebdomadaire de Port-au-Prince le *Petit Samedi soir* titrant « Haïti n'est pas un protectorat américain » s'est fait récemment l'écho de ce ressentiment (*Latin America Regional Reports Caribbean*, 30 octobre 1981). Rappelant pour l'occasion la similitude avec la période d'occupation américaine de 1915-1934, l'éditorialiste que l'on soupçonne même d'être le porte-parole officieux du point de vue de deux ministres « dissidents » du gouvernement de Jean-Claude Duvalier, notait que l'accord avec Ronald Reagan suivant lequel « les canons de la marine américaine sont pointés sur Port-au-Prince », au nom de la lutte contre le « péril noir », signifiait en fait « la fin du dernier souffle d'indépendance ».

Vincent KERMEL
21 novembre 1981.



Misère et famine sévissent dans les bidonvilles de Port-au-Prince. (DR)

LES RAISONS D'UN EXODE MASSIF

Pays qui reçoit l'aide internationale la plus importante par tête d'habitant — 137 millions de dollars pour 5 millions de résidents en 1980 —, Haïti, où depuis 1969 « l'activité communiste sous quelque forme que ce soit » est punie de mort, est aussi un des pays les plus pauvres du monde.

D'après une étude de la Banque Mondiale, 75 % de la population y vit au-dessous du seuil de la pauvreté absolue. 800 000 sous-prolétaires s'entassent dans les immondes bidonvilles de la capitale. Ne disposant que d'un revenu annuel équivalant à 300 francs français par personne, 61 % des Haïtiens ne prennent qu'un repas par jour. Alors que l'inflation a plafonné à 13,5 % de 1971 à 1977, les salaires des employés de l'Etat n'ont augmenté durant la même période que de 6 %, ce qui équivaut à une baisse du pouvoir d'achat de 45 %. Quant aux 100 000 personnes qui vivent du colportage ou du petit commerce, elles ne gagnent que 0,6 dollar par jour.

90 % de la population est analphabète, 87 % des enfants souffrent de malnutrition, tandis que la moitié d'entre eux meurent avant l'âge de 4 ans. A Port-au-Prince, où la moitié des habitants ne disposent que de 3m2 pour vivre, 30 000 personnes dorment chaque nuit à la belle étoile.

Dans les campagnes, 3 millions de Haïtiens occupent 1,2 millions de petites exploitations, parfois de moins d'un hectare, alors que le minimum vital est de 7 hectares par famille. Chaque année 15 000 coupeurs de canne sont vendus — comme au temps de l'esclavage — par le gouvernement Duvalier et avec l'assentiment du gouvernement social-démocrate de Saint-Domingue, aux compagnies sucrières opérant en République dominicaine voisine.

Pendant ce temps, 200 familles sont millionnaires en dollars et en 1976 on estimait à 3 800 familles le nombre de celles dont les revenus dépassaient les 90 000 dollars par an. Se prélassant dans un luxe insolent, 0,8 % de la population accapare ainsi 43,7 % des revenus du pays. C'est sans doute là qu'il faut chercher les raisons « économiques » de l'exil massif des Haïtiens, que Ronald Reagan considère comme insuffisantes pour leur accorder l'asile aux Etats-Unis...



Crise économique et action ouvrière

SELON des informations dignes de foi, des grèves auraient éclaté le 17 octobre 1981 dans les mines de charbon en Roumanie, à Levrd, Lupoia et Horasti. Deux jours plus tard, au nord de la ville de Motru, une grève aurait éclaté à la centrale thermique de Rogojelu. Des manifestations sporadiques auraient également éclaté à Motru, où le siège du parti aurait même été occupé. Le chef du parti et du gouvernement, Nicolae Ceaucescu, qui se serait rendu à Motru début novembre, y aurait été accueilli à coups de pierres par les mineurs, et

aurait été obligé de se retirer précipitamment en hélicoptère. Il y aurait aussi eu, début novembre, des émeutes à Giurgiu, au sud de Bucarest. Une répression dure aurait suivi ces événements.

Dans quel contexte économique, social, politique se plaacent ces actions ouvrières, les plus importantes qui aient eu lieu en Europe de l'Est en dehors de la Pologne en cette année 1981 ? C'est la question à laquelle nous essayons de répondre dans l'article qui suit.

Ernest MANDEL

La Roumanie s'est vantée pendant toute une période de connaître le taux de croissance économique le plus élevé d'Europe. Mais, dès le deuxième semestre de 1979, la situation a commencé à se détériorer rapidement. En 1980, le revenu national n'a augmenté que de 2,5 %, contre un taux prévu de 8,8 %, et la production agricole a même baissé de 5 %.

Pour 1981, on avait annoncé une croissance de 7 %, afin de réaliser — fût-ce avec un an de retard — les objectifs du Plan quinquennal 1976-1980. Cependant, une révision en baisse des objectifs du Plan quinquennal 1981-1985, par rapport aux « directives » publiées dix-huit mois plus tôt (1), laisse supposer que le taux de croissance prévu pour 1981 ne sera pas atteint lui non plus. C'est notamment le cas de l'industrie des machines-outils et de celle des engrais chimiques ainsi que, probablement, des raffineries de pétrole.

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE INÉGALE ET DISPROPORTIONNÉE

Pour la production agricole, l'écart est particulièrement frappant. Le Plan prévoyait une production de 23,7 millions de tonnes de céréales en 1981. Or, la production effective de 1980 ne s'est élevée qu'à 20 millions de tonnes et la récolte de 1981 est jugée « franchement mauvaise » par les autorités. Il est donc peu probable qu'elle ait pu augmenter de 18 %.

La bureaucratie de Nicolae Ceaucescu s'est engagée dans un processus d'industrialisation à outrance, axée sur l'industrie lourde, afin d'atteindre le « but stratégique » de transformer la Roumanie d'un pays en voie de développement en un pays moyennement industrialisé. Des projets spectaculaires, marqués du sceau du gigantisme, ont symbolisé cette politique : création d'une industrie de machines-outils parmi les plus importantes du

monde, réalisant à elle seule un tiers de toute la production industrielle du pays ; création d'une sidérurgie puissante qui fait d'ores et déjà de la Roumanie le septième pays du monde en matière de production d'acier par tête d'habitant ; développement d'une importante industrie de raffinage et de transformation du pétrole, notamment le fameux complexe pétrochimique de Teleajani et la raffinerie de Midia.

La démesure de ces projets — comme ceux de Edward Gierke en Pologne — se traduit d'une part par des disproportions croissantes et dangereuses qui devaient tôt ou tard saper la croissance et, d'autre part, par une dangereuse dépendance par rapport à l'économie capitaliste internationale, dans le domaine des crédits et dans celui du commerce extérieur. De tous les Etats ouvriers bureaucratisés, la Roumanie détient le record de la part des pays capitalistes tant dans les importations que dans les exportations. La part des pays du COMECON dans le commerce extérieur roumain est tombée de 73 % en 1960 à 56 % en 1970 et à 33 % en 1980. La Roumanie fait d'ailleurs partie depuis plusieurs années du Fonds monétaire international (FMI), auquel elle a pu adhérer sans se heurter à un veto de la part de la bureaucratie soviétique.

Malgré des progrès industriels en partie spectaculaires, la Roumanie est restée — à côté de l'Albanie — le pays le plus pauvre d'Europe en ce qui concerne son niveau de vie mesurable en consommation par tête d'habitant. Cette contradiction résulte avant tout du développement inégal entre l'industrie et l'agriculture, ainsi que du développement inégal entre l'industrie lourde et l'industrie légère.

Le cours vers les projets gigantesques se poursuit d'ailleurs jusqu'aujourd'hui. Bien que la crise de la sidérurgie dans les pays capitalistes ait sévèrement bouleversé tous les plans roumains consistant à exporter de l'acier vers l'Occident, le nouveau Plan quinquennal prévoit un accroissement de la production sidérurgique, de 13 millions de tonnes en 1980 à 20 mil-

lions de tonnes en 1981. Des centrales nucléaires ont été commandées au Canada, à l'Italie et à la France, absorbant des milliards de dollars en devises.

La démesure des plans de Nicolae Ceaucescu éclate de la manière la plus nette dans le domaine du pétrole. Alors que la Roumanie est un pays producteur et, pendant des décennies, exportateur de pétrole, les projets ambitieux d'industries de raffinage de pétrole et de complexes pétrochimiques l'obligent aujourd'hui à importer la moitié de ses besoins à des prix exorbitants (les fournitures supplémentaires demandées à l'URSS, non incluses dans les plans du COMECON, se paient au prix du marché mondial...).

L'endettement du pays s'est donc sérieusement aggravé au cours de la période 1980-1981. Les dettes totales par rapport à l'Occident dépassent 10 milliards de dollars. Rien qu'en 1981, plus de 2 milliards de dollars devront être remboursés, sans parler des intérêts sur les dettes, de plus en plus énormes. Le déficit de la balance roumaine des paiements dépasse encore 1,2 milliard de dollars en 1981, malgré des restrictions sévères appliquées aux importations, et des revenus du tourisme bien plus importants que ceux de la Pologne par exemple.

Malgré des affirmations solennelles en sens opposé, la Roumanie est bel et bien le deuxième « pays socialiste » d'Europe (2), après la Pologne, à se déclarer en état d'« incapacité temporaire de paiement » (3). Des négociations sont en cours avec le FMI et les banques occidentales pour obtenir une rallonge de crédits. Mais ceux-ci prennent en général la forme

1. *Scinteia*, 25 juin 1981, 20 novembre 1979.

2. Rappelons qu'un troisième Etat ouvrier bureaucratisé, la Corée du Nord, avait cessé ses paiements étrangers il y a quelques années. La situation a été redressée depuis lors.

3. *Financial Times*, 21 septembre 1981. Selon la *Wirtschaftswoche* du 30 octobre 1981, un consortium bancaire aurait refusé momentanément d'accorder un nouveau crédit de 80 millions de dollars à la Roumanie. Selon le *Spiegel* du 16 novembre 1981, la Roumanie aurait reçu 1,2 milliard de crédits du FMI.



Famille paysanne en Roumanie. (DR)

de crédits à court terme, au taux d'intérêt bien plus élevé que les prêts à long terme. D'où une charge supplémentaire pour une économie déjà en grande difficulté.

UNE GESTION DESASTREUSE DANS L'AGRICULTURE

La source première du sous-développement agricole trouve son origine dans l'attribution d'une part disproportionnée des investissements d'Etat au secteur de l'industrie lourde. Mais, dès 1976, Nicolae Ceaucescu proclamait la nécessité d'une « révolution agricole » fondée sur des investissements massifs en machines agricoles, en travaux d'irrigation et en engrais synthétiques. Ces investissements ont effectivement eu lieu. Mais les résultats ont été plus que décevants.

Alors que la Roumanie détient les terres parmi les plus fertiles d'Europe, et qu'elle a maintenant un taux d'irrigation des champs de maïs et de blé supérieur à celui de l'Italie et de la République fédérale d'Allemagne, le rendement en blé par hectare n'y atteint que la moitié des chiffres de ces deux pays. De même, on a aujourd'hui en Roumanie un tracteur par 68 ha de terres arables, chiffre égal à celui du Canada, et un tracteur par 138 haensemencés de céréales contre un tracteur par 167 ha de champs céréaliers en Italie. Malgré cela, l'écart de rendement subsiste.

Les causes en sont bien connues dans une économie socialisée : négligence et laisser-aller du personnel administratif nommé par en haut, absence d'autogestion. De ce fait, le rendement des investissements est très inférieur par rapport à celui des pays capitalistes. Selon un porte-parole officiel, Oprea Parpala (4), il faut, en Roumanie, utiliser 2,3 fois plus d'engrais qu'en Europe occidentale pour accroître la production d'une unité, et ce

malgré le fait que les terres y soient plus fertiles.

Les paysans engagés dans les fermes coopératives travaillent à leur tour avec peu d'entrain. Le résultat, c'est une productivité du travail extrêmement basse. Alors que le rendement par unité de surface n'est que la moitié de celui d'Europe occidentale, les 3,5 millions de personnes travaillant dans l'agriculture représentent cinq fois plus de producteurs par hectare qu'en Europe capitaliste. Cela veut dire — en clair — que la productivité du travail agricole n'atteint que 10 % de celle des pays occidentaux ...

UNE GABEGIE GENERALISEE

Le cas de l'agriculture n'est qu'un aspect particulier des méfaits généraux d'une gestion bureaucratique caractérisée par l'ineptie, la gabegie et la corruption généralisées.

Les exemples de cette gabegie abondent. En 1980, les responsables de la flotte de pêche en haute mer ont présenté une liste de 8 605 pièces indispensables à l'entretien des bateaux. L'industrie roumaine a déclaré qu'elle n'était capable de fournir que 133 pièces, soit à peine 1,5 % de la commande. Les bateaux ont donc dû être réparés dans le port de Las Palmas, aux îles Canaries (Espagne). Mais quelle ne fut la surprise des capitaines d'y découvrir, dans les entrepôts navals, des caisses marquées « Made in Romania » contenant exactement les pièces originellement commandées à l'industrie roumaine.

Résultat : la marine marchande a été obligée de payer et les pièces et la main-d'œuvre en devises occidentales, mais l'industrie mécanique, elle, a « satisfait au plan d'exportations », ce qui a permis aux bureaucrates d'empocher de confortables primes (habituellement, les primes annuelles touchées par les ouvriers ne s'élè-

vent qu'à 200 ou 300 lei — 100 lei — environ 90 FF — ; celles des bureaucrates atteignent facilement 45 000 lei). Mais le bilan, pour l'économie roumaine dans son ensemble, est évidemment négatif : on a finalement dépensé plus de devises étrangères que si on avait réparé les bateaux en Roumanie, tout en s'abstenant d'effectuer ces exportations particulières. C'est bien « l'intéressement matériel » de la bureaucratie, ainsi que l'autonomie financière des entreprises qui sont en cause. Et cela, malgré un système de planification ultra-centralisé, de la plus pure inspiration stalinienne.

La corruption est généralisée. Au début de 1981, la presse roumaine a révélé une série de cas de corruption grave de la part de bureaucrates haut placés (5). Un directeur de mines avait obtenu des centaines de milliers de lei de primes sur la base de faux rapports de production (le salaire mensuel moyen en Roumanie ne s'élève qu'à 2 500 lei). Le chef d'une entreprise de construction d'usines chimiques avait accordé sept primes spéciales à son chauffeur, ainsi que des avantages monétaires divers à son gendre et à son fils adoptif. Un autre bureaucrate s'était approprié illégalement de produits alimentaires pour un montant de plusieurs milliers de lei.

Ce qui a surtout scandalisé les masses populaires, c'est que ces bureaucrates, même lorsqu'ils sont publiquement dénoncés, n'encourent que des sanctions légères. Un des coupables mentionnés n'a même pas été exclu du parti. Aucun n'a été condamné à la prison, alors qu'un simple ouvrier écope de trois années de prison pour quelques menus vols et que Nicolae Ceaucescu menace les paysans de poursuites judiciaires pour sabotage, s'il y a des pertes au cours des récoltes (6).

Il est dès lors significatif qu'un véritable impôt sur les « signes extérieurs de richesse » vienne d'être décidé, taxant les voitures, les villas, les yachts, les chevaux de course. On peut facilement s'imaginer comment les travailleurs et les ménagères ont dû réagir devant cet étalage de luxe cynique et éhonté, alors que les queues s'allongent devant les magasins d'alimentation et que le rationnement s'installe.

LA CRISE DU RAVITAILLEMENT

Comme en Pologne, ce qui a mis le feu aux poudres, en Roumanie, c'est la détérioration progressive du système de ravitaillement de la population en produits de première nécessité. Dès l'hiver 1980-1981, la situation s'était qualitativement dégradée. Le gouvernement multipliait les appels aux paysans pour augmenter la production agricole.

Dès septembre 1981, la presse occidentale signalait que les queues devant les magasins d'alimentation suscitaient un

4. Oprea Parpala, *Era Socialista*, numéro 3, 1981.

5. *Scinteia*, 12 février 1981, 26 février 1981, 5 mars 1981.

6. *Scinteia*, 16 janvier 1981.

mécontentement populaire comme on n'en avait plus connu depuis seize ans en Roumanie (7). La propagande est restée triomphaliste pendant toute une période transitoire, ce qui a irrité et mécontenté encore davantage les travailleurs. Ainsi, la télévision a montré Nicolae Ceaucescu visitant un marché de vivres à Bucarest croulant sous les produits, alors que, le même jour, les habitants de la capitale devaient faire des heures de queue devant les magasins pour pouvoir acheter ne serait-ce que des saucisses et de l'huile.

L'écart entre les mythes entretenus par la bureaucratie et la réalité vécue quotidiennement par les masses devenant trop frappant, le régime de Nicolae Ceaucescu a dû effectuer un tournant brusque à la mi-septembre 1981. Le 19, le ministre de l'Agriculture était remplacé. Le 9 octobre, le Conseil d'Etat publiait un décret contre le stockage de vivres punissant de peines allant jusqu'à 5 ans de prison tous ceux qui détiendraient à leur domicile l'équivalent de plus d'un mois de consommation d'huile, de sucre, de farine, de riz, de café, etc. On reconnaît

maintenant que, malgré les communiqués triomphalistes sur la production agricole, il y a pénurie généralisée, mais c'est les consommateurs qui en sont rendus responsables (8). Ces menaces s'adressent également au personnel du commerce et des coopératives de production ayant vendu des quantités « excessives » de vivres par ménage ...

Le 17 octobre, a paru un autre décret du Conseil d'Etat, introduisant de sévères restrictions sur la vente du pain et de la farine. Les districts ruraux sont proclamés autarciques, c'est-à-dire qu'ils ne reçoivent plus de pain ou de blé en provenance du stock gouvernemental central. Chaque personne n'a le droit d'acheter du pain que dans la commune où elle est inscrite sur un registre dactylographié remis à toutes les boulangeries. Ce système est censé être préférable — du point de vue politique — à un rationnement pur et simple, qui aurait accentué la panique et qui comporterait en outre le risque que la quantité fixée ne puisse pas être livrée (comme c'est le cas actuellement en Pologne).

de travail et d'approvisionnement et l'accélération des cadences. Comme en 1977, les « syndicats » officiels ont été récusés par les travailleurs et des comités de grève ont été élus. L'usine « 23-Août » de Bucarest a été occupée pendant quatre jours par les grévistes. Nicolae Ceaucescu a dû se rendre personnellement à cette usine et donner satisfaction à toutes les revendications ouvrières (11).

La différence entre la situation roumaine et la situation polonaise est la suivante : le régime roumain, le plus stalinien d'Europe orientale, est beaucoup plus répressif que le régime polonais ; il n'y a pas eu de marge d'action pour une opposition semi-légale comme en Pologne entre 1976 et 1980 ; il y a moins de tradition d'organisation ouvrière et moins de cadres ouvriers expérimentés en Roumanie qu'en Pologne ; l'opposition intellectuelle est davantage coupée du mécontentement ouvrier qu'en Pologne.

Néanmoins, il faut signaler qu'un Syndicat libre du peuple travailleur de Roumanie (SLOMR) s'est constitué en février 1979, à partir d'un petit noyau à Bucarest et dans la ville industrielle de Turnu Severin. Cette organisation ne semble pas avoir pu obtenir une adhésion importante de travailleurs, par suite de la répression, sauf dans la région habitée par la minorité hongroise, où 2 500 travailleurs y auraient adhéré. Mais, là aussi, la police a sévi avec sévérité.

Dans les conditions nouvelles créées par la crise économique actuelle et la colère populaire, le régime stalinien rigide de Nicolae Ceaucescu risque de provoquer des explosions violentes, en l'absence de toute médiation permettant de canaliser le mécontentement vers des espérances réformistes. Est-ce à dire qu'une aile « libérale » de la bureaucratie va apparaître pour rendre possible cette solution de rechange par rapport au régime bonapartiste de Nicolae Ceaucescu ? Le rôle de chef incontesté de la bureaucratie qui remplit ce dernier et son prestige comme « dirigeant national », rendent-ils impossible toute solution de rechange pour la bureaucratie ? Il est encore trop tôt pour répondre à ces questions. Mais l'action autonome des travailleurs roumains, et le contexte de la révolution anti-bureaucratique en cours en Pologne confronté en tout cas les bureaucraties roumaine et soviétique à des choix particulièrement douloureux.

Ernest MANDEL
20 novembre 1981.

UNE AFFAIRE DE FAMILLE

Parmi les caractéristiques de la bureaucratie roumaine, le népotisme occupe une place de choix. Voici la liste des fonctions attribuées au clan Ceaucescu :

- Nicolae Ceaucescu : chef du parti et du gouvernement ;
- Sa femme Helena : vice-Premier ministre, membre du Comité exécutif du Comité central du parti ;
- Leur fils Nicu, membre du Comité central du parti, secrétaire du Parlement ;
- Leur fils adoptif Valentin dirige un centre de recherches nucléaires ;
- Le mari en seconde noce de la mère de ce dernier est vice-Premier ministre lui aussi ;
- Le frère de Nicolae, Ilie, est major-général de l'armée et président de la Commission de la Défense nationale du Parlement ;
- Un autre frère, Ion, est vice-ministre de l'Agriculture ;
- Le troisième frère, Florea, dirige l'Ecole centrale du parti ;
- Le quatrième, Marin, est attaché commercial à l'ambassade de Roumanie à Vienne ;
- Le beau-frère d'Helena est vice-président de la Commission de l'Agriculture du Parlement ;
- Gheorghe Petrescu, frère d'Helena, est secrétaire d'Etat au ministère de la Construction mécanique ;
- Cornel Burtica, neveu de Nicolae, est vice-Premier ministre.

Il n'y a que trois vice-Premier ministres en Roumanie, tous les trois se trouvent sur cette liste ...

UNE TRADITION DE REACTIONS OUVRIERES

A une échelle plus modeste qu'en Pologne, les travailleurs roumains ont acquis une tradition d'action directe pour manifester leur mécontentement devant des mesures économiques qui vont à l'encontre de leurs intérêts économiques. La vague de grèves d'octobre-novembre 1981 a été précédée de trois vagues analogues : celle de 1972, celle de 1977 et celle de 1980.

En 1977, les mineurs de la vallée de Jiu, non loin de la frontière Yougoslave, ont arrêté le travail à partir du 1er août. Leur grève visait avant tout une nouvelle loi sur les pensions qui leur était défavorable. Mais leurs revendications incluaient également la journée des six heures pour les mineurs de fond, des vêtements de travail gratuits, le remplacement des directeurs en place, l'abolition du travail forcé et le retour à la législation progressiste obtenue dans les années 1955, 1956 et 1957 par les mineurs (9). Après trois jours de troubles, Nicolae Ceaucescu se rendit sur place et engagea un dialogue avec les grévistes qui rappela celui de Edward Gierak avec les ouvriers des chantiers navals de Szczecin en 1971. Mais, après ce dialogue et la promesse de réformes, une répression sévère s'abattit sur les mineurs (10).

Ceux-ci n'en étaient d'ailleurs pas à leur première action anti-bureaucratique. En septembre 1972, il y avait eu des troubles sérieux dans la même région de Jiu, causés par le rationnement, la crise du logement et l'accroissement unilatéral des normes de production.

Durant les mois de juin, juillet et début août 1980, des grèves ont éclaté dans diverses parties du pays (bassins miniers de Jiu et de Rovinari, usines sidérurgiques de Galati et Tingoviste, usines de construction mécanique de Bucarest) pour protester contre les mauvaises conditions

7. *Financial Times*, 29 septembre 1981.

8. Nicolae Ceaucescu n'a pas hésité à affirmer que la crise du ravitaillement avait pour cause le fait que les Roumains « mangent trop et mal ». On croit plus généralement en Roumanie que la pénurie est causée par des exportations massives.

9. *Labour Focus on Eastern Europe*, vol. 1, numéro 5, novembre-décembre 1977.

10. Sur l'ampleur et la ténacité de la répression, voir *Rapport sur la Roumanie* publié par Amnesty International, 30 juin 1980. En particulier, plusieurs milliers de mineurs ont été déportés.

11. *L'Alternative*, numéro 8, janvier-février 1981.

Solidarité recherche une orientation

Face aux problèmes de ravitaillement

Jacqueline ALLIO

« Aujourd'hui, nous avons reçu beaucoup de lait caillé : 60 % de la commande. A 10 h 30 du matin, c'était la seule marchandise disponible dans le magasin. » Ces propos, tenus par un gérant de magasin de Varsovie et rapportés dans une enquête menée par les journalistes d'un grand quotidien de la capitale (1), illustrent parfaitement ce qu'est l'approvisionnement dans l'une des villes les mieux approvisionnées de Pologne. « Nous recevons presque toutes les denrées avant midi. Il est impossible de commander quoi que ce soit pour plus tard, en dehors du pain. Alors, il ne reste pas grand chose pour ceux qui sortent du travail. Nous n'avons pas le droit de mettre les marchandises de côté et, d'ailleurs, comment diviser d'aussi petites quantités ? »

Dans un autre quartier de Varsovie, à Mokotow, certains magasins d'alimentation sont tout simplement dans l'incapacité de proposer le moindre produit à leurs clients. A Zoliborz, un magasin vide. Vide ? Non, puisque plusieurs dizaines de femmes âgées occupent l'entrée du magasin depuis 6 heures du matin. Qu'attendent-elles ? On ne sait pas exactement : ce qu'il y aura à acheter... Et y aura-t-il quelque chose ? Peut-être. Pour l'instant, il n'y a ni lait ni crème ni beurre... Et on ne pose même pas la question pour la viande ou la charcuterie.

La Pologne est-elle menacée par la famine ? Certes pas, et ce serait faire injure aux populations du Sahel ou d'autres régions sous-développées que d'employer un tel terme pour rendre compte des difficultés économiques sans précédent que traverse le pays. Pourtant, la faim et la sous-alimentation chronique ont, elles, fait leur apparition. Elles touchent certaines régions périphériques, et presque partout certaines couches ouvrières et aussi les paysans pauvres qui n'ont pu faire des stocks en vue de les écouler sur le marché noir. La plupart des grèves qui ont éclaté ces dernières semaines avaient trait à cette question de l'approvisionnement. Celle des travailleurs du textile de Zyrardow, celles de la région de Sandomierz dans le sud-est du pays, les multiples explosions spontanées enfin, qui ont embrasé tour à tour diverses mines de Silésie. Des grèves parce que les gens ne supportent plus la tension que représentent les heures de queue à la sortie du travail, des queues qui se font le plus souvent de-

vant des étalages vides, dans l'attente et l'espoir d'une livraison qui n'aura peut-être pas lieu.

UNE PENURIE ORGANISEE ?

« Chez nous, les magasins sont vides, tout simplement », me dit avec amertume le président de Solidarité de la mine « Manifest Lipcowy » de Jastrzebie, une des plus importantes de la région. « Il faut faire 24 heures de queue pour obtenir de la viande, quand on en obtient... » Et la pénurie ne concerne pas seulement la nourriture : tous les produits de première nécessité sont touchés — le savon, les shampoings, la lessive, le dentifrice... Autant de produits qu'on ne trouve plus que dans les *Pewex*, ces magasins officiels où l'on paie en dollars. Un dollar et demi pour un tube de dentifrice. Le coût d'un dollar « au noir » : 500 zlotys (le taux officiel est de 35 pour les étrangers et de 67 pour les Polonais, à la vente...). Et 500 zlotys c'est le dixième du salaire moyen mensuel.

La pénurie touche également de plein fouet les hôpitaux, comme l'indique une autre enquête, publiée dans un hebdomadaire de Varsovie (2). Non seulement les médicaments très spécialisés manquent, mais il n'y a même plus d'aspirine, de vitamine C, de sirops antitussifs (on ne peut plus se les procurer sans ordonnance dans les pharmacies). On manque de gaze, d'ouate, de plâtre, de seringues. Ces dernières, stérilisées, sont utilisées plusieurs fois, tout comme les gants de chirurgie dont les réserves sont épuisées.

Les conditions d'hébergement dans les hôpitaux empirent de jour en jour. Traditionnellement surchargés, les établissements hospitaliers doivent faire face au flux sans cesse croissant des victimes de la sous-alimentation qui viennent grossir les effectifs. Et la pénurie alimentaire n'épargne pas les hôpitaux. A l'hôpital « Wolski » de Varsovie, la ration quotidienne de beurre a été réduite de 40 à 20 grammes. Il n'y a plus de confiture et, s'il reste du sucre, c'est parce qu'on a entamé les réserves.

Les hôpitaux pour enfants ne font pas exception : certains jours, ils ne reçoivent ni lait ni crème. Et, selon J. Wojcik, responsable de Solidarité de Varsovie pour la distribution de l'aide étrangère, les besoins en « Humana O » — un aliment nécessaire aux nouveaux-nés prématurés, ou qui souffrent d'un poids in-

suffisant — ne sont couverts qu'à 30 % selon les chiffres officiels (3).

Les livraisons de viande sont rares. Et les détergents, le savon, etc., manquent. Les draps et les vêtements de malades sont de plus en plus gris, et les chambrées de plus en plus sales. La plupart des responsables d'hôpitaux touchés par l'enquête de la revue *Kulisy* affirment que leurs besoins ne sont couverts qu'à 50 %.

Sentiment de paralysie générale : la machine est grippée. Quand on se déplace en train d'une ville à l'autre — le plus souvent debout, car un tiers au moins des trains ont été supprimés pour « économie d'énergie » —, on cherche en vain les tracteurs dans les champs, qu'on voyait encore couramment il y a quelques mois. Des paysans marchant derrière une charrue tirée par des chevaux, il y en a. Mais les tracteurs sont à l'arrêt, faute de pièces de rechange pour les réparer ou de carburant (dont le prix a doublé récemment).

Paralysie réelle ou paralysie organisée ? Les deux à la fois sans doute. La production est, il est vrai, en baisse dans la plupart des entreprises, faute d'approvisionnement en électricité. Mais à ce point là ? Les travailleurs refusent de croire... « Regardez les statistiques, affirme ce même dirigeant de Solidarité de la mine « Manifest Lipcowy », elles mentent, c'est vrai, mais elles affirment que la production a baissé de 10 à 15 % (4). La circulation des marchandises ayant baissé de 70 %, comment ne pas penser que cet état de choses est provoqué à dessein par les autorités ? »

« Il faudrait surveiller chaque camion, chaque wagon transportant les marchandises pour être sûr qu'elles arrivent à destination », renchérit pour sa part un responsable de Solidarité de Slupsk. Le marché noir, le développement de la combine, les stocks réalisés par les particuliers, tout cela n'est certainement pas sans influence sur la désorganisation générale

1. *Zycie Warszawy*, 17 novembre 1981.

2. *Kulisy*, 22 novembre 1981.

3. *Niezaleznosc* (bulletin quotidien de Solidarité de Varsovie), numéro 167, 6 novembre 1981.

4. Les chiffres communiqués par le GUS (Office central des statistiques) indiquent une baisse de la production de 9,4 % par rapport à 1979, et une baisse de la production d'énergie électrique de 8,1 %. En revanche, en ce qui concerne la production alimentaire, la baisse est de 36,1 % pour la viande (en 1979 déjà, il y avait eu une très importante pénurie de viande...), de 40,5 % pour le poisson, de 14,2 % pour les œufs. Quant aux réserves des biens de consommation, elles ont baissé de 32,9 % en valeur.

du marché. Mais le sentiment général n'en reste pas moins que le pouvoir fait des réserves pour les lancer sur le marché au moment où cela pourra servir sa politique.

LE FRONT D'UNITÉ NATIONALE DIVISE LA BUREAUCRATIE

Les luttes de fraction font rage au sein de la bureaucratie, comme en témoignent les interprétations les plus diverses qui sont données de la « perspective stratégique » du Front d'unité nationale.

L'extraordinaire diversité des discours prononcés par les membres du Bureau politique du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) devant les plénums régionaux du parti en novembre, dévoile l'étendue des divergences. Alors que le Premier ministre, le général Jaruzelski, semblait effectivement désireux d'institutionnaliser des relations tripartites avec l'Eglise et Solidarité — les deux seules institutions crédibles aux yeux de la masse des Polonais —, ses collègues ne l'entendaient pas de la même oreille. Rakowski insistait pour sa part sur la nécessité de créer un front associant aussi les organisations de la jeunesse, de femmes, etc. Et Stefan Olszowski définissait le front comme une coopération entre le POUP, le Parti démocrate (SD) et le Parti paysan (ZSL) « à laquelle sont conviées toutes les forces sociales qui reconnaissent le régime socialiste et la Constitution polonaise (5) ». Et il ajoutait qu'une telle conception « n'a rien de commun avec celle d'un gouvernement de coalition lancée par les éléments extrémistes de Solidarité et qui ne pourra jamais avoir l'assentiment du parti ».

Les divergences apparaissent encore plus clairement dans la presse du parti : attaques de *Rzeczywistość* (organe des ultras) contre toute idée de « grande coalition » dont l'objet serait d'« anéantir le rôle dirigeant du parti (6) » ; ouvertures de *Trybuna Ludu* (organe central) louant l'Eglise, « adepte enthousiaste et consé- quente de l'idée de l'entente (7) ».

Un parti divisé, donc, un parti dont « la direction s'est montrée bien peu efficace depuis le IXe Congrès et dont les membres font preuve de découragement et de passivité », selon les affirmations d'un militant, ouvrier dans une entreprise de Varsovie, dans une lettre publiée par *Trybuna Ludu* (8). Un parti de plus en plus marqué par ses divisions internes et par son incapacité à reprendre en main la situation. Un exemple, cité en première page de tous les journaux pendant une semaine : l'activité des « groupes opérationnels de soldats » a été interrompue. Les conflits qui en résultaient avec les bureaucraties locaux, dont l'incapacité et les prérogatives étaient mises en cause, de même que la défiance des paysans face aux méthodes musclées utilisées par les soldats dans leur zèle à découvrir les fraudeurs, ont mis fin prématurément à la « solution miracle » tant vantée. La hiérarchie militaire a été contrainte à la défensive bien plus rapidement que ses premières initiatives ne le laissaient supposer.



Délégation de Solidarité de la région de Poznań. (DR)

Face à cela, on ne saurait dire que la direction de Solidarité a su exploiter la situation des dernières semaines pour indiquer clairement aux travailleurs la voie à suivre. Après la résolution très radicale de la Commission nationale (KK) du 4 novembre sur le contrôle social et le développement de l'autogestion, le communiqué publié deux jours plus tard par Lech Walesa et les explications de l'attaché de presse du syndicat, qui mettaient l'accent sur la nécessité de négocier et d'arriver à un accord à tout prix avec les autorités, ne pouvaient qu'apparaître comme des hésitations sur la conduite à tenir, voire comme des reculs par rapport aux résolutions du Ier Congrès national de Solidarité portant sur les mêmes thèmes. La presse officielle s'en est d'ailleurs saisie pour dissenter une fois de plus sur les divisions dans le syndicat, entre les « bons éléments » et les « irresponsables ».

L'ATTITUDE DES TRAVAILLEURS POLONAIS

Mais l'incapacité de la bureaucratie à concéder quoi que ce soit de concret dans les négociations qui se poursuivent depuis quinze jours en commissions de travail avec les représentants de Solidarité, en particulier en ce qui concerne la question des élections locales et nationales (les élections locales et régionales, qui doivent avoir lieu en février prochain, pourraient en particulier être reportées, selon des rumeurs de plus en plus persistantes — on voit bien là toute la difficulté du problème...), et la détermination des travailleurs qui refusent de désarmer, ont conduit une fois de plus Lech Walesa à utiliser un langage plus dur.

Lors du Congrès régional de Solidarité de Gdansk, tenu les 20, 21 et 22 novembre derniers, il a ainsi déclaré que les autorités voulaient enfermer le syndicat dans un front, où celui-ci serait en mino-

rité. Il a insisté sur le fait que, pour Solidarité, l'entente ne pouvait aboutir qu'à la condition que les problèmes essentiels soient résolus *préalablement*. Et en premier lieu, après que Solidarité ait obtenu l'accès aux *mass media* et après la mise en place d'un Conseil de l'économie nationale, réclamé depuis le Ier Congrès national par Solidarité.

Les travailleurs sont de plus en plus nombreux à douter de l'efficacité de telles négociations avec la bureaucratie. « Ils parlent de "réforme", de "renouveau", mais ce qu'ils veulent, c'est une "réforme" sans aucun changement », expliquait le dirigeant de Solidarité de la mine « Manifest Lipcowy ». Et comme nombre de ses camarades, il s'interrogeait : « Est-ce que les négociations avec le gouvernement ont donné un résultat jusqu'ici ? Non... Tout ça, c'est du bla-bla-bla. »

Seule la pression insistante de la hiérarchie catholique en faveur d'un accord au sommet, et la difficulté d'élaboration d'un programme d'action alternatif aux négociations avec la bureaucratie, qui pourrait stopper la dégradation de la situation des masses, font que le syndicat piétine. Mais, malgré l'influence et le respect dont jouit l'Eglise auprès de la grande majorité des travailleurs, son rôle dans les négociations actuelles est de plus en plus fréquemment contesté. « Si cela continue, il y aura bientôt une fraction anticléricale dans Solidarité », expliquait récemment un des dirigeants de Solidarité, pourtant catholique convaincu, tout en ajoutant qu'il s'agissait-là d'une boutade, « évidemment »...

Les travailleurs se montrent de plus en plus convaincus que l'arme de la grève ne suffit plus pour obtenir des résultats. Ils en usent, parce que c'est la seule arme

5. *Express Wieczorny*, 13 novembre 1981.

6. *Rzeczywistość*, 22 novembre 1981.

7. Cf. article de Z. Siedlecki, *Trybuna Ludu*, 17 novembre 1981.

8. *Trybuna Ludu*, 20 novembre 1981.

dont ils disposent pour l'instant. Mais ils sont conscients qu'au-delà des victoires psychologiques remportées dans la quasi-totalité des conflits ces derniers mois, ils n'ont pu améliorer leur situation. « Les autorités n'ont pas peur des grèves, au contraire, elles auraient même plutôt tendance à les provoquer dans notre ré-

gion », affirme H. Neuman, du présidium de Solidarité de la mine « Jastrzebie ». « Chez nous, le parti va même jusqu'à soutenir les grèves (en paroles) pour essayer de regagner la confiance des ouvriers ... et pour mieux leur taper sur la gueule ensuite. Ils cherchent à organiser des provocations, pour susciter des grèves

et tenter de diviser ainsi le syndicat. Nous n'avons rien à gagner avec les grèves. Il faut que nous prenions nous-mêmes la production et la distribution en mains, cela serait autrement plus efficace. Vous savez qu'il existe un projet pour réorganiser la production dans les mines en vue d'éliminer la gabegie et d'augmenter la production (9). Nous sommes prêts mais, pour que cela puisse se faire, il faut que nous discussions avec ceux du PKS (les bus) pour que le transport des ouvriers soit réorganisé en fonction de l'existence de quatre équipes, et non de trois, comme c'est le cas actuellement. »

Ces propos reflètent bien l'état d'esprit rencontré dans d'autres mines de la région. Dès lors, le seul courant qui apparaîtrait comme capable de fournir une perspective aux travailleurs, c'est celui de militants de Solidarité qui travaillent au développement des conseils ouvriers dans les entreprises et d'organes de contrôle social à tous les niveaux de la vie socio-économique. C'est celui qui se prononce pour la grève active (10), c'est-à-dire en faveur d'« une forme d'action qui nous permette d'exercer un contrôle total depuis le début de la production dans l'entreprise jusqu'à l'arrivée du produit chez son destinataire », selon les termes employés par un mineur.

LE DEVELOPPEMENT DES CONSEILS OUVRIERS

Bien qu'avec certaines lenteurs dues aux réticences d'une partie de la direction nationale de Solidarité d'appuyer la création et le développement de la Fédération nationale de l'autogestion (11), cette dernière a connu un développement important depuis sa création, le 17 octobre. 26 régions en font aujourd'hui partie, contre 17 au départ. Des réunions communes avec les responsables de Solidarité chargés de la question de l'autogestion ont lieu régulièrement, l'agence de presse de Solidarité, AS, rend compte de la progression de ses travaux et elle possède maintenant son propre organe de propagande au niveau national, *Samorząd* (Autogestion), dont le numéro 3 est sur le point de paraître. Mais, comme le disait A. Koclega, un des responsables du présidium de la Fédération, lors d'une réunion de quelque 1 000 délégués des conseils ouvriers organisée par la coordination régionale de Silésie des conseils, le 19 novembre à Katowice : « Il reste encore un énorme travail d'information et de propagande à faire pour que notre mouvement s'étende à toute la classe ouvrière et qu'un véritable système d'autogestion puisse s'instaurer. »

9. Cf. le reportage de J. Allio, « Face à la paralysie du pouvoir et devant la combativité ouvrière, quelles perspectives pour Solidarité ? », *Inprekor* numéro 112, du 9 novembre 1981.

10. Cf. « De la tactique de la grève active », position du Comité régional de Lodz, *Inprekor* numéro 110, du 12 octobre 1981.

11. Cf. « Déclaration de constitution de la Fédération nationale de l'autogestion », *Inprekor* numéro 112, du 9 novembre 1981.

Une proposition pour un plan d'urgence

DANS son numéro 2 de novembre 1981, *Inprekor* (édition polonaise), soulignait la nécessité pour le mouvement des conseils d'élaborer un Plan d'urgence, en vue de mettre un terme à la détérioration de la situation économique. D'autres ont également avancé cette perspective ; nous publions ci-dessous un extrait de l'article de Jozef Kusmieriek, journaliste économique et militant socialiste de longue date, animateur de l'Agence nationale des actualités ouvrières (KARA), publié dans *Niezalezność* (Indépendance), le bulletin quotidien de Solidarité de la région de Varsovie, numéro 167 du 6 novembre 1981. L'auteur y présente l'esquisse de ce que pourrait être un tel Plan.

Jozef KUSMIERIEK

La croyance — incompréhensible pour moi et suicidaire pour l'autogestion et donc également pour les travailleurs et plus généralement pour les citoyens — selon laquelle les autorités seraient au service de la population, la confiance en leur bonne volonté et leur capacité d'agir, ont conduit à ce que les organes d'autogestion se retrouvent sans défense devant l'effondrement du système de rationnement.

Dans cette situation, la première et la seule tâche décisive des organes d'autogestion est d'assurer la survie des travailleurs, c'est-à-dire de garantir la production indispensable à l'approvisionnement alimentaire. Pour cela, il faut :

1.— Créer un comité d'approvisionnement inter-entreprises à l'échelle de la ville ;

2.— Présenter à ce comité les propositions de productions qui peuvent être livrées jusqu'à la fin de l'année économique en cours, c'est-à-dire jusqu'à la fin juin 1982 ;

3.— Mobiliser les entreprises pour qu'elles soient capables d'offrir des services de plomberie, d'électrotechnique, d'installations sanitaires et des appareils automatiques simples pouvant servir à préparer les fourrages et à alimenter les animaux, ainsi qu'à la construction des sécheries ;

4.— Destiner tous les tracteurs, utilisés jusqu'à présent dans les entreprises et dans les services de voirie, ainsi que le maximum de camionnettes de type *Zuk* et *Nysa*, à la vente ou à la location aux agriculteurs ;

5.— Recenser les capacités de réparation et d'entretien des machines agricoles au sein des entreprises ;

6.— Développer la coopération avec l'appareil de la coopérative *Spółdzielnia* en vue d'utiliser ses capacités de

distribution de marchandises ; en cas de refus, d'inertie ou de tentatives de sabotage de la part de la centrale, mettre la coopérative sous tutelle ;

7.— Après avoir recensé les offres de production et de services, nouer des contacts avec l'appareil des coopératives de villages, qui pourrait organiser l'achat des denrées alimentaires aux paysans en contrepartie des marchandises offertes. Obliger l'appareil de ces coopératives et d'autres institutions à créer localement des centres de conditionnement de viande ;

8.— Nouer des contacts avec des comités similaires, en particulier ceux de Katowice et de Lodz, en vue de la prise en charge de la distribution de leurs produits, c'est-à-dire du charbon et des textiles ;

9.— Nouer des contacts avec les comités régionaux qui disposent dans leur région d'entreprises de menuiserie de construction. Dans les usines, développer la production d'éléments de toiture et de préfabriqués légers, utilisables dans la construction rurale. Mettre une partie des moyens de transport à la disposition de l'acheminement des marchandises dans les relations ville-campagne et campagne-ville ;

10.— Dans les grandes agglomérations, il ne sera peut-être pas possible d'assurer la distribution de la nourriture. En conséquence, il faudra transformer tous les restaurants actuellement fermés et toutes les cantines d'entreprises en cantines populaires ; les conseils prendraient alors en charge la distribution des tickets d'alimentation.

11.— Préparer un plan d'évacuation des immeubles et quartiers qui ne pourraient pas être chauffés en cas d'hiver particulièrement rigoureux.

Jozef KUSMIERIEK
« *Niezalezność* », numéro 167,
6 novembre 1981.

Dans ce sens, l'organisation du référendum sur l'autogestion — dont la perspective avait déjà été débattue au moment du Ier Congrès national de Solidarité — apparaît comme un élément essentiel pour élargir le mouvement. Le projet soumis par le « Groupe de travail pour l'initiative de coopération inter-régionale des conseils ouvriers » (appelé aussi « Groupe de Lublin ») sur le contenu que devrait avoir ce référendum doit être discuté lors de la prochaine réunion de la Commission nationale (KK), le 1er décembre. C'est à ce moment-là que la date du référendum sera fixée.

Parallèlement, le mouvement d'auto-organisation pour contrôler la distribution de l'alimentation, des biens de consommation et les divers aspects de la vie sociale en général, fait lui aussi des progrès rapides. A Varsovie, cela passe par la mise en place des « commandements d'hiver (12) », chargés, au niveau de la région, de la ville, du quartier, de l'immeuble, d'empêcher la dégradation de la situation, de garantir l'approvisionnement en vivres, en électricité et le chauffage.

A Lodz, des travailleurs ont saisi leur direction régionale du problème de la distribution du carburant, dénonçant l'utilisation de l'essence destinée aux entreprises par des particuliers — occupant des postes de direction — et exigeant que soit mis fin à ces privilèges afin de respecter les besoins et les priorités concernant toute la société.

A Cracovie, la direction de Solidarité s'est opposée avec détermination — comme récemment à Lodz (13) — à tout système de troc entre une entreprise déterminée et tel ou tel secteur de la production agricole. Elle propose au contraire d'instaurer un système de contrôle s'appuyant sur des comités chargés d'informer la population de l'état réel des stocks, de contrôler la distribution et d'assurer une véritable égalité de tous face à la pénurie.

Pour l'instant, ces initiatives restent dispersées. Mais la réunion nationale sur l'autogestion territoriale, qui s'est tenue à Cracovie les 21 et 22 novembre, est un signe du début d'une prise de conscience de l'importance du développement d'un mouvement d'autogestion et d'auto-organisation qui devrait permettre à la population de prendre ses affaires en main à tous les niveaux de la vie sociale.

LA NECESSITE D'UN PLAN D'URGENCE

Dans la situation de crise profonde décrite précédemment, il est évident que des choix s'imposent et que la mise sur pieds d'un Plan d'urgence — prenant en compte les besoins sociaux essentiels et les ressources réelles existant dans le pays — est la seule solution à même d'apporter une réponse à la question angoissante que posent les travailleurs : « *Comment passera-t-on l'hiver ?* ».

Un tel Plan implique que des priorités soient établies dans tous les domaines



Grève à l'usine de tracteurs d'Ursus en mars-avril 1981. (DR)

de la vie socio-économique, depuis l'affectation de l'énergie jusqu'à l'organisation des transports et de la distribution des biens. Dans ce sens, la mise en commun de tous les efforts, la coordination de toutes les activités et de toutes les initiatives des travailleurs est vitale. D'où le rôle décisif de la Fédération de l'autogestion, en tant qu'organe de coordination des conseils ouvriers et des organes d'autogestion territoriale qui commencent à se mettre en place. Ce n'est qu'en recensant tous les besoins, en créant une banque d'informations permettant de connaître l'état réel de l'économie, qu'il sera possible de tracer les perspectives d'action permettant de sortir de la crise et confirmant ce que la plupart des ouvriers continuent de penser : « *Ça doit être possible, il faut que nous trouvions une issue.* »

Le prolétariat polonais est loin d'avoir baissé les bras malgré les difficultés incroyables qu'il rencontre dans la vie quotidienne. La meilleure preuve de sa combativité, c'est l'impact immense de l'idée de la grève active comme premier pas sur la voie du contrôle, qui permettra à la classe ouvrière de décider elle-même des choix les plus immédiats. Les enquêtes menées dans les entreprises de Lodz — la première région où cette idée a été discutée — montrent que la très large majorité des travailleurs (64 % de la population dans son ensemble) est prête à s'engager dans cette voie. Les réactions sont identiques dans nombre de régions.

« *La grève active, c'est la seule manière de commencer à imposer un contrôle social sur la production* », m'ont affirmé de nombreux mineurs et sidérurgistes de la région de Katowice. D'ailleurs, en septembre, lorsque les mineurs avaient accepté de travailler pendant deux samedis libres à condition d'avoir le droit de contrôler l'affectation du fruit de leur travail, ils ont fait la preuve que c'était possible, même si l'expérience s'est effectuée sur une échelle réduite. Ainsi, les travailleurs de la mine « Manifest Lipcowy » ont non seulement livré le charbon à des cokeries dont ils savaient qu'elles peuvent le transformer, mais, en commun avec les ouvriers des cokeries, se sont assurés que

le coke produit était bien arrivé aux hôpitaux et écoles auxquels ils le destinaient.

Les bureaucrates ne se trompent pas lorsqu'ils dénoncent la grève active. Car un tel mouvement, s'il prenait de l'ampleur, ne tarderait pas à mettre à nu toute l'incapacité de la couche dirigeante en montrant très concrètement ce que chacun suppose à l'heure qu'il est : il est possible de modifier radicalement la situation à condition de le vouloir. Dans une allocution prononcée devant le plénum régional du POUP à Wloclawek, S. Olszowski s'en est pris très violemment à « *certaines dirigeants et conseillers de Solidarité qui ont tenté et qui continuent à s'efforcer de mener l'Etat socialiste à sa perte. Une conception particulièrement dangereuse est celle de la prétendue "grève active".* »

(...) *Accepter une telle perspective reviendrait à briser totalement et à tous les niveaux la chaîne de la production, de la coopération, détruisant ainsi le système de communications, de l'énergie et donc toute la vie intérieure du pays* (14) ».

Les ouvriers favorables à la grève active, et notamment ceux des mines de la région de Katowice, sont conscients de la dynamique d'affrontement avec la bureaucratie dont est porteur un tel processus : « *Il est évident que les autorités, qui n'ont jamais subi aucun contrôle, n'acceptent pas cette idée. La grève active peut fort bien nous amener à une confrontation directe avec le gouvernement. Mais, quelles que soient les difficultés qui nous attendent, nous n'avons pas le choix. C'est la seule voie qui s'ouvre à nous.* » ■

Jacqueline ALLIO
Varsovie, 22 novembre 1981.

12. Cf. entretien avec Zbigniew Bujak, président de Solidarité de la région de Varsovie, « Sur la voie du contrôle des travailleurs », *Inprecor* numéro 113, du 23 novembre 1981.

13. Cf. résolution de la direction régionale de Solidarité de Lodz, « Sur le contrôle du ravitaillement », *Inprecor* numéro 113, du 23 novembre 1981.

14. *Trybuna Ludu*, 12 novembre 1981.

L'échec de l'eurocommunisme espagnol

EN janvier 1981, le Ve Congrès du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) a révélé la plus grave crise politique qu'ait connue le Parti communiste espagnol (PCE) depuis cinquante ans, depuis que s'est constitué en 1933-1936 l'appareil de direction dont est directement issu celui qui est en place actuellement. Ce Congrès a été marqué par le rejet — par la majorité des délégués — de l'expression « eurocommunisme » ; cela s'explique fondamentalement par la rébellion d'une grande partie de la base ouvrière du PSUC contre la politique désastreuse de la direction, depuis la signature du Pacte de la Moncloa en 1977.

On pouvait penser que le choc provoqué par le coup d'Etat manqué du 23 février 1981 allait provoquer un regroupement des forces et précipiter la solution de la crise. Carrillo a pris l'offensive en passant un accord avec la nouvelle direction du PSUC et en obtenant que soit convoquée une Conférence extraordinaire qui reprenne dès juillet l'expression maudite d'« eurocommunisme ». Cela a pu apparaître comme une victoire, mais cela a été une victoire à la Pyrrhus. La façon éhontée dont ont été bafoués les résolutions du Ve Congrès a alimenté l'offensive de l'aile gauche du parti et dissipé la confiance de nombreux militants pouvaient avoir dans l'équipe dirigeante qui s'était intitulée « léniniste », insultant ainsi Lénine.

Pendant ce temps, d'autres révoltes, bien que de moindre importance que celle de Catalogne, se sont étendues : en particulier dans les deux autres grands bastions ouvriers du PCE, en Andalousie et à Madrid. Il ne pouvait en être autrement : cette révolte est nourrie par l'expérience et le bilan qu'en tirent des secteurs entiers de la base ouvrière du parti. Elle s'est amplifiée alors que la politique du PCE depuis le 23 février 1981 n'est plus que l'ombre de celle du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), laquelle se caractérise par un appui sans fard à la « contre-réforme » du président du conseil de gouvernement Calvo Sotelo.

La signature du pacte social le plus dur de l'après-franquisme, l'ANE (Accord national pour l'emploi), a renforcé encore davantage la détermination de ces secteurs de gauche. En témoignent la victoire de listes oppositionnelles dans les congrès provinciaux des Commissions ouvrières (CCOO) comme à Madrid, ainsi que les 25 % des voix recueillies par la liste d'opposition au Congrès confédéral.

C'est dans ces conditions que s'est réuni à Madrid, à la fin du mois de juillet, le Xe Congrès du PCE (1). Au cours de ce Congrès s'est manifesté un phénomène important pour le développement ultérieur de la crise : la bataille contre la direction a été menée par le courant dénommé « rénovateur » et par des secteurs des organisations du PCE dans les nationalités, au nom de la démocratie interne et du renouvellement de l'équipe dirigeante. Les secteurs de gauche, sous-représentés par rapport à leur influence réelle, ont renoncé pratiquement à mener tout combat à cette occasion. La conséquence en a été qu'il y a eu peu de débat sur la ligne politique et que la gauche a perdu une grande occasion de prendre la tête de la défense de la démocratie dans le parti.

Quasi simultanément au Xe Congrès du PCE, s'est déroulé en Euskadi celui de l'organisation nationaliste-révolutionnaire EIA (Parti de la révolution basque). La majorité de ce Congrès (60 % des voix) a adopté une ligne qui combine le nationalisme avec un « eurocommunisme » qui ne veut pas dire son nom ; la minorité (40 %) a exprimé une certaine opposi-

tion de gauche, d'un point de vue nationaliste radical. Le Congrès a décidé de constituer en parti ce qui n'était jusqu'alors que le « front de masse » de l'organisation, à savoir *Euskadiko Ezkerra*, et de dissoudre l'EIA en son sein.

Dans les premiers jours de septembre, l'organisation du PCE en Euskadi s'est adressée à l'EIA, pour solliciter sa participation au processus de constitution de *Euskadiko Ezkerra* en parti. Ainsi a commencé la deuxième phase de la crise du PCE, dans laquelle nous nous trouvons à l'heure actuelle, marquée fondamentalement par le combat de Santiago Carrillo et de sa fraction dans l'appareil contre l'opposition la plus significative du Xe Congrès, c'est-à-dire les « rénovateurs » et les « nationalistes ».

La scission en Euskadi a déjà eu lieu. Un membre du Comité exécutif du PCE (Manuel Azcarate) et 5 membres du Comité central (P. Brabo, C. Alonso, N. Sartorius, J. Segura et P. Arroyo) ont été exclus de la direction ; 5 conseillers municipaux de Madrid sont menacés d'exclusion du parti s'ils ne se démettent pas de leurs charges ; les comités de direction de Valladolid, Salamanque et d'autres quartiers de la ceinture industrielle de Madrid ont été dissous.

Le vote du Comité central sur les exclusions a été de 67 pour, 24 contre et 8 abstentions. Une voix de plus, une victoire à la Pyrrhus, parce que, pour ne prendre que quelques exemples, la majorité du Comité de l'Andalousie, l'organisation la plus forte qui reste au PCE, a adopté une motion s'opposant aux sanctions contre l'avis de son propre secrétaire général F. Alcaraz. Parmi les cadres du PCE de Madrid, des signatures ont été collectées pour réclamer la convocation d'un Congrès extraordinaire du PCE. Après la réunion du Comité central, les prises de position favorables à la levée des sanctions ont continué. Enfin, une brèche s'est ouverte au cœur même de l'appareil, quand Marcelino Camacho, secrétaire général des Commissions ouvrières et Nicolas Sartorius, vice-secrétaire du PCE et principal aspirant à la succession de Santiago Carrillo, ont voté contre les expulsions. Et Marcelino Camacho a annoncé sa démission du Comité exécutif, d'après ce qu'il dit « non pour des raisons politiques, évidemment ». Evidemment...

La crise continue donc. La fraction de Santiago Carrillo est à l'agonie et l'appareil du parti pousse à l'émergence d'une équipe de rechange, dans laquelle Nicolas Sartorius et Marcelino Camacho aspirent déjà ouvertement à des postes de direction. Avant de disparaître de la scène politique, Santiago Carrillo a un dernier travail à accomplir dans l'intérêt de l'appareil : liquider l'ennemi principal, c'est-à-dire le secteur de gauche, tout en évitant que cela ne provoque un renforcement de la gauche révolutionnaire.

Cela sera la troisième phase de la crise et son étape décisive. Son expression la plus importante se situe pour le moment en Catalogne. Un des principaux dirigeants de cette gauche, membre du Comité central du PSUC, Leopoldo Espuny, a donné une interview à *Inprecor*, que nous publions ci-après, à la suite d'un article de notre camarade Joan Font.

Angel MUNOZ

1. Cf. Jaime Pastor, « Le Xe Congrès du Parti communiste espagnol, une victoire à la Pyrrhus pour Santiago Carrillo », *Inprecor* numéro 108, du 14 septembre 1981 ; et « Où va le Parti communiste espagnol ? », *Inprecor* numéro 109, du 28 septembre 1981.

Le PSUC au bord de l'éclatement

La rupture attendra-t-elle le Congrès de février 1982 ?

Joan FONT

Par son origine et son histoire, le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) constitue un cas particulier au sein de la grande famille des partis communistes d'Europe occidentale. Soumis à un processus de « bolchevisation » tardif — la décennie des années 1940 était déjà bien entamée —, son développement tout au long de la période du franquisme a fait du PSUC une espèce de microcosme de toutes les tendances qui traversent le courant communiste « officiel » en Europe.

Secoué par l'affaire Comorera (1) puis par la lutte contre le « titisme », le « polycentrisme » de Palmiro Togliatti fera bientôt fureur dans les rangs de ses dirigeants, amenant le PSUC à formuler une espèce d'eurocommunisme avant la lettre, qui lui permettra, dans les années 1960, de se constituer une puissante aire d'influence au sein de l'intelligentsia catalane. L'élargissement de cette influence n'a pas été séparé d'un travail d'élaboration sur le problème national catalan — qui constitue encore aujourd'hui une des données les plus positives du PSUC, en dépit de son orientation réformiste —, ce qui a permis une certaine participation de la classe ouvrière (y compris de ses secteurs provenant de l'immigration d'autres nationalités et régions de l'Etat espagnol) à la lutte politique pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple de Catalogne.

Cependant, tout n'est pas, loin de là, aussi rose. L'orientation politique fondamentale du PSUC depuis sa création en 1936 est fondée sur la recherche de la collaboration politique avec la bourgeoisie. Ce n'est pas par hasard que l'ancienne Union socialiste de Catalogne (USC), une des composantes essentielles de la formation du PSUC, a toujours été très attachée à la collaboration avec l'historique « Esquerra Republicana » de Catalogne, majoritaire dans la *Generalitat* (Généralité) de l'époque. L'orientation du PSUC durant les premières années de l'après-guerre était fondée sur cette même recherche de l'Unité nationale, pour passer, au début des années 1960, à la défense de la politique de « réconciliation nationale » élaborée par le Parti communiste espagnol (PCE).

Cependant, le PSUC a disposé — comme le signale le dirigeant communiste catalan Leopoldo Espuny dans l'interview que nous publions ci-après — d'une réelle implantation dans l'ensemble de la société catalane, réussissant à peser de façon

décisive sur la reconstruction du mouvement ouvrier en Catalogne.

D'une certaine manière, ainsi que le font remarquer certaines figures de proue de l'eurocommunisme catalan comme Jordi Borja (2), le PSUC se trouve confronté à une double identité, produit de son influence dans deux secteurs sociaux largement distincts : la classe ouvrière catalane, fortement mêlée à l'immigration provenant d'autres nationalités et régions de l'Etat espagnol, et d'un autre côté l'intelligentsia et les secteurs des professions libérales, au caractère nationaliste beaucoup plus marqué. De fait donc, le PSUC est parvenu, jusqu'au début de la « transition » politique en 1976, à maintenir dans ses rangs la base ouvrière « classique » d'un parti de masse de matrice stalinienne, conjointement avec des secteurs qui traditionnellement sont plus proches des formations social-démocrates. Les raisons de cela doivent être cherchées non seulement dans la tradition de la résistance anti-franquiste, au sein de laquelle le PSUC a joué un rôle de premier plan, mais aussi dans l'influence de la lutte nationale en Catalogne et dans la capacité du PSUC à offrir des réponses politiques sur ce terrain, même si elles sont bien loin d'être des solutions radicales.

Avec la « transition » politique, les réalités se sont transformées. La recherche systématique du consensus et des pactes sociaux, le cours droitier emprunté par la direction du PCE et du PSUC, leur participation — dans le cas du PSUC — à une sorte de gouvernement d'Unité nationale comme cela a été le cas avec celui de la Généralité provisoire (3) et, par-dessus tout, la responsabilité dans les municipalités acquises depuis les premières élections municipales d'avril 1979, aux côtés des socialistes dans tout l'Etat espagnol mais aussi en Catalogne avec « *Convergència i Unió* » (4), tout cela a entraîné une usure rapide.

1. Comorera, venant de l'USC, a été pendant longtemps le secrétaire général du PSUC. « Purgé » par Santiago Carrillo et expulsé du parti pour son « nationalisme titiste », il y a adhéré au milieu des années 1950. Détenu sous le franquisme, il est mort à la prison de Burgos. La direction du PSUC se revendique aujourd'hui ouvertement de lui.

2. Jordi Borja est un des dirigeants du courant eurocommuniste, de tonalité plutôt social-démocrate, aussi connu comme « *Bandera Blanca* » (Drapeau blanc, en rapport avec l'organisation « *Bandera Roja* » — Drapeau rouge — qui a intégré le PCE il y a quelques années). Jordi Borja est très proche du courant « rénovateur » du PCE.

D'un modèle de « parti eurocommuniste », de pointe avancée du soutien aux propositions de la direction du PCE autour de Santiago Carrillo, le PSUC s'est converti en fer de lance d'une révolte de la base ouvrière qui combat pour ouvrir la voie à la gauche.

LE Ve CONGRÈS DU PSUC

C'est tout cela qui a explosé lors du Ve Congrès du PSUC. Réuni au début de janvier 1981, le Congrès s'est terminé par une véritable rébellion de la base et de bon nombre de cadres ouvriers du PSUC contre les orientations de leur direction eurocommuniste.

Sans aucune sorte de concertation préalable, sans la moindre coordination, la majorité des délégués ont entrepris de régler son compte à l'orientation politique de leur direction, imposant des modifications substantielles aux projets de résolution, bien que ces modifications aient eu, dans la grande majorité des cas, une formulation en négatif, et qu'elles n'aient pas offert une alternative politique, chose d'autre part impossible étant donné le cloisonnement du débat.

L'erreur du courant de gauche sorti vainqueur du Congrès — erreur significative de son manque de maturité politique — a été d'offrir la direction aux dirigeants du courant intermédiaire, connu sous l'appellation de « *léniniste* », dans le cadre d'une tentative de construire une espèce d'« eurocommunisme de la crise ». Ce courant intermédiaire assumera assez rapidement les critères politiques de l'eurocommunisme, sans aucun adjectif...

Le courant qui se réclame des résolutions du Ve Congrès, que les eurocommunistes et les *mass media* s'obstinent à qualifier de « *pro-soviétique* » ou d'« *afghan* », est hétérogène. Son processus de réflexion part d'une évaluation négative de la politique développée par le PSUC pen-

3. La Généralité provisoire a été constituée par décret à la suite des élections de 1977. Présidée par Joseph Tarradellas, sa composition, comparable à celle d'un gouvernement d'Union nationale, avec la participation de toutes les forces parlementaires, supposait une perte de la majorité électorale détenue en Catalogne par les socialistes et les communistes.

4. « *Convergència i Unió* » (Convergence et Union) est la coalition électorale du nationalisme bourgeois catalan, majoritaire aujourd'hui dans la Généralité. Elle est dirigée par Jordi Pujol, son secrétaire général. Au niveau de l'Etat espagnol, sa politique est d'appuyer le gouvernement de Calvo Sotelo.

dant la période précédant immédiatement le Congrès, spécialement d'une évaluation très négative des Pactes de la Moncloa et de la politique de « *concentration nationale* ». Ce courant réunit en son sein la majorité des militants de la ceinture industrielle de Barcelone, des zones industrielles de Tarragone et dispose aussi d'une certaine force à Lleida. Son poids dans les Commissions ouvrières de Catalogne (CONC) est déterminant et c'est là une des raisons qui explique la forte opposition syndicale à la signature de l'ANE (5). Ses faiblesses apparaissent à deux niveaux : le nombre restreint de cadres politiques dont il dispose, ce qui sans aucun doute est le produit de la faible préoccupation de la direction du PSUC sur ce terrain ; et son faible poids à l'intérieur des grandes entreprises comme SEAT, Pegaso, etc., à l'exception de Siemens et de Roca.

L'hétérogénéité de ce courant trouve son fondement dans les difficultés qu'il éprouve pour formuler une politique alternative dans le cadre d'un débat interne de caractère fractionnel, très dur, émaillé de sanctions disciplinaires auxquelles il faut répondre. Malgré tout, le processus de maturation politique de ce courant ne fait que commencer, et en ce sens les déclarations de Leopoldo Espuny sont représentatives du niveau atteint par l'ensemble du courant quant aux problèmes de la crise économique et de certaines questions de politique générale, et, par dessus tout, de l'orientation de ce processus de maturation politique vers la recherche, très souvent instinctive, d'une politique d'indépendance de classe.

Cela ne signifie pas que les marxistes révolutionnaires en Catalogne n'aient pas, avec ce courant, des désaccords très importants, particulièrement évidents sur les problèmes internationaux, où la volonté de résistance de ce courant dérive jusqu'à une position « campiste » — pas très éloignée de celle de la direction cubaine — ;

ces divergences existent également sur la démarche générale de construction du Parti révolutionnaire. Mais la position ouverte de ce courant à la collaboration pratique, et plus encore à la recherche d'un processus de convergence, avec les forces révolutionnaires extérieures au PSUC, comme le Mouvement communiste de Catalogne (MCC) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), est très positive.

LA SITUATION ACTUELLE : VERS LA RUPTURE ?

Depuis la clôture du Ve Congrès, la direction du PSUC s'est engagée dans un processus de « normalisation » qui tend à liquider purement et simplement les aspects les plus positifs du Congrès et, en même temps, à laminer le courant devenu majoritaire. Au niveau pratique, la tentative de putsch du 23 février a été la première occasion pour en revenir à la vieille politique d'unité nationale, et partant de là, pour préparer une Conférence du parti qui, sous prétexte de « résoudre les contradictions du Congrès », soit l'occasion de renouer avec l'eurocommunisme rejeté lors du Ve Congrès. Au niveau organisationnel, Pere Ardieca a été destitué de la présidence du PSUC et un processus de normalisation a été entamé contre les comités régionaux et les instances de base dans le but d'affaiblir le courant de gauche.

Cependant, les contradictions se sont maintenues et ce processus de « normalisation » n'a pas eu d'autre effet que d'exacerber la polarisation des positions politiques au sein du PSUC et de provoquer une véritable hémorragie de militants, ce qui a conduit à affaiblir les « *léninistes* » de la direction et à obliger à la formation d'une espèce de nouvelle majorité « euro-léniniste » chargée de mener, maintenant sans plus de concessions, le processus de normalisation.

Le Comité central, réuni les 7 et 8 novembre derniers, est l'expression la plus manifeste de cette alliance. Il a décidé de convoquer un Congrès extraordinaire du PSUC dans le but explicite de renouer officiellement avec la cohérence eurocommunisme, et il a adopté des critères de représentation des délégués au Congrès clairement distincts de la norme — de caractère plus démocratique — qui avait prévalu à l'occasion du Ve Congrès. Les 24 membres du Comité central appartenant au courant critique se sont vus obligés de voter contre cette résolution, bien qu'ils soient favorables à un Congrès extraordinaire ayant pour but de résoudre la contradiction existant entre la politique adoptée par le Ve Congrès et la pratique de la direction actuelle. Ce même Comité central a donné un délai de 15 jours à deux des plus importants comités régionaux du PSUC, celui de Baix Llobregat et celui de Valles Occidental, pour se conformer aux instructions de la direction, sous peine de se voir menacer de dissolution. Muniz et Ramos, tous deux membres de la direction du PSUC, sont pareillement menacés de destitution de leurs responsabilités de la direction, en tant que dirigeants de Baix Llobregat, l'un des bastions du courant critique.

Pour la majorité de la direction du PSUC, le Congrès extraordinaire (prévu pour février 1982) apparaît comme l'instrument le plus adéquat pour opérer une rupture ouverte avec le courant critique. Mais les événements peuvent précipiter cette rupture, dans la mesure où le courant critique se trouve placé dans une position intenable du fait de la multiplication des destitutions, dissolutions et expulsions de ses membres les plus en vue.

Ainsi, la crise du PSUC — qui n'est qu'un aspect spécifique de la crise plus globale qui secoue le PCE — est en train de créer une nouvelle situation au sein de l'avant-garde catalane. Sans elle, il serait difficile de comprendre l'ampleur de la contestation de l'ANE et le poids de la campagne contre l'OTAN.

La question qui se pose maintenant est de savoir si l'issue de cette crise va impliquer un nouvel affaiblissement du mouvement ouvrier et une augmentation de la démoralisation parmi les secteurs d'avant-garde, ou si, au contraire, elle peut ouvrir la voie à un processus de re-composition des forces politiques qui aboutisse à un renforcement des révolutionnaires et de l'avant-garde communiste.

Le débat politique et la collaboration pratique déjà entamés entre ce courant du PSUC et les forces révolutionnaires organisées à l'extérieur du PSUC en Catalogne constituent aujourd'hui la meilleure façon de répondre positivement à cette question.

Joan FONT

Barcelone, 15 novembre 1981.

5. ANE (Accord national sur l'emploi) : nom du pacte social signé entre les deux grandes centrales syndicales — les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT) —, l'organisation patronale (CEOE) et le gouvernement.



Santiago Carrillo lors du meeting de clôture du Congrès du PCE le 23 avril 1978 à Madrid. (DR)

"Une rénovation du PSUC est nécessaire..."

Entretien avec Leopoldo Espuny, membre du CC du PSUC

« INPRECOR » : — Quelles sont les raisons de fond qui ont mené au « renversement » de la majorité lors du Ve Congrès du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) ? S'agit-il de réaction de la base du parti contre la politique suivie jusqu'alors ? Existe-t-il réellement des différences stratégiques au sein du parti catalan ?

Leopoldo ESPUNY : — Le Ve Congrès a été la réponse de la base du parti à l'échec de la stratégie appliquée par le PSUC dans la période qui a immédiatement précédé le Congrès, tant sur le plan de la politique internationale (qui ne répondait pas à la nouvelle situation créée par la crise de l'impérialisme), que sur l'attitude adoptée par le parti dans le processus de la « Réforme ».

Je pense qu'il y a également des divergences de stratégie, mais elles devraient être appréciées non pas en référence aux formulations générales qui ne contiennent pas toujours clairement de projet précis, mais par rapport à ce qui a changé dans la politique du PSUC depuis le Ve Congrès (dans ses textes, dans son programme), en considérant dans quel sens vont ces changements. Parce qu'il n'y a pas de position critique qui, si elle n'est pas de la démagogie, ne porte en elle-même une alternative.

Deux exemples de la nouvelle orientation apparue à partir du Ve Congrès : sur une question de politique internationale, face à une position — que nous pourrions caractériser d'« eurocommuniste » — qui se situait dans la perspective de la recherche d'une certaine tolérance de la part de l'impérialisme pour que les partis communistes d'Europe occidentale puissent accéder au pouvoir, le Ve Congrès a avancé la nécessité d'une politique anti-impérialiste où la lutte pour la paix occupe une place primordiale ; sur le plan de la politique intérieure, face à une politique de coopération pour sortir de la crise — donc avec des éléments de collaboration de classes —, nous avançons, nous, la nécessité d'établir une ligne de résistance qui permette à la classe ouvrière de reprendre l'initiative politique. Quels points de contacts y a-t-il entre ces deux stratégies ? La possibilité de parvenir à certains accords. Mais quelles divergences y a-t-il ? Nous autres, la majorité du Ve Congrès, nous pensons que l'issue de la crise ne peut être négociée, qu'une chose est de faire des compromis précis pour modifier favorablement le rapport des forces, et

autre chose est d'estimer que seule une issue négociée peut faire progresser la situation actuelle ; ce qui a mené à passer des compromis qui n'ont fait que favoriser la droite économique et sociale.

— A quoi correspondent dans ce cas les qualificatifs d'« afghans » et de « pro-soviétiques » qui vous ont été attribués au sein du parti et par les mass media ?

— Au sein du courant qui a été majoritaire au Ve Congrès, il y a une concordance — qui n'est pas complète — sur l'appréciation à porter sur les pays socialistes, surtout sur le rôle qu'ils jouent dans la situation actuelle de crise de l'impérialisme, en tant qu'éléments fondamentaux d'une alliance anti-impérialiste formée par ces pays, les mouvements de libération nationale et la classe ouvrière des pays capitalistes. Mais on ne peut pas dire que nous soyons un courant qui aspire à un parti qui soit purement et simplement un retour en arrière, du temps de l'inconditionnalité et de la renonciation à la critique nécessaire de la réalité des pays socialistes. La question fondamentale est de savoir quelle position l'on prend face à l'impérialisme et, à partir de là, apprécier le rôle joué par les pays socialistes dans la lutte pour la paix, dans la solidarité avec les mouvements de libération nationale et dans la lutte anti-impérialiste en général. La différence avec les courants majoritaires d'avant le Ve Congrès (appelés improprement « eurocommunistes » alors qu'il ne s'agit pas d'un bloc homogène), c'est cette attitude par rapport à l'impérialisme. Dans leur cas, en plus, il y a une attitude européocentriste qui qualifie de « tiers-mondiste » toute politique qui n'est pas « européenne » (c'est-à-dire qui se définit non seulement contre l'impérialisme américain mais aussi contre la bourgeoisie impérialiste européenne), et qui, sur le fond, fait le jeu des intérêts des secteurs les plus réactionnaires et les plus conservateurs de la société.

L'exemple du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) en Grèce — qui serait qualifié de tiers-mondiste en Espagne — avec une position critique face au Marché commun, face à l'OTAN et solidaire des pays du Tiers Monde, démontre qu'il ne peut exister de politique anti-impérialiste qu'en prenant cette direction. Nous nous orientons dans cette direction, en faveur d'une politique anti-impérialiste et de non-alignement, en insistant sur la nécessité pour les pays de l'Europe du Sud de rejoindre le Mouvement des non-

alignés comme alternative à la politique des blocs et en exigeant la dissolution simultanée des deux blocs militaires.

Pour répondre à la question de savoir si nous sommes « pro-soviétiques » : s'il y a une position dans le secteur majoritaire du Ve Congrès, c'est de considérer que toute tentative de créer un parti sur la base d'une matrice pro-soviétique — comme ce fut le cas dans le passé (PCOC-PCU) — est vouée à l'échec parce que, s'il y a un besoin quelconque d'un parti « pro-soviétique », c'est en URSS et pas ailleurs ... Nous avons besoin en Espagne de notre propre parti communiste et, plus concrètement en Catalogne, d'un parti des communistes catalans.

— Quelle est votre analyse de la situation en Afghanistan et en Pologne ?

— Nous sommes conscients des complications entraînées par l'intervention soviétique en Afghanistan, sans cesser de considérer que cette intervention tendait à appuyer les secteurs les plus progressistes et révolutionnaires de la société afghane. La contre-partie de cette assistance soviétique a débouché sur une distorsion dans le cadre de la politique internationale et sur une initiative qui a favorisé les manœuvres de l'impérialisme pour en finir avec le climat de détente et aiguë un climat de guerre froide. On nous a qualifié d'« afghans » dans le but de nous marginaliser et de nous isoler.

Sur la question de la Pologne, notre position — bien que nous n'en ayons pas beaucoup discuté lors du Ve Congrès — c'est que la solution à la situation polonaise, aussi difficile soit-elle, se trouve dans le renouveau socialiste. C'est-à-dire dans l'approfondissement du socialisme en Pologne, parce que les problèmes qui sont apparus ne proviennent pas d'un excès mais d'un manque de socialisme — pour prendre un exemple, la propriété de la terre est dans sa majorité privée —, accompagné d'un renouveau politique qui permette la participation démocratique du peuple polonais à toutes les questions touchant l'Etat et l'exercice du pouvoir. De plus, la solution doit venir exclusivement du peuple polonais, du parti polonais et des forces progressistes. Nous sommes d'accord, concrètement, avec le processus de renouveau qu'a proposé le récent IXe Congrès du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) et nous pensons qu'avec le temps, et malgré les difficultés, on pourra parvenir à cet objectif de renouveau socialiste de la société polonaise.

— Pour en revenir à la situation interne du PSUC, croyez-vous en un processus de « social-démocratisation » d'une aile du parti face à laquelle s'opposerait un courant favorable à un « retour aux sources », ou pensez-vous aussi à la nécessité d'élaborer une nouvelle alternative politique ?

— Quand le contenu de classe de la politique d'un parti ouvrier vient à dégénérer, c'est à cause de facteurs fondamentalement liés au développement de la lutte des classes. Ce qui s'est passé en Catalogne, c'est que la pression du processus de la « Réforme » sur le parti, liée à l'offensive idéologique de la bourgeoisie dans les années 1960, a produit un changement qualitatif qui a amené le parti à modifier ses positions (dans un sens qualifié de « modéré » par la presse) et qui a significativement pour nous le renoncement aux principes d'un parti de classe, ouvrier, l'abandon des objectifs finaux, stratégiques. Le tacticisme, l'adaptation à la situation et au processus de la « Réforme », ont entraîné une dégénérescence politique dans le parti. Le Ve Congrès a mis l'accent sur la nécessité d'une régénération, d'une rénovation politique en profondeur du PSUC, dans un sens communiste.

L'« eurocommunisme » a déjà échoué, et les conditions permettant d'appliquer cette politique dans notre pays aujourd'hui n'existent pas, parce que la droite se sent forte et qu'elle n'est pas disposée à faire des concessions. Les secteurs qui brandissent encore cette bannière ont une orientation qui contient des aspects socio-démocrates. C'est ainsi, il n'y a rien de nouveau et cela correspond à une tendance spontanée du mouvement ouvrier vers des réformes, sur laquelle ces secteurs « eurocommunistes » s'appuient.

L'« eurocommunisme » ressemble également à la social-démocratie en cela qu'il fait toujours une analyse passablement pessimiste de la situation politique, présentée comme très statique, sans cette volonté de changer les rapports de force, ce qui lui sert toujours de justification à une politique de concessions constantes envers la bourgeoisie.

— Mais quel contenu pensez-vous qu'il soit nécessaire de donner à cette régénérescence que vous proposez ? Cela inclut-il, par exemple, une position plus critique sur la Constitution approuvée lors du référendum constitutionnel du 6 décembre 1978 ?

— Il y a eu au Ve Congrès une position claire sur la Constitution, qui portait d'une analyse critique de notre attitude dans le processus de la « Réforme » dans son ensemble. La Constitution comporte des éléments clairement négatifs, mais elle représentait un mieux du point de vue des conditions objectives pour la lutte politique. Cela étant, ce mieux est donné dans un cadre constitutionnel — suivi d'un développement législatif — qui est le plus conservateur et le plus réactionnaire d'Europe occidentale.

C'est pour cela que nous avançons comme alternative au cadre constitutionnel actuel deux objectifs indissociables : *défense de la Constitution face aux risques de retour en arrière* (il ne faut pas oublier que nous avons un appareil d'Etat qui ne correspond en rien à une situation de démocratie formelle), et *transformation dans un sens progressiste* et révolutionnaire de cette Constitution, dans la mesure où le rapport des forces le permet. Ces deux objectifs n'ont rien de contradictoire, mais il faut les moduler à chaque moment, en fonction de ce qui est le plus nécessaire. Le courant qui s'est retrouvé minoritaire au Ve Congrès pensait qu'il ne fallait en aucune manière mentionner cet objectif de transformation progressive, même comme objectif programmatique.

— Que pouvez-vous nous dire de la situation actuelle du PSUC et des perspectives ouvertes par le prochain Congrès extraordinaire ? Prévoyez-vous une scission ou vous proposez-vous de continuer à travailler au sein du Parti communiste espagnol (PCE) ?

— Le cadre dans lequel se situe la crise du PSUC est celui d'une situation nouvelle, radicalement différente de celle de la fin du franquisme. Les deux éléments qui ont influé sur ce changement sont, d'une part la crise internationale et la contre-offensive de l'impérialisme pour retrouver la domination qu'il avait — du moins en partie — perdue, et de l'autre les effets de la « Réforme » sur toutes les forces politiques qui se retrouvent toutes aujourd'hui dans un processus de recomposition, à droite comme à gauche. Dans ce contexte, il y a un risque qui est celui de la disparition pure et simple du parti communiste, par liquidation politique ou organisationnelle, et un gonflement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) par le ralliement individuel de militants.

Le PCE pourrait se voir réduit à l'état de groupuscule dans un processus dont nous avons déjà des éléments en Galice ou, de façon très particulière, dans la crise du parti en Euskadi. Cela pourrait se produire également en Catalogne. Si le prochain Congrès extraordinaire donnait la victoire au secteur « eurocommuniste », le PSUC connaîtrait une transformation qualitative en devenant un parti dépourvu de toute base organisée dans la ceinture industrielle de Barcelone. Ce serait un parti de classe sans classe ouvrière. Nous aurions ainsi un parti « eurocommuniste » sans projet alternatif à celui offert par le Parti socialiste de Catalogne (PSC-PSOE). Cela conduirait également à la groupuscularisation ou à la disparition du PSUC, dans le cadre des « retrouvailles historiques » avec les socialistes que des secteurs « eurocommunistes » considèrent aujourd'hui comme un objectif nécessaire dans la situation présente, et qui impliquerait aujourd'hui des « retrouvailles » avec les socialistes dans le cadre de l'hégémonie politique du PSC-PSOE.

Mais ce processus n'est pas inévitable dans le cas du PSUC. Si le prochain

Congrès extraordinaire est démocratique, selon les normes qui ont prévalu pour le Ve Congrès, nous pensons pouvoir gagner de nouveau, parce que nos positions politiques gagnent en influence. Mais nous devons aussi la gagner sur le terrain de l'organisation, en mettant en place une direction qui corresponde à ce que nous avons déjà approuvé au Ve Congrès.

Nous allons au Congrès extraordinaire avec la volonté et la certitude de gagner. Dans toutes les résolutions des instances de base, la politique du Ve Congrès a été la plus appuyée. C'est pour cela que la recomposition des forces en Catalogne se fait de façon différente. Nous sommes conscients que, si nous gagnons ce VIe Congrès, nous assisterons à un départ d'« eurocommunistes » impatients de s'incorporer au PSOE, ce qui tendra à réduire l'espace politique du PSUC, mais cela ne doit pas nous préoccuper excessivement si nous pouvons nous élargir dans une direction différente, en incorporant des forces — organisées ou non — de caractère communiste qui existent dans la société catalane, avec pour objectif central de rétablir les liens entre les intellectuels de gauche et la classe ouvrière qui se sont dilués au sein du PSUC au cours de la dernière période, de récupérer une grande partie des militants et de reconstituer un grand parti de masse en Catalogne, ce qui est évidemment une question de temps, mais qui serait possible à partir d'une victoire au VIe Congrès.

— Mais, dans le cas d'une scission importante du parti, mettons 50 / 50 %, ne pensez-vous pas que cela entraînera plus de difficultés pour parvenir à cette recomposition ?

— Une perte importante de militants serait sans aucun doute un élément fortement négatif, mais les perspectives demeureront les mêmes : aller de l'avant dans la rénovation politique, avec une direction qui réponde à tout moment à cette orientation. Je crois que nous récupérerions ainsi beaucoup de militants et beaucoup de cadres du mouvement ouvrier. Et il ne faudrait pas attendre très longtemps pour que le PSUC redevienne un parti important.

— Mais votre projet se pose-t-il aussi par rapport au PCE dans son ensemble, où vos positions sont beaucoup plus minoritaires ?

— La situation est très inégale au niveau de l'Etat espagnol. Dans les endroits où le parti est à peine implanté, comme en Galice ou aux Canaries — où le PCE tend à devenir une force marginale —, d'autres alternatives surgissent qui doivent être considérées avec beaucoup d'attention, à cause de leur politique à contenu progressiste avec des éléments de radicalisation et disposant d'un appui électoral et de masse important, comme le Bloc national populaire galicien (BNPG) et l'UPC aux Canaries. Là, la situation passe par une recomposition des communistes, mais en prenant en compte l'exis-

tence de ces forces car, pas plus en Galice qu'aux Canaries, l'organisation du PCE ne sera la colonne vertébrale d'une alternative organisationnelle des communistes.

Dans d'autres régions, comme l'Andalousie, où le PCE dispose de forces plus importantes, nos positions politiques sont beaucoup plus fortes, y compris au sein du Parti communiste andalou (PCA), ce sont des positions comparables aux nôtres qui prévalent, même si elles sont formulées de façon différente, et même si elles ne s'opposent pas au terme « eurocommunisme ». C'est également le cas au sein de l'organisation du PCE à Madrid, où nous sommes encore faibles, uniquement parce que la gauche du parti a péché par confusionnisme, sa force actuelle ne correspondant pas à ses potentialités. D'un côté, il n'y a pas eu suffisamment d'initiatives politiques prises à partir de positions cohérentes, et d'un autre côté cela a eu pour conséquence le départ du parti de plus de militants qu'en Catalogne.

Il doit y avoir un processus particulier à chaque région de l'Etat espagnol. Nous devons aborder cette recomposition des forces politiques de façon très ouverte quant à la configuration de partis communistes, qui doivent être très différents de ce que nous appelons des partis communistes traditionnels. Nous autres, voulons aller vers la création d'un parti communiste de masse, ni « radical » ni populiste.

— Quelle est votre opinion sur ces problèmes dans les nationalités et comment appréciez-vous ce qui vient de se passer en Euskadi ? Etes-vous pour une alternative fédéraliste au PCE ?

— Ce qui se passe avec le PSUC est un phénomène atypique, car il existe deux partis communistes dans un même Etat, et c'est là une réponse très claire, très radicale apportée à la question nationale. Cela pour des raisons historiques et du fait du développement particulier du processus politique en Catalogne, où le PSUC — en tant que parti national et de classe — a eu une plus grande influence sur la société catalane que le PCE sur l'ensemble de la société espagnole, ce qui a été dans le sens de la consolidation du caractère indépendant de notre parti. Doit-il en être ainsi ailleurs ? Peut-être pourrait-il se passer la même chose en Euskadi, cela dépend de la clarté et de l'initiative politique qu'aura la nouvelle formation issue de la fusion de l'EPK (Parti communiste d'Euskadi) et de l'EIA (Parti pour la révolution basque) au sein d'Euskadiko Eskerra (Gauche d'Euskadi). Le problème c'est que le PCE a essayé de constituer des partis disposant de traits différenciés mais sans aller jusqu'au bout, et dans le cadre d'un processus qui a manqué de clarté : on ne sait pas très bien, par exemple, quelles sont les relations organiques et statutaires qui existent entre le PCE et l'EPK ; parce que les statuts ne résolvent pas ce genre de problème. La question est complexe et la solution est avant tout politique. Le conflit entre le PCE et l'EPK n'aurait pas eu lieu si le PCE avait été plus sensible à

tout ce qui se passe dans la société espagnole. Nous considérons, pour notre part, comme totalement légitimes les positions du camarade Lertxundi qui s'appuient sur la majorité du Comité central du Parti communiste d'Euskadi. Un CC ne doit pas être dissous comme l'a fait Santiago Carrillo. Le PCE aurait pu donner l'impulsion au processus de fusion avec l'EIA, processus nécessaire s'il se déroule dans un cadre politique suffisamment clair. Mais la direction du PCE a prétendu rien de moins qu'Euskadiko Eskerra (qui est la force dominante dans le processus de fusion) assume une orientation « eurocommuniste », une politique qui a échoué, impraticable dans notre pays en ce moment. Comme Euskadiko Eskerra ne peut accepter cela, la position du PCE est de pure opposition au processus de fusion.

Le PCE se met ainsi en position d'être un frein au processus de renforcement organisationnel des alternatives révolutionnaires qui peuvent apparaître. Il faudrait une direction du PCE qui comprenne tous ces phénomènes nouveaux, qui sache impulser des processus de réorganisation politique des communistes, prenant des initiatives sur ce terrain, mais avec un grand réalisme, et qui admette que, dans certaines régions de l'Etat espagnol, le PCE ne sera pas nécessairement la force autour de laquelle va s'articuler une alternative ou une organisation qui réponde aux nécessités de notre temps.

Pour ce qui est de l'alternative fédéraliste, c'est un problème de forme. Je suis convaincu que nous devons aller dans cette direction, pour en arriver à former un parti effectivement fédéral. Ou nous faisons cela, ou bien nous assistons à une hémorragie de militants, à une régression organisationnelle, etc.

En Euskadi et en Galice, on ne peut penser qu'il soit possible de maintenir les formes organisationnelles traditionnelles. Tout cela nous amène à l'existence d'au moins trois partis : en Catalogne, en Euskadi et en Galice — les trois nationalités historiques —, mais il faut aussi prendre en compte le fait canarien, avec sa structure socio-économique très particulière qui peut former une nouvelle nationalité, et l'on voit poindre également des éléments du même ordre en Andalousie. Même si nous vivons à une époque de dépassement des frontières et d'internationalisation, le problème national n'est pas éliminé pour autant, parce que ce qui est remis en question ce n'est pas seulement les frontières, mais aussi les Etats surgis des révolutions bourgeoises. Cette remise en question se fait selon deux axes : l'un, l'internationalisation, l'autre, le processus d'autodétermination des peuples.

— Comment appréciez-vous les dernières expériences d'unité d'action avec d'autres forces se réclamant du communisme sur la question de l'OTAN, sur la lutte contre l'Accord national sur l'emploi (ANE), etc. ?

— Nous pensons qu'il est nécessaire d'en finir avec le sectarisme et le patriotisme de parti. Il faut instaurer de nouvelles relations avec les secteurs communistes non organisés dans le PSUC comme le Mouvement communiste (MC) ou la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), et une relation beaucoup plus politique, beaucoup plus étroite, avec des secteurs qui sont communistes et révolutionnaires mais qui sont aujourd'hui inorganisés. Cela ne signifie pas tant entrer dans des processus de recomposition en considérant cela dans un cadre strictement organisationnel, que de mettre à la première place la possibilité de convergences politiques dans le cadre de la formation d'une alternative politique d'ensemble de la gauche communiste.

Sur ce terrain, nous avons pris et continuerons de prendre des initiatives unitaires sur la lutte contre l'OTAN ; il serait d'ailleurs nécessaire de créer un grand mouvement pour la paix, le désarmement et la dissolution des blocs. Les convergences que nous avons pu avoir avec le MC, la LCR et des indépendants vont se maintenir, et il peut également y avoir des accords sur la politique à mettre en œuvre aujourd'hui dans la situation de crise économique pour défendre les intérêts de la classe ouvrière et des couches populaires.

Il y a des points de convergence, cela se vérifiera dans le cadre d'un processus qui ira mûrissant, et dans lequel on peut créer les conditions pour aller vers le même cadre organisationnel. Nous, sans sectarisme et sincèrement, nous pensons que ce cadre doit être le PSUC. Naturellement si nos positions demeurent celles approuvées par le Ve Congrès. De plus, le PSUC est historiquement un parti d'unification des forces de la gauche révolutionnaire. Pourraient converger en son sein des secteurs importants de l'intelligentsia catalane de gauche et des forces politiques qui sont communistes.

Nous sommes dans une situation historique décisive pour le pays et nous avons une responsabilité très grande, nous tous qui nous revendiquons de la nécessité d'une politique communiste. C'est un moment, une occasion historique qui ne se reproduira pas si facilement dans le futur, pour que toutes les forces manifestent leur volonté de converger politiquement pour apporter à la crise une issue de progrès et répondre au défi de la droite qui tente de réorganiser l'éventail des forces politiques du pays et de faire disparaître ou de marginaliser toute formation de type communiste. ■

Propos recueillis par Pep ROCA
Barcelone, novembre 1981.

**ABONNEZ-VOUS,
RÉABONNEZ-VOUS**

A « INPRECOR » !

Le "jeu parlementaire" de la bourgeoisie en panne après les élections

François VERCAMMEN

Les élections parlementaires anticipées du 8 novembre en Belgique ont été marquées par le plus grand bouleversement électoral qu'ait connu ce pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Paradoxalement, celui-ci n'affecte pas le rapport des forces entre les classes, qui reste sensiblement le même. C'est au sein du camp de la bourgeoisie qu'est intervenue une nette polarisation en faveur des partis de droite. C'est le CVP-PSC social-chrétien, le principal parti bourgeois du pays, interclassiste, qui en fait les frais. Du coup, c'est tout l'équilibre politico-institutionnel et, au-delà, la capacité de gérer le consensus social qui ont été ébranlés.

Les élections n'ont rien résolu, au contraire, elles ont approfondi la crise politique. L'ingouvernabilité et la polarisation sociale accrue vont accentuer, dans les mois qui viennent, les affrontements entre les classes sur le terrain extra-parlementaire, comme tendent à l'indiquer les résultats électoraux.

1. Les rapports de forces entre le capital et le travail ne sont pas modifiés

Les partis bourgeois ont réuni 66 % sur leurs listes contre 68,9 % en 1978. Les partis ouvriers de leur côté passent de 29,7 % à 28,4 %. Les pertes additionnées des deux camps (- 4,6 %) correspondent en gros à la progression des listes écologistes (+ 3,9 %).

Pour être complet, il faut remarquer que les votes blancs et nuls (tarte à la crème d'une certaine propagande de style poujadiste pour mettre en cause la « participation ») ont reculé (- 1,2 %), contrairement à la tendance des derniers scrutins.

Cette « stabilité » entre les deux camps signifie aussi qu'après sept ans de crise, les deux partis socialistes ne sont pas parvenus à résorber leur propre « séisme » électoral, celui intervenu en 1965. Suite à la grève générale de décembre 1960 - janvier 1961, le PSB était entré dans un gouvernement de collaboration de classes avec le CVP-PSC pour y appliquer, quatre années durant, la même politique antisociale qu'un million de travailleurs dirigés par la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), avaient combattue de toutes leurs forces. Le PSB y a perdu environ 500 000 voix et 25 % de son électoral.

2. Au sein du camp bourgeois, la polarisation à droite remet en cause la position hégémonique du CVP-PSC sur la société

La quasi-totalité des partis bourgeois ont mené une campagne électorale qui visait à convaincre la population de la nécessité d'une austérité accrue. Cela vaut pour les partis qui ont versé dans un poujadisme anti-impôt - anti-collectiviste - anti-Etat (comme les PVV-PRL, UDRT-RAD), comme pour les CVP-PSC eux-mêmes, même si ces derniers, du fait de leur caractère interclassiste, sont obligés de l'emballer dans l'idéologie du « bien commun ». Si le CVP a réussi à maintenir une certaine homogénéité politique, tout en glissant aussi de plus en plus à droite, cela n'a pas été le cas pour son homologue francophone, le PSC, où l'aile droite, le CEPIC, s'est complètement et ouvertement alignée sur les thèses dures du PRL et de l'UDRT. « Trop peu et trop tard ! » : voilà ce qu'une bonne partie de la petite bourgeoisie a dû se dire en assistant aux acrobaties du CVP-PSC, et elle s'est réfugiée sous les ailes des partis ouvertement anti-ouvriers (remise en cause des acquis des travailleurs, attaques virulentes contre les syndicats).

Les CVP-PSC perdent ainsi 400 000 voix (alors qu'il y avait 600 000 électeurs en plus ; il y a en fait un « manque à gagner » total de 600 000 voix : 410 000 voix - 36,31 % de 600 000) ou - 25 % de son électoral pour le PSC et - 33 % du sien pour le CVP. Le PSC ne sera plus représenté dans l'exécutif de la communauté française (Bruxelles-Wallonie) et il sera de peu de poids dans l'exécutif régional wallon (3 PS, 2 PRL, 1 PSC). Le CVP, qui apparaissait comme le parti dominant, non seulement en Flandre mais aussi au sein de l'Etat central belge, y laisse beaucoup de plumes (exécutif du Conseil flamand : 4 CVP, 2 SP, 2 PVV, 1 VU).

Ainsi, pour la première fois depuis 1945, les autres partis bourgeois totalisent plus de voix que les CVP-PSC : 39,8 % contre 26,2 %.

Si cette perte des CVP-PSC traduit avant tout une radicalisation politique de la petite bourgeoisie à cause de la crise économique et de la politique de conciliation envers le mouvement ouvrier, il y a un autre phénomène important à souligner : la perte de prestige de l'Etat unitaire. La bourgeoisie n'a en effet pas réussi à résoudre la crise de son Etat unitaire. Ce sentiment est partagé par des dizaines de milliers de gens. Mais il s'est exprimé

différemment selon les différentes régions du pays.

Si, en Wallonie, le PS a su le capitaliser dans une certaine mesure par une démagogie fédéraliste de dernière heure (et contribué ainsi à l'effondrement du RW, qui passe de 9,2 % à 5,5 %), en Flandre, la Volksunie (VU) gagne 200 000 électeurs (dont de nombreux jeunes) et efface sa saignée de 1978 et la scission d'extrême droite nationaliste (Vlaams Blok). Ici, c'est le CVP qui paie la note.

Il faut y ajouter qu'une partie de la jeunesse catholique a refusé de voter pour le CVP-PSC et a porté ses voix en majorité sur des listes écologistes. Leo Tindemans, le président du CVP, a explicitement fait référence à l'extraordinaire mobilisation de masse contre les missiles nucléaires et à la campagne de 400 prêtres flamands contre le soutien du CVP à la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador, pour expliquer la défaite de son propre parti. Assiégés de toutes parts, les CVP-PSC sont les principaux perdants de ces élections. Ils perdent essentiellement sur leur droite, c'est-à-dire leur base petite-bourgeoise, alors que - en gros - les travailleurs chrétiens ont continué à voter massivement pour eux. Tout cela mène à deux conclusions politiques :

- Tout d'abord, cette défaite des partis qui symbolisent la stabilité de l'Etat bourgeois, son équilibre enraciné et organisé en profondeur dans la population, et leur incapacité d'assurer le consensus social au niveau de la vie politique et institutionnelle, constituent un obstacle majeur pour imposer une austérité renforcée grâce à la collaboration des classes.

- Ensuite, les CVP-PSC sont menacés par une contradiction énorme : alors que leurs programmes se sont nettement déplacés vers la droite, ils s'appuient plus encore qu'auparavant sur leurs bases ouvrières. Et cela vaut encore plus pour le CVP que pour le PSC.

3. Dans le camp ouvrier, les PS-SP ont évité le recul qui menaçait

Les PS-SP ont été à la pointe de la politique d'austérité des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie depuis 1977.

Il y a huit mois, les sondages prédisaient une catastrophe pour le PS (wallon) lorsque Cools, son président, a dû démissionner à cause de la dégradation des rapports entre le PS et la FGTB, le syndicat socialiste.

Or, les PS-SP se maintiennent globalement. Ils perdent en pourcentage (- 0,27 %) mais gagnent 100 000 électeurs. C'est dû à un durcissement politique, fût-il tardif, face à l'offensive patronale (sidérurgie, index, missiles, Zaïre). On peut faire trois remarques :

— Ils ne parviennent pas à mordre sur l'électorat ouvrier chrétien, à cause de la politique de coalition avec les CVP-PSC. En Wallonie, la constitution et l'affirmation du Front commun syndical FGFB-CSC, qui avait lancé un appel au « rassemblement des progressistes », avait créé une situation très favorable pour le PS. Du côté flamand, le SP avait concentré son feu sur la menace droitiste de « l'Etat-CVP » : le CVP recule sévèrement, mais le SP y gagne à peine.

— Ce désenchantement face à la politique des PS-SP, qui existe très largement au sein de la classe ouvrière et notamment au sein de l'avant-garde ouvrière et syndicale, n'a pas renforcé la radicalisation électorale qui s'était exprimée en faveur du PC et du PTB (prochinois) lors des élections parlementaires de 1978. Le spectre de « la droite qui menace » a poussé des travailleurs radicalisés et des progressistes en général à « donner sa chance au PS et à combattre l'Etat-CVP », bref, à « voter utile ». Devant l'existence d'une alternative électorale crédible à la gauche de la social-démocratie, la masse des travailleurs a continué à voter pour les PS-SP (comme la masse des travailleurs chrétiens a continué à voter CVP-PSC).

— Au-delà, le maintien des PS-SP exprime indirectement la résistance des travailleurs face à l'offensive patronale, dont les travailleurs s'attendent à ce qu'elle continue et s'aggrave, et qui les pousse derrière leurs partis traditionnels sans cautionner pour autant leurs politiques passées et futures. C'est, avec la défaite des CVP-PSC, l'autre donnée fondamentale des élections.

4. L'événement principal à la gauche de la social-démocratie, c'est le recul dramatique du Parti communiste

Le PCB perd 1 % (passant de 3,25 % à 2,30 %), ou 40 000 voix (vu l'augmentation de l'électorat, il s'agit d'un manque à gagner de 60 000 voix). Le PC perd entre 20 % et 27 % de son électorat selon les régions. Il recule dans tous les arrondissements sauf trois.

Les raisons de cette défaite cuisante sont assez évidentes : d'une part, il y a la situation internationale où le PCB n'a pas vraiment pris un tournant eurocommuniste crédible, ce qui est manifeste dans ses hésitations en ce qui concerne la politique de Brejnev en Afghanistan et en Pologne ; mais c'est surtout sa politique des « petits pas », d'un gradualisme perfectionné, dans son attitude face à la social-démocratie. Ainsi, le PC refuse-t-il de demander le retrait du PS-SP du gouvernement ; il ne mène fermement aucune campagne pour des revendications immédiates radicales (36 heures, nationalisations, index,

fédéralisme) ; mais il emboîte le pas aux PS-SP dès que ceux-ci font un petit pas à gauche. En même temps, il maintient une attitude très sectaire face à l'extrême gauche, ce qui ne le rend pas populaire parmi les jeunes, auprès desquels la LRT et le PTB gagnent en audience.

Il a suffi que Van Miert prenne la tête de la manif contre les missiles et que Spitaels « défende » l'index, la sidérurgie et le fédéralisme, pour que le PC se trouve à l'étroit, coincé entre une social-démocratie envahissante et une extrême gauche plus dynamique.

Les deux listes d'extrême gauche, le PTB (Parti du travail, ex-AMADA, l'organisation pro-chinoise toujours liée à la Chine) et la LRT (coalisée dans la partie francophone du pays à PLS — Pour le Socialisme —, organisation centriste-révolutionnaire qui faisait partie du courant centriste international lors des élections européennes de 1979) se maintiennent et progressent même légèrement.

Des deux, le PTB reste électoralement parlant le plus fort, et de loin : près de 50 000 voix contre près de 15 000 pour la LRT (PLS). Mais, en même temps, son développement devient plus inégal. En Wallonie, il recule d'une manière importante : sa « percée » de 1978 qui était avant tout basée sur son image de marque flamande, sans une implantation syndicale significative en Wallonie, subit aujourd'hui le contre-coup. A Bruxelles, il perd également la moitié de ses électeurs. Par contre, il progresse dans la majorité des arrondissements en Flandre : il y devient aussi fort que le Parti communiste.

La LRT se maintient généralement. Le vote utile qui a affecté le PC au niveau national et le PTB en Wallonie, n'a pas joué pour la LRT qui dispose désormais d'un petit électorat, politisé et stable. La campagne unitaire avec PLS n'a pas donné de résultats spectaculaires. L'unique résultat remarquable de la LRT (seule) se situe à Mouscron, où elle obtient 1,2 %.

Dans l'ensemble, on peut dire que l'extrême gauche a raté l'occasion de présenter une alternative anticapitaliste, à cause de sa dispersion, alors que les campagnes du PTB et de la LRT-PLS se ressemblaient comme deux gouttes d'eau (nationalisation des banques et des holdings, unité ouvrière).

5. La percée sensationnelle des écologistes : 280 000 voix

Avec 4,5 % à Bruxelles, 5,9 % en Wallonie et 4 % en Flandre, les écologistes

ont confirmé les pronostics des sondages d'opinion. Ils recueillent les fruits d'une prise de conscience écologique parmi la jeune génération, dans un pays où le nucléaire fait la loi. Mais ce succès va plus loin : ils captent le succès de l'énorme mobilisation contre les missiles nucléaires, ainsi qu'une désaffection croissante face à l'establishment politique qui rejait sur tout ce qui est « parti politique ». Ainsi, le vote pour les écologistes est-il aussi un vote intermédiaire, une première prise de conscience politique de la part d'une partie de la nouvelle génération qui s'engage « à gauche ». Il est faux de dire que les partis écologistes sont des partis ouvriers ; mais il serait absurde de les cataloguer parmi les partis bourgeois.

En gagnant leurs voix sur la problématique écologiste, ils se sont sentis obligés d'élaborer un début de programme global afin de s'adresser aux travailleurs. Du coup, ils se sont prononcés pour l'austérité « verte », la réduction des salaires, l'adaptation de l'index, etc. (à côté d'autres propositions, telles que le désarmement nucléaire unilatéral). S'ils persistent à opérer la transformation de leur mouvement de lutte en parti politique « appartenant à la gauche », comme l'expliquent leurs nouveaux parlementaires, une crise ne manquera pas d'éclater en leur sein qui mènera à une clarification avec leur base.

Il est presque banal de dire que ces élections n'ont rien résolu. Ce qu'elles ont fait, c'est révéler avec une force plutôt rare les phénomènes sous-jacents et restés embryonnaires qui caractérisent la crise d'ensemble qui affecte la Belgique. Former un gouvernement central s'avère déjà très compliqué. La petite bourgeoisie vote à droite. Le CVP-PSC vire à droite mais garde sa base ouvrière. Malgré son affaiblissement, il reste l'axe de la vie politique. Ce sont finalement les PS-SP qui ont en main la clé : s'ils passent à l'opposition face à un gouvernement de droite CVP-PSC-PVV-PRL, la lutte des classes prendra un tournant radicalement nouveau en Belgique.

Le « jeu parlementaire » est plus paralysé encore qu'avant le 8 novembre. Du côté bourgeois, la perspective politique est de soustraire le prochain gouvernement (quelle que soit sa composition) aux pressions démocratiques et sociales. Le mouvement ouvrier doit donc se préparer à des luttes sociales d'envergure. ■

François VERCAMMEN
Bruxelles, 16 novembre 1981.

LA BELGIQUE EN SIGLES ...

PS : Parti socialiste (francophone)
SP : Parti socialiste (flamand)
PSC : Parti social-chrétien (francophone)
CVP : Christelijke Volks Party (flamand)
PVV : Parti libéral flamand
PRL : Parti libéral (francophone)

VU : Volksunie, parti nationaliste flamand
RW : Rassemblement wallon, parti nationaliste de Wallonie
FGTB : Fédération générale du travail de Belgique
CSC : Confédération des syndicats chrétiens

L'éternel recommencement

Mitterrand et les Etats-Unis appuient l'intervention de la force interafricaine

LA décision du nouveau gouvernement français d'apporter son soutien logistique à l'acheminement d'une force « neutre » inter-africaine au Tchad pour y « rétablir la paix » aura reçu l'assentiment général. Du président tchadien du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), satisfait de voir la France venir financer la « reconstruction » du pays ; de l'aréopage de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) que la crise tchadienne inquiète étant donné ses retombées régionales ; mais aussi des Américains. Washington a en effet affirmé « vouloir apporter une aide concrète mais non militaire » à la force de l'OUA. Ce dernier point atteste en fait de l'existence d'un véritable plan franco-américain vis-à-vis du Tchad.

L'intervention de la force « neutre » inter-africaine ne

Claude GABRIEL

La crise tchadienne a été pour la Ve République une sorte de fil conducteur des contradictions de l'impérialisme français. D'abord Charles de Gaulle, puis Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, enfin François Mitterrand ont cherché — en vain jusqu'à présent — à stabiliser durablement ce pays. Ce n'est donc pas à proprement parler le bilan de tel ou tel gouvernement qu'il faut tirer dans cette affaire tchadienne. Chacun a eu la prétention de vouloir résoudre à sa manière un exemple typique de dislocation d'un Etat néo-colonial africain. Même s'il y a quelque vanité à vouloir effacer ainsi à coups d'expédients militaires ou diplomatiques des décennies de domination coloniale, de saccage et de manœuvres, le bilan de la colonisation est là. Et rien n'y fera à court terme, pas plus la diplomatie du nouveau ministre des relations extérieures, Claude Cheysson, que la force inter-africaine. L'Etat néo-colonial centralisé sur le modèle français, la Constitution gaullienne adoptée au moment de l'indépendance, le maintien systématique des disparités entre le Nord et le « Tchad utile » du Sud, ont abouti à la quasi-inexistence d'un réel Etat tchadien aujourd'hui.

La guerre civile n'a même pas abouti à une crise sociale où l'on pourrait identifier des forces sociales antagoniques. Les différentes fractions qui composent le Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), auxquelles il faut ajouter la dissidence de Hissène Habré, sont des fractions politico-militaires plus proches de la logique des conflits opposants des seigneurs de la guerre que de forces politiques réellement implantées. L'arriération de la formation sociale tchadienne, elle-même dépendant du retard économique, n'a pu créer les conditions d'une contestation populaire qui écarterait ces potentats petits-bourgeois dont les alliances à

peut être prise pour une opération indépendante des capitaux impérialistes. Il s'agit en fait bel et bien d'une intervention impérialiste déguisée.

Le consensus général qu'a rencontré le retrait des troupes libyennes débouche pourtant sur une reprise de la guerre au Tchad. Précipitant le rapatriement de ses troupes, Maamar el Kadhafi laisse les forces oppositionnelles de Hissène Habré reprendre leur offensive dans l'est du pays. Après la chute du triangle stratégique Adré, Guereda, Iriba, c'est la capitale de l'Oueddei, Abéché, qui est tombée. La force inter-africaine risque fort, dès lors, de ne pas être une force de *statu quo*, et de devoir se transformer assez rapidement en une armée combattante.

l'extérieur changent aussi vite qu'un caméléon sur une affiche psychédélique.

On peut se demander ce que va faire François Mitterrand dans un tel guépier, et s'il n'aurait pas fallu que le nouveau régime, porté au gouvernement par un vote des travailleurs français, rompe courageusement avec les pratiques du passé.

Machiavel écrivait que « celui qui souhaite réformer doit au moins préserver les anciennes apparences ». Il semble malheureusement que les dirigeants socialistes aient inversé le sens de cette proposition pour ne nous proposer que la fiction d'un changement en ne s'attaquant qu'à ces anciennes apparences...

François Mitterrand et Claude Cheysson ont pris la décision d'aider à la constitution d'une force inter-africaine afin de restaurer la paix civile et de reconstruire l'Etat. Il faut donc comprendre cette décision de la manière suivante : une force d'occupation soutenue par l'OUA, la France et les Etats-Unis vaut mieux pour

le Tchad que les forces libyennes d'occupation. La nuance échappera sans doute au paysan tchadien qui n'en trouvera pas pour autant la tranquillité et l'abondance.

LA SOLUTION « NEUTRE »

Ces fameuses troupes africaines seront composées de forces zairoises, sénégalaises, nigériennes, togolaises, béninoises et guinéennes.

A y regarder de plus près, le régiment zairois présent au Tchad est un régiment d'« élite » formé par des instructeurs militaires français dont le contrat vient d'être confirmé par le gouvernement de Pierre Mauroy. Mais il est de notoriété publique au Zaïre que l'armée est une force prédatrice et que souvent votre salaire peut vous y être dérobé le jour même de la paie par quelques soldats de Mobutu... Faudrait-il donc admettre que l'élitisme de ce régiment est une garantie pour le paysan tchadien ?

De l'intervention au retrait libyen

— 14 décembre 1980 : à l'appel du GUNT, intervention des troupes libyennes contre la dissidence de Hissène Habré.

— 15 juillet 1980 : Paris annonce la suspension des contrats commerciaux avec Tripoli.

— 22 octobre 1981 : depuis Cancun au Mexique, François Mitterrand réclame l'envoi d'une force inter-africaine au Tchad.

— 26 octobre 1981 : Paris confirme l'envoi d'une aide logistique en armement au GUNT.

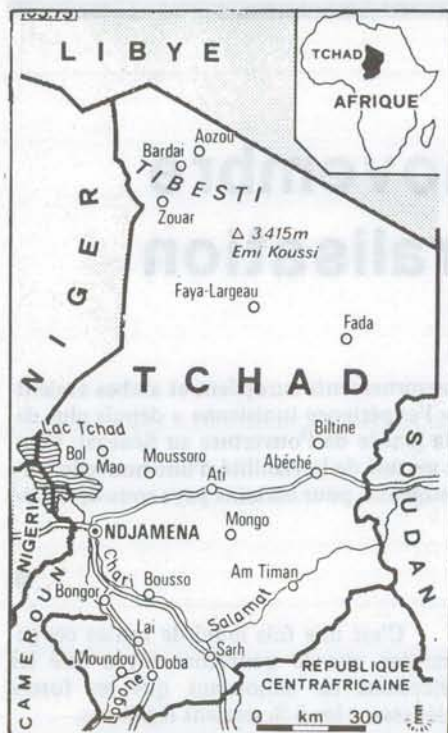
— 28 octobre 1981 : rumeur de coup d'Etat libyen lancé à Djamena et disparition provisoire de Goukouni Oueddei.

— 29 octobre 1981 : le GUNT annonce avoir demandé le retrait des Libyens.

— 1er novembre 1981 : Hissène Habré prétend vouloir suspendre sa rébellion au vu des changements en cours.

— 2 novembre 1981 : Aycl Ahmat, chef d'une des fractions du GUNT, ministre des Affaires étrangères et ami des Libyens, se déclare en désaccord avec le retrait de ces derniers.

— 3 novembre 1981 : les Libyens se retirent précipitamment et évacuent près de 10 000 hommes et leur matériel en à peine huit jours.



Les troupes sénégalaises ne présentent sans doute pas cet inconvénient. Mais après les interventions au Liban, au Zaïre et en Gambie, ces forces largement éduquées, encadrées, aidées et inspirées par la France, ont eu les deux tiers de leurs effectifs déjà investis dans des situations de guerre civile. Le Tchad sera donc certainement un terrain d'entraînement supplémentaire pour ces troupes rôdées au maintien de l'ordre.

Les troupes nigériennes expriment d'abord la puissance économique et politique de ce puissant voisin du Tchad. Mais c'est aussi de plus en plus le trait d'union avec la politique africaine de Washington. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que le Nigeria ait demandé aux Etats-Unis de participer à l'équipement de son contingent (1). Tout cela ne correspond pas aux allégations de la diplomatie de Paris sur la solution « africaine » à la crise tchadienne.

Les troupes togolaises seront probablement très réduites. Mais elles aussi apportent avec elles une désagréable renommée. Un témoignage publié dans *le Monde* du 22 septembre 1981 rapporte qu'au Togo c'est « à main armée que les parachutistes, comme s'il s'agissait d'un pays ennemi ou d'une zone rebelle » chassent des petits paysans de leurs terres pour permettre l'extension d'une prétendue « zone de protection de la faune ».

En bref, ce qu'on peut attendre de cette force d'intervention n'est sûrement pas une réelle solution à la crise tchadienne. Par contre, il ne fait plus de doute que l'impérialisme français et américain se dissimulent derrière cette nouvelle manœuvre qui voit l'impérialisme français sorti par la porte rentrer par la fenêtre. Alors qu'en Centrafrique, le président fantoche David Dacko arrivait dans les fourgons de l'armée française pour faire tapisserie dans le palais présidentiel, cette fois-ci, c'est l'ambassadeur de France qui retourne au Tchad dans les fourgons des troupes

de la force inter-africaine. Paradoxe seulement : les rôles ne sont pas inversés, Paris tire toujours les ficelles ...

LE RETRAIT LIBYEN

La présence libyenne n'était pas très facile à dénoncer pour les capitales impérialistes. Mis à part les attaques contre l'expansionnisme supposé de Maamar el Kadhafi, il était bien difficile d'aller plus loin. Kadhafi n'avait fait que copier formellement les grands maîtres : c'était le GUNT, gouvernement reconnu par l'OUA qui avait « fait appel » aux troupes libyennes. A moins de dénoncer le GUNT et se mettre à dos les princes de l'OUA, il était bien délicat de contester la « légitimité » d'une intervention qui ressemblait comme une petite sœur à celle de la France au Zaïre ou à celle du Sénégal en Gambie.

La solution qu'avait trouvée Valéry Giscard d'Estaing consistait à soutenir au sein du GUNT la clique de Kamoungué, homme du Sud, viscéralement opposé à la domination des chefs du Nord et intéressé à relancer l'économie du « Tchad utile ». Mais Kamoungué n'avait pas les moyens militaires de s'imposer. Une autre solution adoptée par Valéry Giscard d'Estaing aura été de soutenir, avec la complicité du Soudan et de l'Egypte, le vieil ennemi d'autre fois, Hissène Habré et ses Forces armées du Nord (FAN). Mais, là encore, la susceptibilité de l'OUA risquait de compliquer l'affaire (2).

Alors Claude Cheysson et François Mitterrand sont arrivés. Les Libyens avaient sans doute les moyens de s'opposer pendant un temps à la dissidence militaire des FAN de Hissène Habré, mais pouvaient-ils « reconstruire » le Tchad durablement ? Dans *le Monde* du 27 octobre, les propos de Goukouni Oueddeï, président du GUNT et chef d'une des fractions militaires, éclaircissent cet imbroglio : « Les moyens militaires nous font défaut ... Pour assurer notre sécurité, nous attendons une aide de tout pays. » Et le président du GUNT de dire que le Tchad ne veut pas se couper de l'Afrique francophone et qu'il ne quittera pas la Zone Franc. Enfin, le Tchad, prétend-il, veut retrouver sa place dans l'Union douanière d'Afrique centrale (UDEAC) dominée par les intérêts français. Goukouni Oueddeï semble donc découvrir qu'une bonne aide impérialiste est préférable au soutien militaire libyen. La Libye a bien mis sur pied une banque tchado-arabe libyenne, mais cela ne peut constituer le point de redémarrage de l'économie de ce pays. Stabiliser l'Etat nécessite évidemment de remettre en marche l'économie du Tchad. Pour un Goukouni Oueddeï, la solution ne peut être que de retrouver sa place dans la zone de domination économique de la France ...

Il s'agit-là d'un pari hasardeux, car ce pays ne dispose même pas d'un semblant de classe dirigeante capable de gérer l'appareil d'Etat. La solution est donc très précaire.

Claude Cheysson, particulièrement conscient du rôle particulier qui incombe à la France en Afrique, va relever ce défi.

En retirant précipitamment ses troupes, Maamar el Kadhafi a — pour certains — cherché à précipiter le pays dans la guerre entre fractions avant l'arrivée de la force inter-africaine. Pour d'autres, il y aurait eu des pressions françaises, américaines, voire soviétiques sur Tripoli. Le plus probable est qu'il y ait eu tout cela ...

A cette étape, les dirigeants socialistes français apprennent encore à leurs dépens que l'Etat impérialiste français est toujours une maison bien sale. Des rumeurs de coup d'Etat libyen ont été diffusées à Djamena fin octobre, alors que, dans le même temps, « on » faisait croire aux Libyens à une intervention militaire française. Rumeurs, fausses nouvelles, tentatives de contre-information à l'origine desquelles se trouveraient des agents non contrôlés des services français de contre-espionnage en Afrique ...

La réorganisation du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), détaillée dans *le Monde* du 18 novembre 1981, prouve au moins une chose essentielle : ces pays sont truffés d'agents français capables de tout et du pire. Réorganisé ou pas, le SDECE est une officine d'intervention et de complot au service de l'impérialisme. Force inter-africaine, agents du SDECE ... le paysan tchadien n'y trouvera certainement pas la paix.

Claude GABRIEL
20 novembre 1981.

1. *Le Monde*, 17 novembre 1981.
2. Cf. Claude Gabriel, « Tchad : il reste onze pièces sur le damier », *Inprecor* numéro 75, du 17 avril 1980.

LES FRACTIONS EN PRESENCE

Sur les onze fractions existantes, voilà environ 18 mois, seules quelques-unes jouent encore un rôle important aujourd'hui :

— *Forces armées populaires* (FAP) de Goukouni Oueddeï, dont une partie a été intégrée dans l'Armée nationale intégrée (ANI). Les Libyens témoignent qu'il s'agit de « jeunes indisciplinés ».

— *Forces armées tchadiennes* (FAT) de Kamoungué. Intégrées pour une part dans l'ANI.

— *Conseil démocratique révolutionnaire* (CDR) de Acyl Ahmat, implanté dans le Nord et le Sud-Est, particulièrement lié aux Libyens.

Ces trois fractions sont en principe unifiées dans le GUNT et l'ANI. En fait, chacun garde le contrôle de ses forces.

— Enfin, les *Forces armées du Nord* (FAN) de Hissène Habré, actives dans l'Est. Ex-ministre du GUNT, Hissène Habré, refusant paraît-il l'influence libyenne, a voulu tenter sa chance seul en reprenant la lutte contre les autres fractions.

Les élections du 1er novembre et les limites de la libéralisation

LES élections qui se sont déroulées le 1er novembre sont les premières depuis plus de vingt ans où les Tunisiens ont pu voter pour des listes indépendantes du Parti socialiste destourien (PSD), le parti unique au pouvoir. En effet, ont eu le droit de se présenter à ces élections législatives, le Mouvement d'unité populaire (MUP), le Parti communiste tunisien (PCT) et le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) de Ahmed Mestiri, ancien ministre de l'Intérieur.

R. MASSIGNON

Ces élections ont largement déçu tous ceux qui plaçaient des espoirs dans la démocratie en Tunisie car, une fois de plus, elles ont pris l'aspect d'un véritable plébiscite pour le gouvernement : 94,6 % pour le Front national, le reste pour les trois forces d'opposition. Mais cela n'est que le résultat apparent car bien d'autres forces que celles déjà citées ont lieu d'inquiéter le régime de Habib Bourguiba sur sa stabilité à moyen terme. Malgré les explications du ministre de l'Intérieur et toutes les justifications trouvées par la presse bourgeoise internationale qui ne lâche pas son fils prodigue, le malaise est énorme : « Une énorme farce qui a provoqué colère, indignation et frustration », a déclaré le secrétaire du PCT, Mohamed Harmel ; Ahmed Mestiri, quant à lui, a déclaré : « Rien n'a changé dans le système politique du pays. »

LES ELECTIONS SE SUIVENT ET SE RESSEMBLENT

Les réformistes locaux ont trempé jusqu'au cou dans cette opération électorale, et ils découvrent, au lendemain des élections, qu'ils ont été roulés dans la farine alors que c'était prévisible depuis plusieurs semaines. Ces élections étaient un moment fort de la nouvelle politique du régime et doivent être replacées dans le cadre de la démocratisation en cours depuis deux ans en Tunisie.

Après la grève générale de janvier 1978, après le coup de Gafsa en 1980, la crispation autoritaire du gouvernement a cessé d'être l'élément moteur de sa politique. Une stratégie plus élaborée de la part de la bourgeoisie, en accord avec l'impérialisme, a débouché sur une ouverture contrôlée de la vie politique tunisienne. Le poids croissant de la classe ouvrière, de plus en plus consciente de la nécessité de son indépendance syndicale, oblige la bourgeoisie à rechercher son intégration partielle ou totale plutôt que son écrasement direct dans la période à venir.

Plusieurs forces politiques se sont retrouvées dans un projet d'« ouverture po-

litique progressive » : la bourgeoisie tunisienne, l'impérialisme européen — promoteur du Trilogue — et les forces d'opposition réformistes : MDS, PCT et une aile de la bureaucratie de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) imposée par le pouvoir. La démocratisation est dans une large mesure une réponse à cette situation d'instabilité sociale et veut permettre à la fois la solution de la crise syndicale, la régulation des conflits inter-bourgeois et le retour à la paix sociale nécessaire à une meilleure exploitation des travailleurs.

QUELLE OUVERTURE ?

Les élections du 1er novembre s'intègrent dans cette dynamique et sont l'aboutissement d'un processus relativement bien contrôlé dont les différentes étapes ont été :

— Début 1980-1981 : annonce d'un Congrès de l'UGTT et d'un Congrès de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET). Le Congrès de l'UGET ne se tiendra pas et la question de sa tenue divisera profondément les étudiants, entre les partisans de la tenue d'un Congrès même octroyé et les autres.

— Assainissement de l'appareil du Parti socialiste destourien et élimination de ses éléments durs. Nomination d'un nouveau directeur du parti en la personne de Mongi Kooli.

— Avril 1981 : Congrès du PSD, déclaration en faveur du multipartisme, annonce de la dissolution du Parlement et de l'organisation de nouvelles élections.

— Tenue d'un Congrès de l'UGTT les 29 et 30 avril 1981. Le pouvoir, à force de manipulation, arrivera à imposer une majorité en sa faveur en excluant l'ancien secrétaire général Habib Achour du droit de se présenter aux élections syndicales. Le pouvoir a dû céder en partie aux pressions des travailleurs et, pour la première fois dans l'histoire du syndicalisme en Tunisie, un secrétaire général a été désigné qui n'était pas membre du PSD, cela dans le but de ne pas discréditer complètement cette direction.

La plupart des gouvernements européens et arabes avaient les yeux braqués sur « l'expérience tunisienne » depuis plus de deux ans déjà. Dans la lancée de l'ouverture au Sénégal, l'ouverture en Tunisie est un test de la viabilité d'une nouvelle forme de domination bourgeoise pour certains pays sous-développés.

C'est une fois muni de toutes ces garanties que le gouvernement a fixé les élections en annonçant que les forces dépassant les 5 % seraient légalisées.

FRONT NATIONAL ET PAIX SOCIALE

Dès lors, tout a été mis en œuvre pour corseter les forces qui pouvaient s'avérer dangereuses. Le MUP de l'ancien Premier ministre Ben Salah (1) pouvant obtenir quelques points aux élections, une scission a été organisée en son sein. Le pouvoir a même réussi à arracher quelques membres à cette organisation pour leur faire constituer un MUP-bis qui a eu seul le droit de se présenter et qui a joui des faveurs de la presse.

Contre la tendance islamique qui connaît depuis quelques années un certain regain, le régime a choisi la répression directe et un des procès les plus brutaux depuis deux ans a eu lieu contre les dirigeants du Mouvement de tendance islamique qui comptait demander sa légalisation et boycotter cette « facétie démocratique » (une centaine d'arrestations en septembre 1981).

Mais la plus grosse partie s'est jouée contre le mouvement ouvrier et son organisation l'UGTT (le PCT ne représentant que quelques dizaines et membres et ne constituant pas un danger pour le gouvernement). Comment intégrer cette force dans le jeu politique et institutionnel tout en lui laissant une certaine représentativité au yeux des travailleurs ? Il fallait pour cela s'appuyer sur des bureaucrates syndicaux issus de l'UGTT et non parachutés. Cette opération s'est faite en trois temps, sans que le syndicat y réponde convenablement :

— Division au sein de l'ancienne équipe dirigeante entre les partisans d'Habib Achour et les autres. En refusant à Habib

1. Ahmed Ben Salah a déclaré pour ces élections : « Nous ne participons pas, mais je conserve l'espoir que tout ne peut pas être négatif, d'autant que des éléments nocifs ont été éliminés des élections », *Libération*, 31 octobre 1981.

Achour tous les droits et en cristallisant tous les problèmes sur son cas, il était inévitable qu'une fraction importante de la direction syndicale s'en dissocierait pour pouvoir renouer le dialogue avec le pouvoir.

— Ayant obtenu satisfaction sur ce point, la préparation du Congrès a eu lieu dans des conditions très restrictives : pas d'éligibilité pour les jeunes militants syndicaux, disproportion des mandats entre fédérations combattives et modérées, etc. Malgré cela, plus d'un tiers des délégués se sont prononcés pour le boycott du Congrès le jour même de sa tenue afin de lutter pour l'indépendance syndicale.

— La troisième et dernière étape a été la mise sur pied de listes du Front national : s'appuyant sur la bureaucratie soumise qu'il avait mis à la tête de l'UGTT, le gouvernement tunisien a proposé des listes communes panachées avec l'UTICA (patrons), l'UNFT (femmes du pouvoir), l'UNA (agriculteurs) et le PSD bien sûr.

Un violent débat s'est développé au sein du syndicat et des voix très nombreuses se sont élevées contre la participation de l'UGTT aux élections, contre les risques d'intégration au pouvoir des candidats élus. Malgré l'absence d'un programme de classe, la gauche syndicale a mené cette bataille comme un moindre mal face au Front national et pour préserver l'indépendance syndicale. Ce débat a été tranché au sein de la Commission administrative de l'UGTT par 51 % en faveur des listes avec le PSD. Dès lors, une très forte minorité du syndicat a mené campagne pour l'abstention lors de ces élections, représentant en réalité la majorité de la base.

LE ROI EST NU

Un élément, négligé par tout le monde, a bouleversé les conditions mêmes du jeu électoral : les aspirations démocratiques

des travailleurs. C'est un véritable *maelstrom* qui s'est engouffré ces dernières semaines dans la campagne de l'opposition. Des milliers de personnes à tous les meetings, 4 000 au meeting du PCT à Tunis, une diffusion des journaux accrue, etc.

Ce n'est pas le programme de ces partis qui a mobilisé les masses à ce point, car pour l'un, le MDS, il n'est guère différent de celui du PSD au pouvoir, et pour l'autre, le PCT, il a été complètement occulté. C'est le sentiment d'un pluralisme politique pour la première fois toléré. Cet enthousiasme pour l'opposition a surpris le gouvernement et l'a conduit à revenir à ses bonnes vieilles méthodes : les provocations et les milices.

Dès lors, durant toute la campagne, les provocations n'ont pas cessé contre les meetings du MDS et du PCT. Le MDS a même dû renoncer à les tenir faute de service d'ordre et le PCT, qui dispose de militants mieux organisés, a connu des affrontements violents avec des blessés. Comme cela n'a pas suffi à stopper les aspirations démocratiques des travailleurs, les agressions se sont doublées du refus par le gouvernement d'accepter des observateurs électoraux de l'opposition. Cette mystification tout au long de la campagne était prévisible (2) et a suscité un débat important dans la gauche tunisienne sur une éventuelle abstention le 1er novembre dans les derniers jours précédant les élections.

Sans aller jusque-là, les différentes forces d'opposition présentes dans ces élections ont fait une déclaration commune à la veille du scrutin « *laissant l'entière responsabilité du scrutin au gouvernement* ». Une manière comme une autre de se dégager de la mascarade qui se préparait. Mais si la mascarade était prévisible, ce qui l'était moins c'était l'affolement du régime.

Les résultats réels ont sanctionné ces pratiques et les travailleurs ont massive-

ment voté pour l'opposition. D'après tous les témoins présents lors du dépouillement, l'opposition a obtenu la majorité des voix quasiment partout, sauf dans les villages et certaines campagnes. Le MDS en a profité particulièrement, mais le PCT aussi : à Gafsa, importante ville ouvrière, à Nabeul, le PCT a obtenu des milliers de voix et est arrivé en deuxième position derrière le MDS.

Ce phénomène a affolé le gouvernement, d'où les trucages de dernière minute et le résultat officiel falsifié pour ne rien laisser percer du résultat réel.

« *Ce ne sont pas les pourcentages qui font la démocratie dans la vie d'un peuple !* » Cette déclaration gênée ou cynique du ministre de l'Intérieur veut camoufler les véritables enjeux de ces élections. Le but avoué du pouvoir était de « *promouvoir un pluralisme politique et les conditions d'un dialogue* ». La promesse de légaliser les organisations ayant obtenu au moins 5 % ayant été faite, il fallait être fou ou complètement ultragauche pour penser qu'il ne s'agissait là que d'une broutille. Ce n'était pas un mince enjeu pour les forces d'opposition car, entre la légalisation de fait et la légalisation de droit, la différence est énorme. Cette situation « de fait » permet depuis de nombreuses années au gouvernement tunisien d'avoir des oppositions dont il mutile régulièrement l'expression et sans recours possible : interdiction du PCT depuis 1963 levée seulement en 1981, interdiction du journal du MDS, du journal indépendant *le Phare*, etc.

Les résultats sont là pour montrer que le gouvernement ne veut en rien renoncer à ces possibilités. En truquant les votes de telle sorte qu'aucun parti d'opposition n'obtienne 5 %, il se réserve une légalisation octroyée qui lui permet de jouer sur les deux tableaux : d'un côté jouer les grands seigneurs et garder l'initiative politique, et de l'autre revenir à tout moment sur sa décision puisqu'elle n'est fondée que sur sa magnanimité. Derrière ce jeu politico-électoral transparaît le véritable but que s'était fixé le gouvernement : légitimer le pouvoir du PSD et parvenir à réintégrer certaines forces d'opposition dans le régime.

Pourtant, c'est l'inverse qui a eu lieu, et le gouvernement a poussé le bouchon trop loin, car un raz-de-marée anti-Front national l'a submergé. Avec un tel résultat à la clef, il risque de perdre toute crédibilité non seulement aux yeux des masses, ce qui est déjà fait en partie, mais aux yeux mêmes de ses alliés actuels ou potentiels. Il n'est pas anodin que le leader du MSD Ahmet Mestiri ait été reçu aux USA, officiellement, le lendemain des élections. En France d'autre part, le PSD, invité au Congrès de Valence du PS, a été salué par la plus belle huée de toute l'histoire de ces deux partis. Alors qu'un succès relatif de ces élections aurait pu laisser

La campagne du GMR

Nos camarades du Groupe marxiste révolutionnaire tunisien (GMR) ont fait campagne au cours de ces élections sur les axes suivants :

— « *Défense de l'idée de mettre sur pied des listes d'unité et d'indépendance ouvrière qui auraient mené campagne autour de revendications fondamentales de la classe ouvrière. De telles listes auraient permis de dépasser les revendications immédiates (tout en les intégrant dans leur plate-forme politique) et de mettre en évidence le combat politique indépendant de la classe ouvrière alliée aux autres couches exploitées et opprimées de la société.* »

— En l'absence de telles listes, nos camarades du GMR ont appelé à l'« *abstention, seule possibilité d'exprimer, d'une part l'opposition au PSD et aux mouvements politiques bourgeois, d'autre part le refus de voter pour le PCT, que sa politique de collaboration de classe a amené à soutenir la manière dont s'est déroulé le Congrès de l'UGTT, à affirmer son "soutien critique" au "processus démocratique". Un appel au vote PCT ne pouvait que semer des illusions sur la nature du régime.* »

— « *L'abstention motivée pouvant seule faire avancer la conscience et ne pas désamorcer la combativité des travailleurs.* »

Nos camarades du GMR ont sorti, avant les élections, le numéro 2 de leur journal *Mal Amal*, qui contient, à côté d'articles sur le Brésil et la Pologne, l'ensemble de leurs positions sur les élections, le sens de la levée de l'interdiction du PCT (cf. encadré) et les problèmes de la construction du parti des travailleurs en Tunisie.

2. Tous les journalistes présents ont noté ce fait surprenant : la participation électorale a été importante, mais la désaffection pour le résultat du scrutin a été très grande ...

quelques espoirs de collaboration, aujourd'hui le gouvernement Mitterrand-Mauroy est acculé à avoir une attitude critique vis-à-vis du régime de Habib Bourguiba.

PREMIERES LEÇONS DES ELECTIONS

1. — Le sens du vote pour les partis d'opposition est clair : il ne s'agit pas d'un vote de confiance dans un de ces partis, mais d'un vote contre le régime, d'un vote contre le Front national et d'un vote pour le pluralisme et les libertés démocratiques.

2. — Pour la bourgeoisie, la démocratie n'est concevable que dans la mesure où elle contrôle la situation et le mouvement de masse. Chacune des mesures prises dans le sens de l'ouverture n'est qu'une concession dans l'espoir d'arracher une paix sociale, et la bourgeoisie tunisienne est prête à revenir en arrière à tout moment, comme au Brésil ou au Maroc, où le pluralisme est en « liberté surveillée ».

3. — L'intégration de l'UGTT est un échec complet, malgré les manœuvres des bureaucrates élus sur les listes du Front national et qui prétendent maintenant former un groupe parlementaire distinct avec leurs 27 élus. Confrontée à une opposition syndicale de plus en plus forte, l'UGTT s'intègre de plus en plus au sommet avec le pouvoir, et sans contrepartie compte tenu de la farce qu'ont représenté

ces élections. Cela va donner un regain de force à la gauche syndicale qui pourra se permettre de prendre position sur les problèmes politiques de façon encore plus nette qu'auparavant (3).

4. — Après ces élections, le PSD pourra moins que jamais demeurer le champ clos des affrontements inter-bourgeois. Une large partie de sa base s'est tournée vers le MDS et sa légitimité est en cause. La tentative de mise en place d'institutions démocratiques bourgeoises bien rôdées, permettant à un Etat moderne en Tunisie d'atténuer les tensions et de servir d'exutoire, est un échec. Cette évolution, qui était une nécessité pour la stabilisation du régime, avait été préconisée par nombre de soutiens bourgeois extérieurs au régime (Internationale africaine socialiste...). Un Parlement devait couronner ce processus pour parvenir à une efficacité relative. Avec le 1er novembre, l'ouverture atteint un palier dont la bourgeoisie ne peut se satisfaire et qu'elle devra dépasser, soit en revenant en arrière à la répression ouverte, soit plus probablement en prenant de nouvelles initiatives dans le sens de la libéralisation du système. Une prochaine étape risque donc d'être l'obligation pour le régime d'associer directement Ahmed Mestiri et le MDS au gouvernement, faute de pouvoir fonctionner correctement.

5. — L'avenir de l'ouverture est-il menacé ? Cela dépendra essentiellement des luttes qui se développeront sur le terrain des droits démocratiques et syndicaux.

Les luttes n'ont guère cessé ces derniers mois dans une série de bastions ouvriers (SNCF, SNT, etc.) et les travailleurs n'ont pas suivi leur direction syndicale, puisque l'on dénombre plus de 50 grèves par mois depuis des mois. Les travailleurs n'attendaient aucune contrepartie de leur vote aux élections, contrairement aux partis réformistes, MDS et PCT, qui ont été désappointés dans la mesure où ils espéraient quelques sièges pour assurer leur présence au sein de l'Etat bourgeois.

C'est la voie de l'indépendance de classe sur un programme de revendications claires, sur la base des luttes quotidiennes des travailleurs des villes et de la campagne, et sur l'axe d'une UGTT indépendante et de classe, qui permettra d'arracher les prochaines conquêtes démocratiques : droit à des élections libres et à la proportionnelle, droit à la liberté d'expression et d'organisation, droits syndicaux non limités pour la classe ouvrière. ■

R. MASSIGNON
20 novembre 1981.

3. La réunion de la Commission administrative de l'UGTT du 12 novembre 1981 est significative des remous qui se dessinent : la démission des députés UGTT a été demandée par une forte minorité et doit être tranchée au Conseil national ; une motion félicitant les élus UGTT n'a été votée que par 38 voix pour et 21 contre dans un tohu-bohu général.

La levée de l'interdiction du Parti communiste tunisien

La levée de l'interdiction du Parti communiste tunisien (PCT) a suscité nombre de questions. Le PCT ne s'attendait pas lui-même à cette mesure, alors qu'il avait fait de l'affaire de son retour à la légalité — depuis vingt ans — son objectif suprême. Il y avait même sacrifié son programme considéré alors comme « révolutionnaire » par le Parti socialiste destourien (PSD) au pouvoir. En vérité, le PCT avait entrepris de longue date de modifier ses revendications pour apparaître comme un parti « responsable » et présenter ce qu'il appelle lui-même une « critique constructive ».

La surprise était d'autant plus grande après la visite de Mohamed Harmel, le secrétaire général du PCT au président Habib Bourguiba, qui a eu lieu au moment même où les autorités annonçaient leur refus de revenir sur la barre de 5 % de suffrages exigés des forces politiques d'opposition pour leur légalisation, alors que toutes ces organisations considéraient ce seuil comme un obstacle à leur participation aux élections législatives. Tout le monde sait ce que signifie, aux yeux du parti au pouvoir, la participation de listes alternatives : conférer à ces élections le sérieux nécessaire et insister sur la légitimité du pouvoir.

La levée de l'interdiction du PCT a un lien direct avec ces élections et leur préparation. En prenant cette mesure, tout en restant ferme sur les conditions (la barre des 5 %), les autorités tablaient sur la division de l'opposition tout en garantissant la participation des communistes aux élections.

Elles proclamaient ainsi leur « intention démocratique » en autorisant un parti qui se targue de communisme à mener son activité politique sur la scène politique avant même le Mouvement des démocrates

socialistes (MDS) de l'ancien ministre de l'Intérieur et dirigeant de l'opposition libérale bourgeoise, Ahmed Mestiri et le Mouvement d'unité populaire (MUP).

Il y a aussi une deuxième raison qui a eu une grande influence sur la décision des autorités de prendre cette mesure : c'est sans aucun doute les problèmes rencontrés avec le mouvement *Ittijah islami* : après avoir participé à son apparition au début des années 1970, le PSD est pris de panique devant le danger que ce dernier en est venu à constituer actuellement pour lui, du fait de la mobilisation des masses qu'il gagne au mouvement en exprimant à sa manière les aspirations de certaines couches populaires pauvres ainsi que de la petite bourgeoisie.

Vu sous cet angle, la question de la levée de l'interdiction du Parti communiste tunisien entre dans le cadre de la violente offensive qui a touché le mouvement *Ittijah islami*, avec l'emprisonnement de ses cadres et militants actifs ainsi que l'intense campagne qui les désigne comme des extrémistes fanatiques.

Cette remarque ne signifie pas qu'il existe là une coordination des efforts entre le PCT et les autorités, comme ont essayé de l'analyser certains courants. Mais notre conclusion est que nombreuses sont les circonstances (les élections, la répression du mouvement *Ittijah islami*, etc.) qui ont permis au PCT de recouvrer sa légalité. Ces circonstances sont le fruit de la situation politique générale qui prévaut depuis l'opération de Gafsa en 1980.

Nous voulons dire par là que la politique d'ouverture devenait urgente du fait de l'existence de sensibilités différentes au sein de la bourgeoisie et plus particulièrement à la suite des luttes du prolétariat qui a

montré plus que sa détermination sur la scène sociale et politique. Cette orientation a été adoptée aussi à la suite des pressions de l'impérialisme, dans le cadre de sa nouvelle stratégie politique et sous la pression de l'aile bourgeoise qui entend réformer sa manière d'utiliser les appareils de l'Etat.

La levée de l'interdiction du PCT n'est pas une conséquence directe du « processus démocratique » engagé par le gouvernement du Premier ministre Mzali. Une telle décision a été sans aucun doute l'objet de nombreuses discussions et hésitations au sein du PSD. Car la bourgeoisie tunisienne — comme toutes les bourgeoisies faibles — ne prend certaines mesures démocratiques, alors que se prolonge le déferlement des masses sur le terrain politique, que pour autant qu'il reste confiné à certaines limites et ne l'effraie pas.

Le contenu de la mesure autorisant le PCT ne doit pas nous induire en erreur, elle ne signifie pas une révision de la stratégie de la bourgeoisie, ni même le dégagement d'une aile dite nationale et démocratique en son sein.

Cette mesure signifie néanmoins que la politique d'ouverture est réelle, malgré ses limites (et bien que l'éventualité d'un retour en arrière soit envisagé). Il est probable aussi que le régime autorisera la représentation à la Chambre des députés d'autres organisations politiques, dont le danger ne dépasse pas celui du PCT, tout en envisageant, dans le cas où la situation politique et sociale deviendrait trop incontrôlable, le recours à la politique répressive à laquelle le régime nous avait habitué. Les condamnations infligées aux éléments d'*Ittijah islami* confirme la justesse de cette analyse.

D'autre part, le droit donné au PCT de mener une activité politique n'est pas un fait secondaire, au regard de sa faiblesse numérique et de son influence politique réduite.

La mesure en elle-même a un résultat important. Abstraction faite des possibilités d'expression octroyées à une organisation se targuant de communisme et proclamant son attachement — à sa manière — aux théories de Marx et Lénine, il y a la reconnaissance de l'existence de courants aux aspirations différentes qui battent en brèche les illusions bonapartistes du parti unique qui se proclame l'unique représentant des intérêts de toutes les classes.

Les courants qui se réclament du mouvement ouvrier doivent prendre en compte ce que représente la légalisation du PCT, quelles que soient les positions passées et présentes de ce parti. Mais nous mettons en garde contre l'illusion de vouloir faire du PCT l'alternative à la crise organisationnelle et programmatique que connaît actuellement l'extrême gauche en Tunisie.

Croire à la possibilité de redresser ce parti de l'intérieur, d'en faire un parti révolutionnaire, est une illusion politique dangereuse. C'est ainsi que la tactique mise en œuvre par le PCT en direction de certains courants d'extrême gauche peut être expliquée. Elle s'appuie essentiellement sur ces illusions opportunistes.

Cette offensive du PCT ne nous trompe pas : il s'agit d'un parti stalinien qui demeure dans le cadre du stalinisme, ses positions sur la lutte de classe au niveau international sont les positions du Kremlin. Les déclarations des délégations du PCT dans les Congrès des partis communistes d'Union soviétique, de Bulgarie et d'Allemagne de l'Est, ne sont rien d'autre que des thèses de soutien aux régimes dans ces pays.

Quant à la position du PCT sur l'Afghanistan, précisée par Mohamed Harmel en personne lors d'une conférence de presse, elle se situe sans nuance dans le cadre de la défense inconditionnelle de la « patrie du socialisme » et de sa politique extérieure.

Sur le plan tunisien, depuis l'Indépendance en 1956, la politique du PCT n'est qu'une suite de tentatives d'alliance avec la bourgeoisie ou avec certaines de ces fractions (Ben Salah (1), le Mouvement des démocrates socialistes — MDS) aux dépens de la défense de l'unité de la classe ouvrière, de son indépendance de classe et de l'élévation de son niveau de conscience politique.

Le PCT, dans cette même ligne, a appelé à l'« unité patriotique contre l'intervention étrangère » lors de l'opération de Gafsa et, depuis cette date (26-27 janvier 1980), il continue à soutenir sans la moindre critique politique l'« ouverture » du gouvernement du Premier ministre Mzali. Il a apporté son soutien à la Charte proposée par le PSD. Cette Charte qui insiste sur le principe de l'inexistence de la lutte des classes, sur la reconnaissance de la Constitution bourgeoise ainsi que sur la légitimité de Habib Bourguiba, etc.

Il est difficile de ne voir au travers de ces positions que des considérations tactiques. Nous savons tous que le PCT a soutenu les tentatives du PSD visant à mettre fin à la crise syndicale (depuis la création de la Commission syndicale nationale — CSN — jusqu'au Congrès de Gafsa) (2). Dans la même logique, le PCT n'a pas bougé le petit doigt lorsque la nouvelle direction de l'UGTT a suspendu certaines structures syndicales de toutes activités (El Fouladh) et a privé des syndicalistes de leurs responsabilités (Sfax).

La politique du PCT au niveau du pays ne vise nullement la destruction du régime politique et économique de la bourgeoisie. Elle n'est que la version tunisienne de la politique du stalinisme à l'échelle internationale : la préservation de la coexistence pacifique au profit de l'impérialisme.

« MAL AMAL »
journal du GMR, numéro 2,
Tunis, octobre 1981.

1. Ben Salah, ancien Premier ministre de 1960 à 1969, qui a conduit une expérience manquée de « socialisme à la tunisienne », marquée par la coopération forcée et la répression.

2. Pour une étude plus détaillée des manipulations du PSD en vue du Congrès de l'UGTT, lire *Inprecor*, numéro 102, du 25 mai 1981.

OFFRE POUR UN PREMIER ABONNEMENT

« INPRECOR » prolonge jusqu'au 15 décembre 1981 son offre spéciale pour un premier abonnement, qui n'est valable que pour les abonnements par pli ouvert et acheminement par voie de surface.

— 6 mois (12 numéros) 90 FF
— 1 an (25 numéros) 150 FF

Nos tarifs passeront à 200 FF à compter du 1er janvier 1982, pour pallier à la forte augmentation des tarifs postaux.

ABONNEZ-VOUS ET
REABONNEZ-VOUS
A INPRECOR !

Mobilisations ouvrières et échéances électorales

L'ANNEE 1982 sera celle de l'élection présidentielle en Colombie. Déjà, le Parti libéral, actuellement au pouvoir avec Julio Cesar Turbay Ayala, a désigné son candidat : ce sera l'ancien président de la République Alfonso Lopez Michelsen. Le Parti conservateur s'apprête à désigner le sien, probablement Belisario Betancour déjà candidat lors de la précédente élection en juin 1978.

Cette apparente continuité au niveau des candidatures ne doit pas faire illusion. Les deux grands partis traditionnels de la bourgeoisie colombienne traversent une crise profonde. Au sein du Parti libéral, le « choix » d'Alfonso Lopez Michelsen a encore aggravé les conflits entre clans et cliques ; à tel point qu'un personnage aussi influent qu'un autre ancien président de la République, Carlos Lleras Restrepo, est virtuellement entré en dissidence. Il a annoncé qu'en aucun cas il ne voterait pour Alfonso Lopez Michelsen et menace d'appuyer un éventuel autre candidat issu du libéralisme.

Cette situation n'est qu'une nouvelle illustration de la décomposition accélérée du système politique colombien, une démocratie bourgeoise formelle, et chaque jour plus formelle.

Le mandat de Turbay Ayala s'achève dans un climat de débâcle totale. Au nom du « combat pour la survie des institutions démocratiques » il a, en pratique, abandonné une grande part de ses prérogatives aux militaires. Ces derniers ont les mains entièrement libres pour mener à leur guise la répression contre les organisations de gauche, les syndicats, les mouvements de masse et, bien évidemment, les organisations de guérilla. Le « statut de sécurité » actuellement en vigueur leur permet de détenir, sans jugement et en toute légalité, à peu près n'importe qui.

Jean-Pierre BEAUVAIS

La caractéristique essentielle du mouvement ouvrier colombien est qu'il est subordonné à des partis, à des courants et à des personnalités de la bourgeoisie. Privés depuis plusieurs décennies de toute indépendance politique de classe, les travailleurs, malgré leurs nombreuses luttes et mobilisations, ont été le plus souvent relégués au rôle de spectateurs impuissants des combinaisons et des conflits entre politiciens de la bourgeoisie. Désarmés idéologiquement et politiquement, ils sont divisés et atomisés au plan syndical. Ainsi n'y a-t-il pas moins de quatre centrales syndicales. Ce sont la Confédération des travailleurs colombiens (CTC) qui a été autrefois la centrale unique du pays et dont nombre de dirigeants sont proches du Parti libéral ; l'Union des travailleurs de Colombie (UTC), d'inspiration confessionnelle, liée à des secteurs de la hiérarchie catholique et au Parti conservateur, et qui revendique actuellement le plus grand nombre d'affiliés ; la Confédération syndicale des travailleurs de Colombie (CSTC), née à la suite de l'exclusion de la CTC des militants du Parti communiste colombien (PCC) ; et enfin la Confédération générale des travailleurs (CGT), démocrate-chrétienne. A ces quatre centrales, il faut ajouter de

nombreuses fédérations indépendantes, rarement organisées nationalement.

Au milieu des années 1970, alors que la crise du système politique bourgeois s'accélérait, les luttes ouvrières et populaires ont connu un véritable renouveau. Ce processus a eu son point culminant lors du « *paro civico nacional* » — en fait une véritable grève générale — du 14 septembre 1977. Outre la force de la mobilisation, le « *paro civico* » a révélé une volonté généralisée chez les travailleurs d'en finir avec la division syndicale et d'avancer vers l'unité.

Cela a poussé les centrales syndicales à regrouper leurs forces afin de mener, dans un cadre unitaire, la lutte pour les revendications économiques et démocratiques les plus importantes. Elles ont alors adopté un cahier de revendications commun, renforcé le Conseil national syndical (CNS) en tant que structure unitaire de direction et lancé la perspective, à terme, d'un second « *paro civico nacional* ».

Une nouvelle étape de l'histoire du mouvement ouvrier colombien semblait ouverte, d'autant que ces développements s'articulaient avec la poursuite et même l'extension des luttes et des mobilisations. En 1978, par exemple, c'est par centaines que se sont comptés les conflits sociaux les plus significatifs.

Ultérieurement, l'UTC et la CTC,

Dans ce cadre, les organisations menant la lutte armée à la campagne ou dans les centres urbains, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le M-19, se sont converties, à partir d'actions militaires ponctuelles d'une audace croissante, en protagonistes importants de la crise.

La tactique à adopter à leur égard — déploiement militaire renforcé pour tenter de les écraser ou tentative de dialogue — est une question d'ores et déjà présente dans les manœuvres pré-électorales. Mais il est évident que, sur ce point comme sur de nombreux autres, rien ne pourra être fait sans l'accord des militaires.

Ce sont eux qui décideront ; c'est d'ailleurs la condition même du maintien de la façade démocratique du système.

Une crise grave affecte l'ensemble de l'économie du pays. Ses effets sont dramatiques sur de larges secteurs de la population, réduite à la misère la plus extrême. Deux chiffres l'attestent : 700 000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition grave ont été recensés et le taux de mortalité infantile est remonté à 64 pour 1 000 naissances, l'un des plus élevés du monde.

On comprend, dans ces conditions, que les manifestations quotidiennes de la décomposition du système n'engendrent que cynisme et désintérêt.

Le second « *paro civico nacional* » (grève civique nationale) qui s'est déroulé le 21 octobre dernier a révélé — malgré une répression massive et brutale — une évidente remontée des mobilisations et de la combativité ouvrière. La question qui est posée est de savoir si les travailleurs colombiens pourront faire entendre leur voix et défendre eux-mêmes leurs revendications lors des prochaines échéances politiques, et y compris lors de la campagne présidentielle.

dont les dirigeants sont pourtant le plus souvent liés aux deux grands partis de la bourgeoisie, ont lancé une campagne de propagande en faveur de la formation d'un parti ouvrier basé sur les syndicats. Mais ils en sont restés là, ne prenant aucune mesure concrète allant dans ce sens.

Quelques syndicats affiliés à l'une ou l'autre de ces deux centrales ont néanmoins adopté une attitude plus conséquente : ils ont mis systématiquement en avant cette revendication en la liant concrètement aux luttes et mobilisations en cours. Tel fut, notamment, le cas de l'Union des travailleurs de Santander (UTRASAN), affiliée à l'UTC, et de la Fédération des travailleurs de Cundinamarca (FETRACUN) affiliée, elle, à la CTC.

Les pas en avant réalisés en direction de l'unité syndicale à partir de l'acquis du premier « *paro civico nacional* » se sont évidemment heurtés aux manœuvres des politiciens bourgeois et de leurs alliés au sein des appareils bureaucratiques syndicaux qui se sont attachés à profiter au maximum des conditions rendues chaque fois plus difficiles pour le combat des travailleurs. Crise économique, intransigeance patronale et surtout accentuation de la politique répressive du gouvernement ont, en se combinant, conduit le mouvement ouvrier à des reculs partiels.

C'est dans ce contexte que, par exemple, la direction de la CGT, bafouant l'exigence exprimée par de nombreux militants de base de voir enfin convoqué un second « *paro civico* », renouait, au cours des premiers mois de 1981, avec les aspects les plus réactionnaires de sa tradition démocrate-chrétienne. Elle se liait à un secteur droitier ayant rompu avec l'UTC (l'Union des travailleurs de Cundinamarca — UTRACUN), appuyait la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador et rompait pratiquement l'unité syndicale. Ses manœuvres ultérieures avec le gouvernement, dans le cadre d'un prétendu dialogue entre patrons et ouvriers, l'ont rejetée à l'extrême droite du mouvement syndical.

Les 28, 29 et 30 août derniers était organisé un Forum syndical national. Ce rassemblement unitaire de syndicalistes venus de tout le pays devait débattre, notamment, de la convocation du second « *paro civico* ». C'est dans le cadre de la préparation de ce Forum, et parce qu'elle craignait qu'il ne soit un facteur de relance des pressions unitaires, que l'UTC a commencé à prendre ses distances avec le Conseil national syndical (CNS) et à répondre, elle aussi, de plus en plus positivement aux appels démagogiques à la « concertation » lancés avec une insistance accrue par le patronat et le gouvernement.

Le Forum réalisé, l'appel au second « *paro civico* » lancé, ce sera au tour de la direction de la CTC de s'engager dans la voie de la division et de la trahison. Elle renoncera, face aux pressions gouvernementales, à appeler à la grève générale.

Malgré le retour aux vieilles divisions, ce Forum syndical national a été un événement de toute première importance. En particulier, le syndicalisme dit « indépendant » s'y est manifesté comme une force combative et de poids croissant. Jusqu'alors opposé au combat pour l'unité syndicale, défenseur de revendications souvent maximalistes et ultra-radicales, il a connu dans la dernière période une profonde mutation. En fait, il s'est libéré de son problème essentiel : l'influence qu'y exerçait de longue date le MOIR (Mouvement ouvrier indépendant révolutionnaire), la principale organisation maoïste colombienne. Cette dernière, se faisant plus que jamais le porte-parole oppressé des positions de la bureaucratie chinoise, épousant ses virages et ses retournements, a connu une importante scission qui l'a beaucoup affaiblie. Et l'organisation née de cette scission, le Parti du travail de Colombie (PTC), a des positions généralement beaucoup plus avancées que celles du MOIR.

Rappelons que ce syndicalisme « indépendant » inclut les 200 000 enseignants de la Fédération colombienne des éducateurs (FECODE) et les 5 000 travailleurs du pétrole regroupés dans le syndicat ECOPEPETROL dont le rôle a été important pour impulser l'appel au second « *paro civico* ».

Confronté à cet appel au second « *paro civico nacional* » pour le 21 octobre, le président Turbay Ayala a multiplié

les manœuvres. Il a cherché à approfondir la division syndicale et à démobiliser les travailleurs en invitant, le 10 octobre, organisations patronales et syndicats à organiser des commissions de travail et de concertation « *afin d'étudier les problèmes du pays* ». Mais ni la CSTC ni le syndicalisme « indépendant », qui appelaient à la grève générale, ne se sont laissés séduire par ces chants de sirène.

Le gouvernement a alors recouru à son arme traditionnelle : la répression. 2 500 personnes ont été arrêtées préventivement dans tout le pays, en majorité des dirigeants et militants syndicaux et de partis de gauche (cf. *Inprecor*, numéro 112 du 9 novembre 1981). Les villes ont été placées sous contrôle militaire et quadrillées par la troupe, tandis que les universités étaient fermées. Avec la complicité active des *mass media*, un climat de panique a volontairement été créé : on a même parlé d'actions spectaculaires planifiées par la guérilla et devant se dérouler le jour de la grève.

Un décret gouvernemental a été promulgué en toute hâte : il prévoyait de lourdes peines pour toute personne appelant ou incitant à l'arrêt du travail et autorisait le licenciement sur le champ de tous ceux qui ne se présenteraient pas à leur travail le jour du « *paro* ». En outre, tout syndicat appelant à la grève était menacé d'être déclaré hors-la-loi.

Malgré tout, la grève générale a eu lieu. Dans tout le pays, les transports ont été à peu près totalement paralysés. Les activités commerciales ont été réduites de 50 %, tandis que 30 % environ des usines et ateliers étaient totalement arrêtés. Ce fut une journée au cours de laquelle s'est exprimé un rejet massif du gouvernement Turbay Ayala et de sa politique. Même dans les entreprises où les travailleurs étaient présents, de peur d'être licenciés, l'activité a souvent été perturbée, voire même significativement réduite. Les exemples sont nombreux.

Les affrontements avec la police ont été fréquents. Ils ont souvent été le fait d'étudiants mobilisés, comme à Medellin et à Baranquilla, où deux d'entre eux ont été tués. Dans ces conditions, et quoi qu'en disent les communiqués officiels, cette journée de « *paro* » a été un succès pour le mouvement ouvrier colombien. Ses répercussions n'ont pas fini de se faire sentir.

NOUVELLE SITUATION AU SEIN DU MOUVEMENT SYNDICAL

Il est apparu clairement, et aux yeux de tous, que Turbay Ayala et son gouvernement avaient perdu tout appui significatif dans la population. La puissance du mouvement revendicatif et de la grève, malgré une répression des plus brutales, a redonné confiance aux secteurs les plus combattifs du mouvement ouvrier. Enfin, de nombreux syndicats affiliés à l'UTC et à la CTC, en premier lieu l'UTRASAN et la FETRACUN, ont joué un rôle important dans la mobilisation, refusant de s'en tenir aux prises de position hostiles au « *paro* » de leurs centrales respectives. De

fait, le 21 octobre a grandement contribué à cristalliser une nouvelle situation dans le syndicalisme colombien. Celui-ci compte maintenant deux pôles bien définis. D'un côté, les appareils de la CTC, de l'UTC et de la CGT, s'appuyant sur des secteurs qui leur restent directement soumis, organisent ouvertement la trahison et se montrent disposés à se vendre à la bourgeoisie chaque fois que l'occasion se présente. De l'autre, un mouvement massif incluant des fédérations ayant rompu dans la pratique avec ces centrales lors de ce second « *paro* », les militants de la CSTC et du syndicalisme « indépendant » : un mouvement qui a fait la preuve de sa volonté et de sa capacité à s'affronter au gouvernement malgré la répression des militaires et les menaces de licenciements massifs.

Le 21 octobre a été le révélateur de deux phénomènes essentiels au sein du mouvement ouvrier :

— En premier lieu, une évidente remontée de la combativité et de la mobilisation de nombreux secteurs, par-delà les inégalités régionales et sectorielles. Ce qui signifie que le mouvement ouvrier organisé est en train de réoccuper la place centrale dans la lutte contre le gouvernement et le régime ; place occupée ces dernières années par les organisations menant des actions armées dans les campagnes comme dans les centres urbains.

— En second lieu, la perspective de voir émerger de nouvelles directions du mouvement de masse est, dans ce contexte, plus concrète que jamais.

Dans ces conditions, tous les obstacles doivent être levés pour que cette nouvelle force qu'est en train d'acquiescer le mouvement ouvrier colombien puisse réellement et directement s'exprimer lors de la campagne électorale de 1982. Tout doit être fait pour qu'elle ne soit pas réduite au silence et ignorée comme lors des précédentes élections. Telle est la préoccupation centrale de nos camarades du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), la section colombienne de la IV^e Internationale, face à cette échéance.

La possibilité d'une candidature présidentielle qui défendrait les revendications avancées par les travailleurs lors du « *paro civico* », exigerait le rétablissement des libertés démocratiques et la libération des milliers de prisonniers politiques, d'une candidature indépendante des appareils politiques de la bourgeoisie et opposée aux politiciens usés de corrompus que seront les candidats libéraux et conservateurs, serait d'une grande signification et serait susceptible de rencontrer un large écho. Elle contribuerait à accélérer l'actuelle remontée de la combativité et de la mobilisation. Elle serait un important pas en avant dans la réalisation de cette tâche historique trop longtemps différée : la conquête par les travailleurs colombiens de leur indépendance politique de classe.

Jean-Pierre BEAUVAIS
27 novembre 1981.

Le combat contre la remilitarisation de l'impérialisme, pour la paix et le socialisme

La campagne de réarmement de l'impérialisme à l'initiative de Washington a pris depuis l'élection de Ronald Reagan des proportions gigantesques. Elle se combine avec une offensive générale d'austérité du capital contre les travailleurs. Ce sont les réponses que l'impérialisme nord-américain et ses alliés nippon et surtout ouest-européens entendent apporter à la crise du capitalisme et à la poursuite de processus révolutionnaires, avant tout dans les pays semi-coloniaux.

A la faveur d'un renforcement, d'une réorganisation et du redéploiement de ses moyens militaires, l'impérialisme prétend stopper l'effritement de ses positions, lancer de nouvelles attaques contre les travailleurs et préparer, à plus longue échéance, une reconquête des parties du monde qu'il a perdues. Dans ce cadre, la citadelle impérialiste nord-américaine joue le rôle principal. C'est à son initiative que la course aux armements a été relancée sur des bases élargies dès 1978-1979, sous la présidence de Jimmy Carter, pour atteindre un premier temps fort avec les décisions de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord) du 12 décembre 1979 qui visent au déploiement des fusées *Pershing* de la seconde génération et des missiles de croisière (*Cruise Missile*). La décision de Ronald Reagan de produire en série la bombe à neutrons marque une nouvelle et très grave accélération des préparatifs de guerre impérialiste. Sans sous-estimer l'importance du redéploiement des moyens militaires conventionnels, c'est sans aucun doute l'accumulation de stocks d'armes nucléaires nouvelles qui représente le danger principal.

Après avoir déployé une intense activité de propagande sur la prétendue supériorité du potentiel militaire soviétique, en particulier dans le domaine de l'arsenal nucléaire à moyenne portée (*SS 20*, ...), Washington a ajusté son discours militaire à ses visées bellicistes, d'abord par l'adoption d'une stratégie anti-forces qui vise à détruire le potentiel militaire et économique de l'adversaire par opposition à une stratégie anti-cités de destruction des centres urbains ; puis par la substitution du concept de recherche d'une « *marge de sécurité* » à celui de la recherche d'une « *parité approximative* » qui avait cours sous Richard Nixon et Jimmy Carter.

Face à l'éventualité d'une guerre nucléaire qui, selon toute probabilité, déboucherait sur un holocauste général, le but stratégique du mouvement ouvrier mondial ne peut être une victoire

conjoncturelle dans une guerre atomique. Pour construire le communisme, l'humanité doit exister. Le but doit donc être d'empêcher une guerre nucléaire. Une telle guerre n'est pas inévitable. Mais il serait illusoire d'attendre une solution de désarmement véritable d'un cadre négocié car, aussi longtemps que le capitalisme se survit, les risques de guerre demeurent. Le terme réaliste de l'alternative est de désarmer l'impérialisme en le renversant dans ses bastions principaux. En dernière analyse, seule la victoire du prolétariat américain, peut délivrer définitivement l'humanité du cauchemar de l'annihilation nucléaire.

C'est la solution révolutionnaire que la IV^e Internationale a toujours opposée aux illusions utopiques de la « coexistence pacifique » et de la « victoire » dans une guerre nucléaire mondiale. C'est pourquoi elle attache une importance particulière aux luttes de masse anti-guerre qui se répandent dans l'ensemble de l'Europe capitaliste, en Amérique du Nord et au Japon. Ces mobilisations sont d'autant plus décisives que tout indique que nous ne nous trouvons pas dans la phase finale qui précéderait l'éclatement d'une troisième guerre mondiale. Les principales préconditions politiques et sociales pour déclencher un cataclysme de cette ampleur n'existent pas. Le prolétariat occidental n'a pas subi de défaite décisive. Les masses laborieuses de ces pays ne sont ni démoralisées ni incapables d'agir. Elles ne toléreraient pas une entreprise démentielle de suicide nucléaire collectif de la part de leurs classes possédantes.

Ceux qui parlent de l'inévitabilité, ou même de l'imminence de la troisième guerre mondiale sous-estiment avec légèreté ce qui est en jeu pour l'humanité tout entière et considèrent de manière non moins irresponsable qu'une bataille vitale pour le prolétariat mondial a déjà été perdue, avant même que la lutte ne soit réellement engagée. Le but que la IV^e Internationale poursuit en participant au mouvement anti-guerre et en le stimulant, c'est d'accroître la conscience anti-impérialiste et anticapitaliste des masses, leur capacité de mobilisation de plus en plus ample, et de remporter de premières victoires, afin de faciliter un assaut général victorieux contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. Seul le désarmement du capital et le renversement de son pouvoir d'Etat mettront fin une fois pour toutes aux menaces de guerre.

Le cours nouveau de la politique américaine, qui s'affirme sans détour de-

puis l'élection de Ronald Reagan, témoigne de la volonté des dirigeants US de rétablir la principale puissance impérialiste dans sa supériorité politique, militaire et économique. Cette volonté politique amplifie la tendance à la militarisation croissante de l'économie capitaliste en crise, caractérisée par le détournement de la recherche à des fins militaires, par une croissance sans précédent des budgets de guerre et par une extension considérable des transactions commerciales concernant les matériels militaires. Certains courants neutralistes, tout en comprenant cette tendance de l'économie capitaliste à se transformer en un gigantesque complexe militaro-industriel, sous-estiment la volonté politique qui lui est concomitante, et ce faisant ne saisissent que partiellement le sens de l'effort de remilitarisation du capital. Il s'agit en vérité d'une réorientation globale de l'impérialisme US et de ses alliés pour faire face aux développements de la crise économique, de la lutte anti-impérialiste et de la lutte des classes, réorientation qui tend à rompre avec la période de paralysie partielle (1975-1979) à l'échelle internationale des Etats-Unis, mal remis du « syndrome vietnamien ».

Les centres dirigeants de Washington, instruits par les répercussions du renversement insurrectionnel des dictatures du chah au Moyen-Orient et de Somoza en Amérique centrale, font un constat d'évidence : toute poussée révolutionnaire, y compris de la révolution coloniale, menace directement leurs « *intérêts vitaux* ». Il en résulte une « *globalisation* » de la défense des intérêts impérialistes qui fonde le cours interventionniste qu'entend de nouveau suivre Washington. C'est en fonction de cet objectif que le dispositif militaire US est en train d'être réorganisé pour assumer des interventions armées de toutes dimensions, de toutes formes et dans n'importe quel point du globe. Dans ce cadre, s'affirme la perspective de l'usage éventuel du feu nucléaire qui explique la décision de production en série de la bombe à neutrons, qui n'est pas une arme nouvelle, mais qui n'avait jamais été déployée parce que son emploi n'entraînait pas dans les scénarios des états-majors de la contre-révolution.

Aujourd'hui, il en va tout autrement avec le contenu concret que les stratégies de l'OTAN apportent à la doctrine de la « *réponse flexible* », fondée sur la volonté d'adapter les ripostes possibles à tous les types de menaces pouvant se produire. Ils envisagent en effet dans ce cadre ce qu'ils

appellent une escalade aussi bien « *verticale* » qu'« *horizontale* ». Par escalade « *verticale* », ils désignent leur volonté de rajouter un barreau de plus à l'échelle de l'escalade de la terreur, celui de l'utilisation de la bombe à neutrons par exemple, qui tend à réduire la différence qualitative du passage de l'arsenal classique au feu nucléaire tactique (réduction des destructions matérielles provoquées par la bombe, mais non des morts humaines). Par escalade « *horizontale* », ils envisagent de déplacer la zone d'un conflit limité vers d'autres, fondant par avance une politique terroriste de représailles. Ils cherchent ainsi à éviter l'engrenage quasi automatique de « *la montée aux extrêmes* » (l'usage de l'arsenal nucléaire stratégique intercontinental), tout en rendant possible le recours à l'arsenal nucléaire à courte et moyenne portée.

Les charges neutroniques, produit d'une miniaturisation croissante des munitions nucléaires, couplées aux innovations technologiques en ce qui concerne les vecteurs (pénétration, précision sur l'objectif, durcissement et guidage indépendant des têtes multiples d'une même ogive), toutes choses qui caractérisent la nouvelle génération des systèmes d'armes nucléaires, contribuent à actualiser dangereusement l'usage possible de l'atome à des fins de « *maintien de l'ordre impérialiste* ».

APRES LES ACCORDS SALT, UNE CONFRONTATION PLUS DIRECTE AVEC L'URSS

Ce tournant de la politique américaine affecte tout autant les relations Est-Ouest dans leur globalité, que les rapports inter-impérialistes et la manière dont l'impérialisme réagit aux développements de la révolution coloniale.

La décennie précédente avait été marquée, en ce qui concerne les rapports Est-Ouest, par le processus des SALT (Strategic Arms Limitation Talks), négociations portant sur la limitation des armes nucléaires stratégiques. Inauguré en 1968, ce processus s'est poursuivi jusqu'à la signature en 1979 du second accord (SALT II) que le Sénat américain devait refuser de ratifier. Les SALT n'ont d'aucune manière représenté un progrès dans la voie du désarmement. Les plafonds astronomiques fixés à chaque étape, loin de freiner la course aux armements, l'ont de fait relancée, moins d'un point de vue quantitatif, il est vrai, que d'un point de vue qualitatif, où excelle l'impérialisme américain compte tenu de son avance technologique.

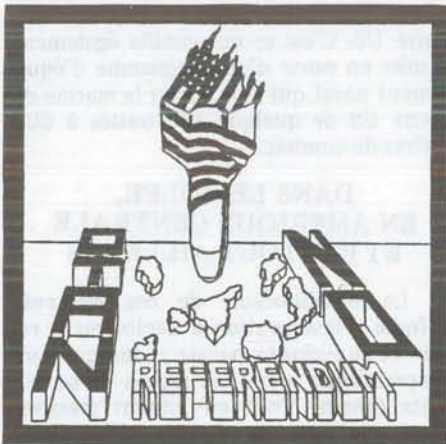
Aussi bien l'impérialisme que la bureaucratie soviétique ont en effet besoin périodiquement d'un certain degré de contrôle sur l'escalade de la course aux armements, puisque celle-ci impose des charges de plus en plus lourdes à l'économie, surtout à celle de l'Union soviétique qui est encore substantiellement plus faible que la puissance productive du capitalisme américain.

C'est en ce sens que les SALT ont représenté un facteur négatif à la veille de

l'actuelle campagne de réarmement de l'impérialisme. Ils ont à la fois permis à Washington d'orienter à sa guise le développement d'armes de plus en plus sophistiquées tout en répandant l'illusion parmi les masses qu'une paix durable pouvait résulter d'un accord entre les deux principales puissances nucléaires, garanti par l'« *équilibre de la terreur* » et une « *confrontation pacifique* » dans la course aux armements.

L'impérialisme US a inscrit sa politique vis-à-vis de Moscou dans ce cadre, parce qu'il juge que la défense commune d'un *statu quo* mondial est conforme à la défense de ses intérêts essentiels. Mais, constatant l'impossibilité d'endiguer de nouveaux développements révolutionnaires à la faveur des seules relations de bloc à bloc, et optant pour une stratégie globale de contre-offensive, il cherche à subordonner la poursuite des négociations bilatérales à son effort de réarmement.

Il s'est dès lors engagé dans la perspective d'une confrontation plus directe avec l'URSS, visant à lui faire payer un prix économique exorbitant pour la poursuite qu'elle a engagée en matière de programme militaire. En outre, Washington entend couvrir par avance ses agissements contre-révolutionnaires par le retour à un certain climat de guerre froide, qui est censé lui permettre d'accomplir ses crimes au moindre coût politique et social dans les métropoles impérialistes.



Néanmoins, l'ouverture de négociations entre Moscou et Washington pour un « *contrôle* » de la course aux armements nucléaires reste toujours possible.

La bureaucratie est toujours demanderesse. L'impérialisme, en fonction d'intérêts conjoncturels, ne serait-ce que par souci de ménager ses alliés, peut en accepter le principe. Il est cependant probable que ce ne sera pas un élément déterminant de la politique américaine à l'égard de Moscou dans la toute prochaine période.

Les programmes en cours de réalisation ou d'étude en ce qui concerne l'arsenal nucléaire intercontinental (nouveau bombardier stratégique ; MX basés au sol ou aéroportés ; Trident-II pour l'armement des sous-marins, etc.) n'en seront pas affectés. Ces programmes, qui représentent le moteur principal de la course aux armements par les investissements lourds qu'ils mobilisent, vont encore accentuer la supériorité du potentiel militai-

re US dans le secteur des armements stratégiques.

La décision prise par l'OTAN en 1979 d'implanter d'ici 1983 en Europe 108 fusées Pershing-II et 464 missiles de croisière n'engage pas la perspective d'un désengagement direct ou indirect de l'impérialisme US d'Europe. Cette dernière est trop vitale pour l'impérialisme US pour qu'il s'en dégage directement. L'hypothèse d'une guerre nucléaire sur le théâtre européen, sans recours de part et d'autre aux arsenaux stratégiques, est trop illusoire pour qu'il envisage un désengagement même indirect. Enfin, l'impérialisme US ne pourrait pas mener une guerre nucléaire limitée à l'Europe, en espérant raisonnablement que son territoire resterait en dehors du champ de bataille pour la raison qu'il serait protégé par un arsenal intercontinental dont la mise en œuvre serait synonyme d'holocauste général. Il faut en conclure que ceux qui tiennent de pareils discours agissent pour d'autres motifs que ceux qu'ils invoquent.

Pour les uns, il s'agit avant tout de faire pression sur les bourgeoisies européennes pour qu'elles participent de manière plus importante au réarmement décrété par Washington. Pour d'autres, il s'agit de justifier leur désir de voir naître une Europe impérialiste « *indépendante* », dotée des moyens nucléaires ou conventionnels de sa défense. Dans les deux cas, la conséquence directe de ces discours est le renforcement du potentiel militaire des armées bourgeoises.

En vérité, l'impérialisme américain, par la combinaison entre son arsenal stratégique central et son arsenal de théâtre européen qui résulterait de l'implantation des armes à moyenne portée, ne poursuit pas l'objectif d'une guerre nucléaire limitée à l'Europe.

Sa politique dans cette affaire prend racine dans la logique propre au développement d'une économie capitaliste d'armement qui doit rentabiliser ses innovations technologiques. A ce stade, il y a un rapport étroit entre les divers programmes, qu'ils s'appliquent à l'arsenal intercontinental ou à l'arsenal de théâtre européen. Les objectifs que poursuivent les dirigeants américains avec la décision de déploiement de ces armes n'en sont que plus évidents :

a) Dans le cadre de ses rapports Est-Ouest, Washington escompte renforcer la « *sanctuarisation* » de son territoire en misant de manière réaliste sur l'impossibilité pour l'économie soviétique de suivre la course aux armements dans tous les domaines (armes stratégiques, tactiques et euro-stratégiques, classiques, etc.). L'impérialisme ne peut que tirer avantage d'une supériorité indiscutable dans les secteurs essentiels pour obtenir des concessions politiques substantielles de la part de la bureaucratie.

b) Dans le cadre des rapports inter-impérialistes, l'installation des euromissiles ne peut qu'accentuer encore la dépendance politique des bourgeoisies européennes par rapport à Washington. Celles-

ci, à l'exception de la France — et, dans une moindre mesure, de la RFA —, sont en situation de client obligé des Etats-Unis sur le plan du matériel militaire. Elles paieront une bonne partie de la note de frais de ces nouvelles armes dont la mise en œuvre restera à l'entière discrétion des USA. C'est donc aussi un bon moyen pour l'impérialisme américain de renforcer son *leadership* militaire aux moindres frais.

Sur ces bases, il faut s'attendre à une nouvelle et plus vigoureuse offensive de Washington auprès des bourgeoisies européennes pour qu'elles respectent leurs engagements de 1977, renouvelés en 1979, d'augmenter d'au moins 3 % par an leurs dépenses militaires.

De nouvelles contradictions inter-impérialistes apparaissent au sein de l'Alliance contre-révolutionnaire de l'Atlantique-Nord, malgré les succès que constituent pour l'impérialisme le retour effectif de la Grèce et l'entrée probable de l'Espagne dans l'OTAN. Ces contradictions résultent de la combinaison de plusieurs facteurs : la place centrale de l'OTAN en tant que bloc militaire pour tout ce qui concerne directement les rapports Est-Ouest ; la volonté de Washington de mener parallèlement à l'OTAN des actions unilatérales en fonction de la place dominante qu'elle y occupe. Le niveau différent des luttes de classes atteint de part et d'autre de l'Atlantique n'autorise pas l'homogénéisation des politiques militaires des différentes puissances impérialistes, quelles que soient les intentions proclamées, comme l'illustre la question des budgets.

Les préparatifs de guerre impérialiste ne se réduisent pas à la politique de Ronald Reagan. Les gouvernements de l'Europe capitaliste y prennent toute leur part.

Dans le domaine des arsenaux nucléaires, la France, déjà détentrice d'une force de frappe stratégique et tactique, et qui envisage de se doter de l'arme neutronique, occupe une place de premier choix dans la campagne actuelle de réarmement. La Grande-Bretagne renforce également son arsenal nucléaire.

En ce qui concerne les moyens classiques, Paris et Bonn disposent de moyens considérables, y compris d'intervention extérieure au théâtre européen, dans le golfe Persique, en Méditerranée ou en Afrique, moyens qui se développent rapidement.

Enfin, leur place respective dans le palmarès des exportateurs de matériel militaire témoigne d'une militarisation croissante de leurs économies, qui atteint pour la France un point d'hypertrophie exceptionnel, si l'on considère son secteur de production d'armement en comparaison avec le reste de son potentiel économique et industriel. L'élection de François Mitterrand ne modifiera pas cette tendance ; elle peut même, sous certaines conditions, l'amplifier encore.

Dans la mesure où son changement de cours est la conséquence directe des défaites qui lui ont été infligées par la



poussée de la révolution coloniale — principalement au Moyen-Orient avec la perte du bastion iranien et en Amérique centrale avec la chute de Somoza —, l'impérialisme nord-américain a disposé ses forces pour endiguer de nouveaux progrès révolutionnaires dans ces secteurs. Cela a d'abord été la mise en place de la force d'intervention extérieure dès 1979, sous la présidence de Jimmy Carter. C'est ce qui motive les décisions de Ronald Reagan de réorganiser l'état-major de cette force, pour l'élever au rang d'un des quatre grands commandements du dispositif militaire US. C'est ce qui justifie également la mise en route d'un programme d'équipement naval qui doit porter la marine de guerre US de quelque 450 unités à 600 navires de combat.

DANS LE GOLFE, EN AMERIQUE CENTRALE ET PARTOUT AILLEURS

La combinaison de ces éléments — force d'intervention à déploiement rapide et supériorité navale — indique que l'impérialisme a tiré les leçons de ses récents échecs. Tout en armant massivement une série de régimes dictatoriaux comme relais de sa domination aux quatre coins du monde, il sait que ces régimes ne lui offrent pas de garanties suffisantes pour une intervention contre-révolutionnaire d'une certaine ampleur et d'une certaine durée. C'est pourquoi Washington se dote de la panoplie la plus large possible de moyens conventionnels destinés au maintien de l'ordre impérialiste. Non seulement l'impérialisme US ne laissera pas s'étendre de nouvelles révolutions sans ripostes militaires, mais il s'efforcera d'intervenir directement et massivement parce qu'il n'a pas confiance en ses gendarmes auxiliaires. C'est ce qui ressort clairement du redéploiement de son dispositif militaire pour quadriller le globe du plus grand nombre possible de points d'appui navals et terrestres.

Il serait pourtant dangereux de ne considérer que les armes classiques en vue d'une intervention contre-révolutionnaire de l'impérialisme dans telle ou telle région du globe face à de nouveaux développe-

ments de la révolution coloniale. En effet, l'arme neutronique, de par ses caractéristiques qui permettent une maîtrise relative dans le temps et dans l'espace du feu nucléaire, pourrait être utilisée à des fins de lutte contre la « subversion ». C'est-à-dire contre des masses insurgées. Certes non dans le premier temps d'une intervention où les moyens classiques sont généralement plus appropriés, mais l'exclure *a priori* serait sous-estimer le cynisme criminel de Washington. C'est au nom de l'argument du moindre coût que l'impérialisme US a justifié les bombardements atomiques de 1945. Il ne raisonne pas différemment aujourd'hui, et ce d'autant que la bombe « N » lui offre des possibilités nouvelles. Washington peut également compter sur le relais des impérialismes européens, voire japonais, dans les années à venir, pour appuyer son effort en vue du maintien de l'ordre impérialiste, notamment en Afrique où la France dispose de fortes positions. Washington s'appuiera aussi sur un certain nombre de pays de la « périphérie » qui se sont dotés de moyens militaires considérables et d'une industrie d'armement déjà significative. C'est le cas en particulier d'Israël, du Brésil, de l'Argentine et de l'Afrique du Sud.

Dans ce cadre, la région du Golfe et du Moyen-Orient, parce qu'elle est décisive pour l'approvisionnement en produits pétroliers de toute l'économie capitaliste, a vu se mettre en place un quadrillage militaire systématique permanent, où les impérialistes américains sont relayés principalement par les impérialistes français et britanniques, secondairement par les impérialistes allemands et japonais.

S'il en est ainsi, c'est que les états-majors impérialistes ont tiré comme leçon de la chute des Pahlavi à Téhéran que l'hypothèse d'un « saut », forcément limité dans son ampleur, sur les champs pétrolifères du Moyen-Orient ne serait pas suffisant pour endiguer des développements révolutionnaires dans la région. C'est l'hypothèse du « saut » qui fondait en 1979 la mise en place des forces d'intervention à déploiement rapide tant américaines que françaises. Depuis, l'impérialisme a complété son dispositif préventif, notamment par le stationnement

permanent d'une bonne partie des flottes de guerre occidentales dans l'océan Indien à proximité du Golfe. Dans le même temps, l'aide au surarmement des pays vassaux de l'impérialisme dans la région s'est accélérée dans des proportions très considérables, comme en témoigne le cas très significatif de l'Arabie Saoudite à qui Ronald Reagan livre plusieurs AWACKS, tandis que la France la dote de moyens conventionnels terrestres et maritimes importants. Dans cette région, outre l'Arabie Saoudite, l'impérialisme dispose de ses principales places fortes avec l'Égypte et Israël. Par ailleurs, les fusées stationnées en Sicile font de cette île méditerranéenne une véritable place-forte contre la révolution arabe.

En Extrême-Orient, le dispositif contre-révolutionnaire s'appuie sur trois pôles : le Japon qui s'est engagé à son tour dans un considérable programme d'armement ; les Philippines, notamment avec les bases américaines de Subic et de Clark ; la Corée du Sud.

En Afrique, au rôle spécifique dévolu à l'Afrique du Sud s'ajoute une présence significative des forces impérialistes dans de nombreux États, sur la base d'accords de coopération et d'aide militaire conclus principalement au bénéfice de Paris, Londres et Washington.

En Amérique centrale, le Salvador a le triste privilège d'être pour l'instant le point principal où se dessine la contre-offensive de l'impérialisme avec l'intervention directe de Washington.

L'IMPASSE DE LA POLITIQUE DE LA BUREAUCRATIE

La campagne de remilitarisation de l'impérialisme ne peut être combattue sans prendre en compte les caractéristiques essentielles de la politique militaire de la bureaucratie du Kremlin, dans la mesure où les dirigeants impérialistes justifient leur politique auprès des masses par l'existence d'une prétendue menace soviétique qui résulterait de la supériorité de son potentiel militaire.

La politique militaire de la bureaucratie n'est que l'un des aspects — même s'il est essentiel — de sa politique internationale. De par sa nature sociale conservatrice, elle entend éviter à la fois toute rupture brutale des grands équilibres mondiaux et toute menace intérieure contre la dictature bureaucratique qui saperaient les bases de son pouvoir. Ce sont ces deux préoccupations qui déterminent fondamentalement sa politique de défense. Dans cette mesure, il faut juger cette politique à ses conséquences pratiques, en fonction des développements concrets de la situation. Pour les marxistes révolutionnaires qui n'ont jamais transigé sur la défense inconditionnelle des fondements sociaux des États ouvriers, y compris dégenérés, tout en menant une lutte sans merci pour le renversement révolutionnaire de la bureaucratie, la question qui se pose est la suivante : est-ce que telle ou telle action de Moscou est nécessaire du point de vue de la défense de l'URSS et des autres États ouvriers contre l'impéria-

lisme ? Quels sont ses effets sur la révolution mondiale dont le développement peut seul garantir à long terme l'existence des États ouvriers ?

Lorsque l'URSS s'est dotée en 1949 de moyens nucléaires, notre position a été de défendre son droit à une politique d'auto-défense face à la menace que représentait la possession d'un arsenal atomique par le seul impérialisme américain. Nous avons de la même manière reconnu ce droit à l'État ouvrier chinois en 1964.

D'un point de vue révolutionnaire, ces moyens d'auto-défense nucléaires étaient nécessaires pour dissuader l'impérialisme américain d'agresser à court terme avec des moyens correspondants les territoires d'où les capitalistes avaient été expulsés. Il faut réaffirmer que, sans l'existence des armes nucléaires soviétiques et chinoises, l'impérialisme aurait probablement employé la bombe atomique contre la révolution chinoise, indochinoise, voire cubaine.

Mais la politique de défense de la bureaucratie poursuit ses objectifs contradictoires qui découlent de sa nature sociale. Ainsi, devant faire face aux menaces de l'impérialisme, elle se refuse à une politique correcte de mobilisation des masses des principales citadelles de l'impérialisme. Elle freine et cherche à briser des processus révolutionnaires dans de nombreux pays. Il en résulte une situation où elle ne répond, au fond, à la course aux armements de l'impérialisme que par la seule augmentation d'un potentiel militaire d'un coût exorbitant.

Ainsi, dans le domaine nucléaire, une politique de défense efficace pourrait combiner le fait de doter le pays des moyens les plus sophistiqués avec des initiatives spectaculaires de désarmement en ce qui concerne le matériel nucléaire ancien, par exemple, au-delà du seuil de destruction de l'humanité qu'ont dépassé par un processus cumulatif aussi bien les USA que l'URSS. L'accumulation de têtes nucléaires sans autre objectif que de paraître ne pas perdre la face par rapport à l'impérialisme est injustifiable d'un point de vue révolutionnaire, internationaliste et prolétarien.

De la même manière, le déploiement d'armes telles que les SS 20 pointés sur la Chine et l'Europe, et qui ne peuvent atteindre les USA, n'est pas fondé du point de vue de la défense de l'URSS et fournit un excellent prétexte à l'impérialisme pour justifier auprès des masses occidentales son effort de surarmement.

En vérité, parce qu'elle craint par-dessus tout la dynamique anticapitaliste, voire révolutionnaire des mobilisations de masse et qu'elle préfère marchander avec l'impérialisme lors de conférences du type SALT ou MBFR (Négociations sur la réduction des forces en Europe), la bureaucratie se défend de manière exceptionnellement coûteuse pour les masses soviétiques, et en définitive peu efficace du point de vue de la défense des États ouvriers eux-mêmes. Dans cette mesure, elle facilite la pression permanente que l'impérialisme impose à l'économie soviétique. Elle facilite aussi, quand elle ne le

suscite pas, le développement de courants neutralistes qui assimilent sa politique de puissance nucléaire à celle de l'impérialisme. Mais elle préfère cela à l'émergence de courants révolutionnaires de masse qui menaceraient le *statu quo* mondial et par là-même sa propre existence.

L'affirmation utopique et suicidaire selon laquelle les pays socialistes doivent pouvoir gagner, le cas échéant, une guerre nucléaire, participe de la même orientation.

Au contraire, il faut miser sur l'impossibilité pour l'impérialisme d'user de son formidable arsenal nucléaire en agissant à un double niveau : en suscitant la mobilisation des travailleurs des pays impérialistes contre leur propre bourgeoisie et en préservant des moyens suffisants d'auto-défense et de dissuasion conçus et présentés comme tels. Une politique efficace de défense des États ouvriers ne peut pas faire l'économie de la mobilisation des masses nationalement et internationalement. La nature de la bureaucratie lui interdit une telle politique révolutionnaire, parce qu'elle saperait les bases de son pouvoir. En ce sens, le discours et la pratique militaires de la bureaucratie sont aussi un obstacle à la lutte pour le désarmement de l'impérialisme.

Mais la politique militaire de Moscou ne se limite pas à une participation à la course aux armements dans le sillage de l'impérialisme. Elle intègre une dimension ouvertement contre-révolutionnaire de maintien de la dictature bureaucratique dans le « camp socialiste ». Le développement quantitatif de l'arsenal classique soviétique, en particulier naval et terrestre, ne correspond pas aux seules nécessités de la défense contre l'impérialisme. Il menace aussi directement les développements de la révolution politique en URSS comme dans les autres États ouvriers d'Europe orientale, ce que fonde d'ailleurs la doctrine Brejnev de « souveraineté limitée » qui régit les rapports entre l'URSS et les autres États ouvriers membres du Pacte de Varsovie.

La politique militaire du Kremlin se caractérise aussi par un goût du secret qui autorise toutes les manipulations occidentales de l'opinion. Politique du secret qui est absurde à l'heure où les progrès technologiques dans le domaine de l'observation, de la détection et de la surveillance par satellites espions permettent aux sphères dirigeantes de l'impérialisme de connaître à peu près précisément la valeur quantitative et qualitative du potentiel réel de l'URSS. L'exemple des « révélations » récentes du Pentagone sur l'évolution de la taille des unités de production d'armements en URSS le prouve.

En revanche, les masses à l'Ouest comme à l'Est sont laissées dans l'ignorance la plus absolue et à la merci de toutes les campagnes d'intoxication de la propagande militariste occidentale. La conséquence en est qu'à chaque fois que la bureaucratie se voit attribuer par l'impérialisme un potentiel militaire surévalué, Moscou, croyant risquer de perdre la face, se garde bien de démentir. Le



terme de l'alternative serait une politique de vérité quant au niveau réel des stocks d'armements, dans le but de gagner la confiance des masses pour mettre l'impérialisme au pied du mur, y compris au travers de propositions offensives de contrôle international. Une telle orientation suppose l'abandon de toute diplomatie secrète dans une perspective révolutionnaire de désarmement de l'impérialisme. La bureaucratie ne s'y résoudra jamais.

LE COMBAT POUR LA PAIX ET LE SOCIALISME

Les nouveaux développements de la révolution mondiale contribuent à actualiser à une échelle de masse dans les pays capitalistes le nécessaire combat pour la paix et le socialisme. Ce mot d'ordre, repris par de larges courants anticapitalistes dans le contexte actuel d'offensive générale de remilitarisation de l'impérialisme, peut prendre sa pleine signification internationale et prolétarienne. Il signifie que, face à l'impérialisme — synonyme de guerres meurtrières, voire d'une menace d'holocauste nucléaire de l'humanité tout entière —, seule l'expropriation du capital dans les principaux pays développés, l'établissement d'une Fédération socialiste mondiale et l'interdiction de la fabrication des grosses armes peuvent garantir la paix par le désarmement. La politique internationale de la bureaucratie représente un obstacle sur cette voie par l'appui objectif qu'elle apporte aux tentatives de l'impérialisme de renforcer ses propres bases. Mais la bureaucratie n'est plus susceptible, à la différence des années 1950, de canaliser et de dévoyer le mouvement anti-guerre qui s'amplifie aujourd'hui dans l'ensemble de l'Europe occidentale, et se développera demain aux Etats-Unis.

Des campagnes de masse, qui diffèrent par les thèmes précis mis en avant dans chaque pays en fonction de situations particulières, commencent à se mettre en place un peu partout. Les forces révolutionnaires qui y participent ont le devoir de les faire converger vers un objectif unique et désormais central du

mouvement ouvrier : entraver les préparatifs de guerre de l'impérialisme, arrêter sa course criminelle vers la guerre en l'affaiblissant de manière décisive, puis en le renversant. C'est pourquoi ces mobilisations qui s'amorcent sont d'une grande importance. La jeunesse y tient généralement le premier rôle. Les différenciations qu'elles provoquent au sein des forces traditionnelles du mouvement ouvrier sont déjà profondes et iront en s'amplifiant. Autant de raisons qui justifient le soutien et la participation de la IVe Internationale à ce mouvement.

Dans ces mobilisations qui associent les courants politiques les plus divers, il importe de dégager une série d'axes principaux qui unifient par-delà les situations nationales la lutte contre l'impérialisme, sa politique d'austérité et de remilitarisation. Ce n'est qu'à travers une telle démarche que pourront être jetées les bases politiques pour une avancée du mouvement anti-guerre vers des formes de coordination internationale, au moins à l'échelle de toute l'Europe occidentale.

La situation d'un pays à l'autre est très différente en ce qui concerne la place objective de chaque appareil militaire national dans le dispositif global de l'impérialisme, mais surtout les traditions et le niveau de conscience des masses à propos des problèmes militaires sont très inégalement développés.

C'est en Grande-Bretagne que la situation est la plus favorable, avec la reprise massive par le mouvement ouvrier du mot d'ordre de « Désarmement unilatéral ! ».

En République fédérale d'Allemagne et dans la plupart des pays d'Europe du Nord, ce sont les perspectives neutralistes d'un désarmement bilatéral qui dominent en général dans le mouvement de masse.

En France et en Italie, la situation est plus complexe du fait de la place que les PC occupent traditionnellement dans le mouvement contre la guerre. En France, les mobilisations sont d'une ampleur encore moindre par rapport aux autres pays européens. Ce qui pose problème pour ce pays en particulier, qui est la seconde puissance militaire de l'Alliance atlantique après les USA.

En Amérique du Nord, l'apparition d'un courant significatif d'opposition à l'intervention US au Salvador, et les mobilisations contre le *draft* préparant le rétablissement du service militaire obligatoire, indiquent les voies principales qu'empruntera un mouvement anti-guerre qui renaît.

L'ampleur du mouvement anti-guerre oblige les PS et les PC à élaborer leurs propres positions en face des problèmes soulevés par la remilitarisation. Bien que ces positions relèvent en général de la même préoccupation d'enlever aux mobilisations leur dynamique anticapitaliste, elles varient de pays à pays.

La social-démocratie française reste attachée au développement d'un armement nucléaire français. Avec la social-démocratie italienne, elle est la force du mouvement ouvrier la moins critique envers l'installation de nouvelles fusées *Pershing-II* en Europe. Le SPD allemand, les PS belge et néerlandais, ainsi que la droite travailliste britannique, essaient de combattre la pression en faveur du désarmement unilatéral de leur pays — déjà majoritaire au sein du *Labour Party* — en réclamant une réduction parallèle d'armes nucléaires américaines et soviétiques en Europe.

Les PC se concentrent, en général, sur la lutte contre la nouvelle escalade de réarmement, mais sont beaucoup plus discrets sur l'unilatéralisme ou concernant la nécessité de désarmer l'impérialisme pour éliminer le danger de guerre, vu leur orientation de « coexistence pacifique ».

Il revient donc aux forces révolutionnaires, et tout spécialement aux sections de la IVe Internationale, de tout mettre en œuvre pour faire apparaître la nécessité objective de coordonner ces mobilisations à l'échelle internationale, tout en adaptant la tactique, des mots d'ordre précis et des alliances, aux conditions concrètes de chaque pays (traditions et force du mouvement, niveau de conscience, etc.). La IVe Internationale, qui peut jouer un rôle essentiel dans ce cadre, développera les réponses politiques qu'exige la situation.

La IVe Internationale appelle les travailleurs, la jeunesse et les peuples, spécia-

lement ceux d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, à la mobilisation contre l'impérialisme, le militarisme, l'austérité, pour la paix et le socialisme.

a) Elle se prononce contre la production et le déploiement de bombes à neutrons, pour l'interdiction universelle de cette arme qui tend à rendre possible l'usage éventuel de l'arsenal nucléaire contre les peuples en lutte contre l'impérialisme.

Elle combat les décisions de l'OTAN d'installation en Europe des missiles de croisière et des fusées *Pershing-II*.

Elle se prononce pour le désarmement nucléaire unilatéral par l'arrêt de la fabrication et la destruction des stocks de bombes « A », « H » ou « N ».

b) Elle dénonce l'OTAN et l'Alliance atlantique anti-ouvrière en combattant tout élargissement de ce bloc militaire contre-révolutionnaire, en particulier en solidarité avec les travailleurs et les peuples d'Espagne qui refusent l'entrée de leur pays dans l'OTAN. Dans chaque pays, ses sections mettront en avant la nécessité de sortir de l'OTAN et en France l'exigence d'une rupture avec l'Alliance atlantique, au-delà de son retrait du système de défense intégré (10 mars 1966). Elles lutteront dans ce cadre pour le démantèlement de toutes les « bases avancées » de l'impérialisme US en Europe ou à proximité, en particulier en Méditerranée.

c) La IVe Internationale appelle au rejet des budgets de guerre qui sont une source de gaspillage immense des ressource

ces de l'humanité, d'autant plus que les besoins élémentaires des trois quarts de la population du globe ne sont pas satisfaits et que l'austérité est imposée aux travailleurs dans les métropoles impérialistes. Elle se prononce pour la réduction immédiate et massive des dépenses militaires improductives, pour la satisfaction des besoins sociaux et des revendications des travailleurs des pays développés et une augmentation très substantielle de l'aide aux pays en voie de développement. Des emplois et non des bombes ! Des dépenses sociales à la place des dépenses militaires !

d) Elle se prononce contre la militarisation générale de l'économie, le détournement de la recherche à des fins militaires, contre le développement des productions et des ventes d'armements, pour la nationalisation sans indemnisation sous contrôle ouvrier de toutes les industries qui concourent à ces productions, et pour leur reconversion dans le cadre d'un plan élaboré démocratiquement, où les besoins sociaux des masses orienteront les choix de production et non l'inverse.

e) Elle se déclare en opposition à toute limitation des libertés syndicales et politiques des travailleurs. Cela vaut particulièrement pour les travailleurs des industries d'armement qui sont souvent soumis à un contrôle policier sur l'embauche, et à une limitation importante de leurs droits par rapport aux travailleurs des autres industries (droit de grève, statut, liberté d'expression et d'organisation, etc.).

f) Elle appelle à la lutte contre les préparatifs de guerre civile qui voient l'adoption de mesures légales en vue du « temps de crise » et la préparation des armées bourgeoises au maintien de l'ordre impérialiste en Europe même. Elle refuse les mesures de DOT (Défense opérationnelle du territoire), les manœuvres en terrain libre, la défense civile, et s'oppose à la militarisation des sols et des populations civiles. Elle apporte son soutien aux masses irlandaises et turques qui sont victimes d'une répression particulièrement odieuse de la part des armées de l'OTAN.

g) La IVe Internationale soutient les luttes des soldats appelés ou engagés qui se battent pour le plein exercice des libertés démocratiques (droit d'information, d'expression, d'organisation, etc.) à l'intérieur des casernes. Les soldats doivent pouvoir s'organiser sur une base syndicale en toute indépendance par rapport à la hiérarchie militaire. Elle se prononce contre la professionnalisation des armées bourgeoises, qui les rend plus aptes à des interventions contre les travailleurs pour briser des grèves et faire appliquer des ordres de réquisition notamment.

Elle combat pour la réduction des obligations militaires, pour le droit pour tous à un réel apprentissage des armes, sans encasernement, tout en reconnaissant le droit démocratique à l'objection de conscience. ■

Secrétariat unifié (SU)
de la IVe INTERNATIONALE
Octobre 1981.

Mario Pedrosa, 1900-1981

Mario Pedrosa vient de mourir à Rio de Janeiro à l'âge de 81 ans.

Il aimait à dire avec fierté : « *Je suis le numéro 1 du PT* ». Les dirigeants syndicaux fondateurs du Parti des travailleurs (PT) lui avaient en effet rendu l'hommage, il y a deux ans, de lui réserver la première fiche d'affiliation au nouveau parti. Hommage mérité à une longue vie militante.

Dès 1922, membre du Parti communiste brésilien (PCB), déjà hors-la-loi, Mario Pedrosa était envoyé en URSS par la direction du parti. Il dut d'abord séjourner à Berlin avant de pouvoir enfin entrer en URSS pour étudier à l'Ecole Lénine. C'était la période de montée du stalinisme. Il prit position en faveur de l'Opposition de gauche : « *Quand Trotsky fut envoyé à Prinkipo, raconte Mario Pedrosa, ce fut un grand choc pour tout le monde. A cette époque, je reçus les documents de l'Opposition de gauche et je pris position en sa faveur. Via l'Allemagne, j'envoyai au Brésil les premiers documents de l'Opposition internationale, et je vins rejoindre ensuite l'Opposition qui s'était formée ici dans la lutte interne. Je formai alors, avec une cellule qui venait d'être expulsée du PC à Rio de Janeiro, le Groupe communiste léniniste (GCL) qui édita le journal Lutte de Classe et devint*

ensuite la section brésilienne de l'Opposition de gauche internationale. »

En 1937, après le coup d'Etat de Getulio Vargas, poursuivi par les forces de répression, Mario Pedrosa dut s'exiler une seconde fois. Il participa en 1938 à la Conférence de fondation de la IVe Internationale et fut élu à son premier Comité exécutif. Au moment où le nazisme déferlait sur l'Europe, la direction de l'Internationale fut transférée aux Etats-Unis. Membre du Secrétariat international (SI), Mario Pedrosa prit alors parti pour les positions de Schachtman et CRL James sur la nature de l'URSS, et il rompit avec l'Internationale en leur compagnie.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, Mario Pedrosa put rentrer au Brésil. Il participa alors à la formation d'un parti socialiste indépendant et lança avec de vieux camarades le journal *Avant-garde socialiste*.

Le coup d'Etat de 1964 le contraignit une nouvelle fois à l'exil. Réfugié au Chili, il participa au mouvement de résistance des exilés au coup d'Etat de Pinochet en 1973, puis dut partir une nouvelle fois pour l'Europe.

Déjà malade, il ne put rentrer au Brésil qu'en 1977. Il s'enthousiasma aussitôt pour le projet de constitution du PT. Dans une lettre du 1er août 1978, il écrivait à Luis Inacio da Silva « Lula » : « Je

peux maintenant espérer et croire que le Brésil sera un pays heureux : voici l'heure de l'apparition de la nouvelle classe ouvrière et d'un nouveau Brésil. Depuis que Karl Marx a proclamé au siècle dernier que l'émancipation des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, cette vérité ne s'est plus jamais éteinte dans l'histoire. »

En 1980, il publiait un petit recueil d'articles et de textes sur le Parti des travailleurs, dans lequel il écrivait : « *Un nouveau moment historique apparaît avec force pour projeter une lumière nouvelle dans toutes les couches de la population jusqu'à présent sans expression et sans espoir. Cette lumière nouvelle se concrétise dans cette grande entreprise de classe des militants ouvriers qui, rassemblant leurs luttes, se sont réunis pour former le nouveau Parti des travailleurs, drapeau qu'aucun Brésilien rejetant sans compromis la domination des classes dirigeantes ne peut ignorer.* »

Passionné par les arts, un temps directeur du Musée d'art moderne de Rio de Janeiro, Mario Pedrosa a écrit plusieurs ouvrages sur l'art et la culture.

Inprecor salue la mémoire de ce vieux militant infatigable. ■

INPRECOR
20 novembre 1981.

400 000 contre les missiles nucléaires

Robert WENT

Le samedi 21 novembre 1981, les Pays-Bas ont connu la plus importante manifestation de rue de leur histoire. Plus de 400 000 personnes, sur une population d'environ 14 000 000 d'habitants, ont protesté contre l'installation de nouveaux missiles de croisière (*cruise missile*) par l'OTAN.

A Nimègue, ville de 130 000 habitants, 40 cars de 50 personnes chacun étaient prévus pour s'y rendre, mais, le jour « J », ils seront plus de 85, plus des trains spéciaux, à acheminer les manifestants vers la capitale. A Leyde, localité de moins de 100 000 habitants, l'objectif initial était de 15 bus ; ce furent 51 véhicules qui ont acheminé les manifestants. Et comme Leyde est distante de 50 km seulement d'Amsterdam, nombre de gens s'y sont rendus en train. Dans les petites villes de 5 à 10 000 habitants, ce sont 2, 3 et souvent 5 cars qui étaient affrétés par les comités locaux d'organisation. Tous les bus du pays étaient loués. Tant et si bien que, dans le sud, des comités ont dû louer des bus en Belgique.

La manifestation était prévue sur un parcours de 6 km environ, à partir d'une place du centre d'Amsterdam. Dès avant son départ, cette place était noire de monde et inaccessible. Le comité organisateur a alors décidé d'allonger le parcours de la manifestation et d'effectuer un autre départ dans un autre endroit de la ville. Au moment où le cortège s'ébranlait, la radio annonçait que 15 000 personnes attendaient toujours un train pour Amsterdam à Utrecht, nœud ferroviaire du centre du pays.

Derrière la banderole « *Soldats de l'OTAN contre les armes nucléaires !* », 120 soldats du contingent ont manifesté à l'appel du comité national Soldats contre les armes nucléaires et du comité Mobilisation 81. Ce dernier avait appelé les soldats démobilisés à venir manifester en uniforme (tout Néerlandais démobilisé conserve son uniforme chez lui en cas de guerre et de mobilisation générale). Ils n'ont pas été moins de 400 à répondre à cet appel.

Toutefois, nombre de soldats avaient été dissuadés de venir manifester en uniforme par la hiérarchie militaire — sur les 6 soldats néerlandais qui ont manifesté à Bonn le 25 octobre dernier, 4 ont ensuite été punis — et les propos du ministre de la Défense, Van Mierlo, qui les menaçait en prétextant que l'on ne voit des militaires dans les rues que dans des dictatures d'extrême droite !

Après de multiples atermoiements, la FNV (Fédération des syndicats néerlandais) a fini par appeler ses membres — individuellement — à la manifestation du

21 novembre. Son président, qui est aussi président de l'EVV (Fédération européenne des syndicats) décidait d'y prendre la parole. Cela a été l'occasion d'un important pas en avant, puisqu'il a adopté publiquement le mot d'ordre « *Des emplois, pas des bombes !* », autour duquel se bat l'IKB, la section néerlandaise de la IVe Internationale, au sein du mouvement ouvrier. La campagne que mène cette dernière dans les syndicats s'en trouvera donc facilitée.

Les représentants gouvernementaux qui ont pris la parole à cette occasion ont été rudement accueillis. Aad Nuis, par exemple, des libéraux de gauche de Démocratie 66 (D'66), le parti du ministre de la Défense, n'a pas eu le loisir de terminer son discours après qu'il ait déclaré sa confiance dans le gouvernement. La même chose est arrivée à Wim Meyer, président de la représentation parlementaire du PvdA (social-démocrate), lui aussi membre de la coalition gouvernementale.

manifestation non comme une mobilisation contre l'OTAN et les missiles de croisière mais « *pour la paix* » et contre le Pacte de Varsovie.

Toutefois, la principale faiblesse du mouvement réside dans son absence de clarification politique sur la perspective d'un désarmement unilatéral. Un des députés du Parti communiste néerlandais (CPN), Joof Wolff, a demandé à Amsterdam le retrait des missiles de l'OTAN et des SS-20 soviétiques.

Le mouvement manque aussi d'implantation dans les syndicats, les usines et parmi la jeunesse. Ainsi, il n'y avait, le 21 novembre, que quelque 10 % de jeunes de moins de 21 ans. Or, la jeunesse peut être mobilisée, comme en témoignent de nombreuses initiatives locales. Dans une localité de 6 000 habitants par exemple, l'organisation révolutionnaire de la jeunesse, Rebel, a organisé un concert « *Rock contre les missiles* » qui a réuni 300 jeunes.



Cortège des soldats à la manifestation du 21 novembre à Amsterdam. (DR)

Les politiciens et journaux bourgeois ont immédiatement tenté de récupérer cette puissante mobilisation. Le Premier ministre lui-même, Van Agt, du Parti démocrate-chrétien, s'est déclaré solidaire des manifestants « *et des millions de personnes qui veulent aussi la paix mais n'ont pas manifesté* ». Le ministre des Affaires étrangères a déclaré à la télévision que cette mobilisation était une grande « *démonstration pour la paix* ». Le principal journal bourgeois *De Telegraaf*, titrait le lundi 23 novembre : « *Impressionnante démonstration pour la paix* », après avoir pourtant mis en garde pendant des semaines contre cette initiative. Le *Alegemeen Dagblad* écrivait « *300 000 personnes ont manifesté contre TOUTES les armes nucléaires* ». Les commentateurs à la télévision et à la radio étaient de la même veine, essayant de présenter cette

Pour que la mobilisation d'Amsterdam ne reste pas sans lendemain, les marxistes révolutionnaires de l'IKB proposent que les comités d'organisation locaux se maintiennent pour organiser tous les participants de la manifestation du 21 novembre, ce qui implique de construire la campagne anti-missile dans les syndicats, les usines et parmi la jeunesse. Le meilleur moyen serait, d'une part, de fixer comme objectif à la campagne anti-missile le soutien à l'initiative de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) de Grande-Bretagne qui propose une journée d'action internationale et, d'autre part, d'organiser la défense des soldats qui seraient inquiétés pour avoir manifesté le 21 novembre en uniforme à Amsterdam.

Robert WENT
Amsterdam, 25 novembre 1981.